

CERTIFIÉ CONFORME À L'ORIGINAL

RAPPORT DE GESTION 2022

SOMMAIRE

1. ACTIVITES 2022	1
2. RESULTATS 2022	10
3. PERSPECTIVES 2023	12
4. STRUCTURE DU CAPITAL DE VIEL ET COMPAGNIE-FINANCE	12
5. AUTRES INFORMATIONS.....	13
6. DIVIDENDES	14
7. STRUCTURE FINANCIERE ET UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS	14
8. INFORMATION SUR LES FOURNISSEURS.....	14
9. INFORMATIONS PRUDENTIELLES.....	15
10. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	17
11. AUTORISATIONS FINANCIERES	20
12. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE IDENTIFIES AU SEIN DU GROUPE	21
DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE.....	26

1. ACTIVITES 2022

Viel et Compagnie-Finance a été inscrite sur la liste des Compagnies Financières en 2004. Ses investissements sont principalement représentés par la participation majoritaire détenue dans VIEL & Cie, société d'investissement qui développe son activité autour de deux participations majoritaires et une participation mise en équivalence, dans trois pôles de compétence :

- l'intermédiation financière professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, société cotée sur la bourse Suisse, détenue à hauteur de 71,40 % par VIEL & Cie ;
- la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, société cotée sur Euronext Paris (compartiment C), contrôlée à 79,35 % ;
- la banque privée, SwissLife Banque Privée, dans laquelle VIEL & Cie détient 40 % en partenariat avec le groupe SwissLife.

En outre, Viel et Compagnie-Finance est propriétaire d'un ensemble de droits et biens immobiliers.

Viel et Compagnie-Finance enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 989,6 millions d'euros en 2022, en hausse de 15,6 % à cours de change variables (10,1% à cours de change constants). Son résultat d'exploitation y compris les sociétés associées s'inscrit en hausse de 32,6 % en 2022 à cours de change variables et s'élève à 130,1 millions d'euros. Le résultat net enregistre une hausse de 36,2 % à cours de change variables à 99,1 millions d'euros en 2022.



Compagnie Financière Tradition

Pôle d'intermédiation professionnelle

Compagnie Financière Tradition est un des leaders des IDB (Inter Dealer Broker) sur le marché international. Présent dans 30 pays, le Groupe emploie près de 2 300 personnes dans le monde et fournit des services d'intermédiation sur une vaste gamme de produits financiers (marchés monétaires, marchés obligataires, produits dérivés de taux, de change et de crédit, actions, dérivés actions, marchés à terme de taux et sur indices) et non financiers (énergie, environnement, métaux précieux). Compagnie Financière Tradition SA est cotée au SIX Swiss Exchange (CFT). Le groupe apporte ses services aux institutions financières et autres traders professionnels sur les marchés de capitaux. Face à l'évolution réglementaire observée depuis quelques années et dans le prolongement logique de ses services de courtage à la voix, le groupe accélère le développement de son offre de services de courtage électronique par le biais de sa technologie propriétaire hybride et le lancement de diverses plateformes.

Les activités du Groupe évoluent en 2022 après une période de normalisation de l'activité lors du premier semestre de l'exercice compte tenu de l'extrême volatilité sur les marchés financiers au tout début de la crise sanitaire.

› **Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation publié**

Compagnie Financière Tradition enregistre une croissance de son activité sur l'exercice 2022 avec un chiffre d'affaires consolidé publié de CHF 947,4 millions contre CHF 873,6 millions en 2021, soit une hausse de 10,5 % à cours de change constants. A cours de change courants, le chiffre d'affaires consolidé de Compagnie Financière Tradition ressort en hausse de 8,4 %.

› **Résultat d'exploitation et résultat net**

En 2022, le Groupe enregistre une nette progression de son résultat d'exploitation qui s'inscrit à CHF 94,2 millions contre CHF 73,2 millions en 2021 soit une croissance de 28,7 %. Cette performance s'explique notamment par une activité soutenue sur l'ensemble des zones géographiques notamment au cours du second semestre 2022 dans un contexte de révision de la politique monétaire internationale et de hausse des taux.

Le résultat avant impôt s'élève à CHF 120,1 millions contre CHF 88,1 millions en 2021.

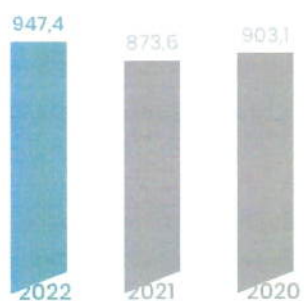
Ainsi, le résultat net consolidé ressort à CHF 97,4 millions en hausse de 36,2 % et un résultat net part du Groupe de CHF 89,1 millions contre CHF 65,3 millions en 2020, en baisse de 36,5 % à cours de change courants.

› Bilan

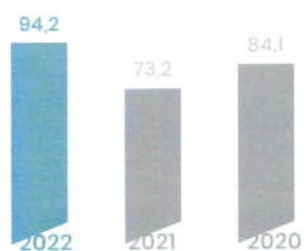
Le Groupe a maintenu son attention sur la solidité de son bilan axée sur des fonds propres importants tout en minimisant le niveau d'actifs intangibles ainsi qu'une forte position de trésorerie nette. En effet, les capitaux propres consolidés sont de CHF 442,5 millions contre CHF 429,7 millions en 2021, pour une trésorerie brute disponible d'un montant en hausse à CHF 308,3 millions au 31 décembre 2022.

CHIFFRES CLES DE COMPAGNIE FINANCIERE TRADITION (EN MILLIONS DE CHF)

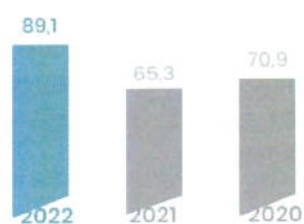
CHIFFRES D'AFFAIRES



RESULTAT D'EXPLOITATION



RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE





Pôle de bourse en ligne

L'année 2022 a été marquée par des événements majeurs qui ont eu un impact sur l'évolution des marchés financiers : le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février, une inflation croissante dans l'ensemble des pays industrialisés avec une pénurie de matières premières et de sources d'énergie, une remontée rapide des taux d'intérêts par les banques centrales, point de départ du changement de politique monétaire. Dans ce contexte, Bourse Direct enregistre plus de 5,2 millions d'ordres exécutés en 2022 pour sa clientèle directe, volume en baisse de 14,9 % par rapport à une année 2021, exceptionnelle, et en hausse de 75 % par rapport à l'année 2019. Le nombre de nouveaux clients recrutés reste soutenu. Bourse Direct comptabilise ainsi près de 280 000 comptes fin 2022. Le chiffre d'affaires de Bourse Direct s'établit à 47,1 millions d'euros contre 45,9 millions d'euros en 2021, en hausse de 2,6 %.

› **Résultat de Bourse Direct**

Les produits d'exploitation bancaire consolidés de Bourse Direct s'élèvent à 48,5 millions d'euros contre 46,4 millions d'euros en 2021, en hausse de 4,3 % dans un contexte de marché marqué par un net recul de l'indice CAC 40 en 2022. Cette croissance s'explique principalement par l'intégration de l'activité de la société EXOE en 2022. Dans un contexte de hausse des taux, les produits de trésorerie enregistrent une nette augmentation fin 2022.

Le produit net bancaire consolidé enregistre une hausse de 5,9 % et s'établit à 42,3 millions d'euros contre 39,8 millions en 2021. En 2022, dans le cadre d'une normalisation de l'activité, le nombre d'ordres exécutés s'établit à 5,2 millions pour la clientèle directe contre 6,1 millions en 2021 (dans le contexte exceptionnel des années 2020 et 2021) et 2,9 millions en 2019. L'activité professionnelle d'EXOE a enregistré une croissance de 6,9 %.

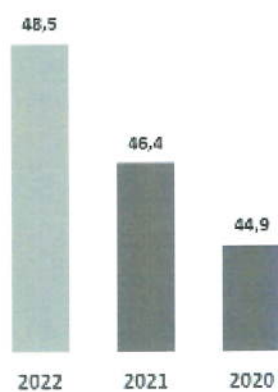
Le résultat d'exploitation consolidé s'inscrit ainsi en bénéfice de 7,8 millions d'euros en 2022, contre 10,0 millions d'euros en 2021 en baisse de 21,8 % dans le cadre d'une normalisation de l'activité de bourse en ligne soit une marge d'exploitation sur les produits d'exploitation bancaire de 16,0 %, contre 21,5 % l'année précédente.

Le résultat net consolidé s'inscrit à 5,9 millions d'euros contre 7,2 millions d'euros en 2021 après enregistrement d'une charge d'impôt d'un montant de 1,9 millions d'euros.

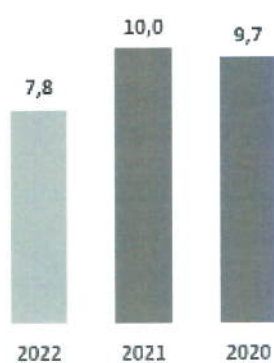
Après prise en compte du résultat bénéficiaire de l'exercice, les capitaux propres consolidés de Bourse Direct s'élèvent à 68,5 millions d'euros au 31 décembre 2022 contre 71,2 millions d'euros au 31 décembre 2021. La trésorerie propre consolidée de Bourse Direct s'établit à 43,2 millions d'euros au 31 décembre 2022.

CHIFFRES CLES DE BOURSE DIRECT (EN MILLIONS D'EUROS)

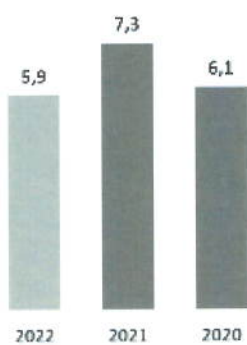
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE



RESULTAT D'EXPLOITATION



RESULTAT NET





Pôle de banque privée

VIEL & Cie détient une participation de 40 % dans SwissLife Banque Privée depuis août 2007. Le développement des activités de banque privée du Groupe s'est poursuivi en 2022.

Cette participation est consolidée dans les comptes de VIEL & Cie par une mise en équivalence.

SwissLife Banque Privée exerce avec sa filiale SwissLife Gestion Privée, quatre activités principales :

- › une activité de banque privée destinée à une clientèle directe ;
- › une activité de banque de détail de type « assureur-banque » s'adressant aux clients particuliers et à une clientèle de professionnels du groupe SwissLife France par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution ;
- › une activité de banque de détail s'adressant aux clients particuliers de Partenaires Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants ;
- › une activité de conservateur de valeurs mobilières pour les sociétés du groupe SwissLife France et de dépositaire des OPCVM gérés par SwissLife Asset Management (France) et par sa filiale SwissLife Gestion Privée.

A fin 2022, les activités du groupe SwissLife Banque Privée regroupent plus de 6,6 milliards d'euros d'actifs en conservation.

Ce pôle d'activité enregistre un produit net bancaire de 88,4 millions d'euros en 2022. La société enregistre un résultat bénéficiaire en 2022 dégageant ainsi un résultat bénéficiaire de près de 25 millions d'euros en 2022.

Pôle immobilier

Viel et Compagnie-Finance détient un ensemble d'actifs immobiliers au travers de diverses sociétés. Ces actifs immobiliers sont enregistrés en immeuble de placement en raison des modalités d'acquisition de ces immeubles et de l'intention de gestion attachée à ces biens.

En 2022, la société n'a pas enregistré d'opérations sur son pôle immobilier.

2. RESULTATS 2022

Les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance sont établis au 31 décembre 2022 conformément aux normes internationales de reporting et aux normes comptables internationales IFRS/IAS et suivent les recommandations émises par l'International Financial Interpretation Committee telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et l'Union Européenne

En milliers d'euros	2022.12 Cours Var	2022.12 Cours Const	2021.12	Variations CV	Variations CC
Chiffre d'affaires	989 632	941 151	855 054	15,7%	10,1%
Autres produits d'exploitation	22 530	22 417	20 879	7,9%	7,4%
Produits d'exploitation	1 012 162	963 568	875 933	15,6%	10,0%
Charges de personnel	-696 503	-659 613	-622 405	11,9%	6,0%
Autres charges d'exploitation	-193 307	-189 031	-152 805	26,5%	23,7%
Amortissements	-31 381	-30 042	-28 934	8,5%	3,8%
Perte de valeur des actifs	0	0	0		
Charges d'exploitation	-921 192	-878 687	-804 145	14,6%	9,3%
Résultat d'exploitation	90 970	84 881	71 788	26,7%	18,2%
<i>Marge d'exploitation</i>	<i>9,2%</i>	<i>9,0%</i>	<i>8,4%</i>	9,5%	7,4%
Quote-part de résultat des sociétés associées	39 171	38 737	26 354	48,6%	47,0%
Résultat d'exploitation yc soc MEE	130 141	123 619	98 143	32,6%	26,0%
Résultat financier net	-7 056	-5 965	-10 536	-33,0%	-43,4%
Résultat avant impôts	123 084	117 654	87 607	40,5%	34,3%
Impôt sur le bénéfice	-23 990	-22 760	-14 848	61,6%	53,3%
Résultat net de l'exercice	99 094	94 894	72 759	36,2%	30,4%
<i>Marge nette</i>	<i>10,0%</i>	<i>10,1%</i>	<i>8,5%</i>		
Attribuable aux :					
Actionnaires de la société mère	42 527	40 805	31 555	34,8%	29,3%
Intérêts minoritaires	56 567	54 088	41 204	37,3%	31,3%

*Variations calculées sur la base des montants en K€.

Chiffre d'affaires des filiales opérationnelles

Viel et Compagnie Finance réalise un chiffre d'affaires consolidé de 989,6 millions d'euros, en hausse de 15,7 % par rapport à l'année précédente à cours de change variables. A cours de change constants le groupe enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 10,1 %.

La répartition par secteur d'activité et zone géographique du chiffre d'affaires consolidé de Viel et Compagnie-Finance s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Intermédiation professionnelle	942,5	809,1
Bourse en ligne*	47,1	46,0
Total	989,6	855,1

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 22,5 millions d'euros contre 20,9 millions d'euros en 2021. En 2022, ce poste est constitué de produits liés au débouclage des opérations en suspens de règlement – livraison auprès de contreparties russes. En 2021 ces produits provenaient notamment d'un écart de conversion de sociétés aux Etats-Unis ainsi que d'une plus-value de cession d'un actif immobilier pour un montant de 6,1 millions d'euros.

Les charges d'exploitation, d'un montant de 921,2 millions d'euros contre 804,1 millions d'euros en 2021 sont en hausse de 9,3 % à cours de change constants et sont principalement constituées de charges de personnel, de frais de télécommunication et d'information financière, et de frais de représentations et de marketing des filiales opérationnelles de Viel et Compagnie-Finance.

Le résultat d'exploitation de Viel et Compagnie-Finance s'élève à 91,0 millions d'euros contre 71,8 millions d'euros en 2021, soit une baisse de 26,7 % à cours de change variables.

La quote-part de résultat d'exploitation des sociétés mises en équivalence s'élève à 39,2 millions d'euros en 2022 (26,4 millions d'euros en 2021).

Le **résultat financier net** s'établit en perte de 7,1 millions d'euros contre une perte de 10,5 millions d'euros en 2021 en raison de l'amélioration du résultat de change notamment sur des positions en roubles.

Viel et Compagnie-Finance enregistre un résultat avant impôts d'un montant de 123,1 millions d'euros contre 87,6 millions d'euros en 2021.

La charge d'impôt consolidée constatée en 2022 s'établit à 24,0 millions d'euros, contre 14,8 millions d'euros en 2021 soit un taux d'imposition hors sociétés associées de 28,6%.

Résultat net consolidé de 99,1 millions d'euros en 2022, en hausse de 36,2 %.

Viel et Compagnie-Finance enregistre un **résultat net consolidé** de 99,1 millions d'euros en 2022 (72,8 millions d'euros en 2021). Les **intérêts minoritaires** s'établissent à 56,6 millions d'euros contre 41,2 millions d'euros en 2021.

Le **résultat net - part du Groupe** s'inscrit en bénéfice de 42,5 millions d'euros contre 31,6 millions d'euros en 2021.

Les **capitaux propres consolidés** de Viel et Compagnie-Finance s'établissent à 662,1 millions d'euros au 31 décembre 2022, dont 381,3 millions d'euros pour la part du Groupe, contre respectivement 614,3 et 346,9 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Viel et Compagnie-Finance constate par ailleurs un résultat individuel de 8,4 millions d'euros

Viel et Compagnie-Finance constate par ailleurs un résultat individuel en bénéfice de 8,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2022 contre un bénéfice de 7,9 millions d'euros en 2021.

Ce résultat de l'année 2022 porte les capitaux propres individuels de Viel et Compagnie-Finance à 72,1 millions d'euros au 31 décembre 2022, contre 69,7 millions d'euros au 31 décembre 2021.

3. PERSPECTIVES 2023

En 2022, Viel et Compagnie Finance suivra les orientations de ses filiales dans leurs stratégies de développement.

Sur son métier d'intermédiation professionnelle, le niveau d'activité en ce début d'année 2023 s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent avec une croissance de plus de 10 % sur la période de janvier à aujourd'hui à cours de change constants et ce, par rapport à la même période l'année dernière, toujours soutenu par la gestion de la politique monétaire des banques centrales dans un contexte d'inflation persistante. Compagnie Financière Tradition poursuivra sa stratégie de croissance et sa gestion des coûts ainsi que ses investissements dans ses activités data et analytiques et ses capacités de courtage hybrides.

Sur son métier de bourse en ligne, l'activité est soutenue depuis le début de l'année dans un contexte de plus forte volatilité du marché boursier. Par ailleurs, la hausse des taux observée depuis le milieu d'année 2022 est favorable à l'activité de Bourse Direct et a un impact positif sur le résultat de l'année 2023. Bourse Direct entend continuer d'offrir à ses clients des services toujours plus innovants, sur tous les supports mobiles, en adaptant son offre aux évolutions technologiques, tout en conservant les tarifs les plus compétitifs du marché, associé à un service d'experts de la bourse et de pédagogie. Bourse Direct accélérera également le développement de son pôle Epargne.

Swisslife Banque Privée poursuivra sa stratégie de croissance en 2023.

Sur le pôle immobilier, Viel et Compagnie Finance restera attentive aux opportunités de marché pour effectuer potentiellement de nouvelles acquisitions et poursuivra l'exploitation et la valorisation de ses actifs.

4. STRUCTURE DU CAPITAL DE VIEL ET COMPAGNIE-FINANCE

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous donnons les indications suivantes relatives à l'identité des actionnaires, personnes physiques ou morales possédant un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote de la société, ainsi que le nombre d'actions qu'ils possèdent.

REPARTITION

Le montant du capital est de 11 839 429 euros divisé en 776 356 actions de 15,25 euros de valeur nominale. Le capital est intégralement détenu par des personnes, dont 91,98 % par Monsieur Patrick Combes, détenant 99,49 % des droits de vote au 31 décembre 2022.

LES MECANISMES DE CONTROLE PREVUS DANS UN EVENTUEL SYSTEME D'ACTIONNARIAT DU PERSONNEL

Il n'y a pas de système d'actionnariat du personnel mis en place.

LES ACCORDS ENTRE ACTIONNAIRES DONT LA SOCIETE A CONNAISSANCE

Il n'existe pas d'accord entre actionnaires à la connaissance de la société.

LISTE DES DETENTEURS DE TOUT TITRE COMPORTANT DES DROITS DE CONTROLE SPECIAUX ET LA DESCRIPTION DE CEUX-CI

Tous les titres comportent les mêmes droits.

5. AUTRES INFORMATIONS

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En 2022, le monde a été confronté à la guerre en Ukraine dont les conséquences économiques ont été importantes pour l'ensemble des économies mondiales notamment dans le cadre des pénuries engendrées.

Dans le cadre de son activité d'intermédiation professionnelle, le niveau d'activité moyen sur les mois de janvier et février ressort en hausse par rapport à la même période l'an dernier à taux de change constants.

Par ailleurs, les sanctions prises par certains pays contre la Russie et certaines entités et individus russes, ainsi que les contre-sanctions et autres mesures prises par la Russie ont entraîné une hausse de la volatilité sur les marchés financiers. L'accumulation de ces mesures entraîne des retards dans la chaîne de règlement livraison des titres libellés en rouble. En outre, les produits, activités et contreparties en lien avec la crise actuelle en Ukraine représentent une part très limitée des activités du Groupe. Des suspens constatés en 2022 ont eu un impact sur les comptes consolidés arrêtés à fin 2022.

Au cours des premiers mois de l'année 2023, la poursuite de la remontée des taux d'intérêt ayant débuté en 2022 a eu pour conséquence de mettre en difficultés différents établissements financiers que ce soit aux Etats-Unis ou en Suisse. Ces événements n'ont aucun impact sur l'activité ou les résultats du Groupe.

Bourse Direct a poursuivi sa politique de développement avec un recrutement actif de nouveaux comptes sur l'année. Les marchés connaissent une plus forte volatilité en ce début 2023, environnement favorable pour les activités de Bourse Direct, ainsi que la hausse des taux.

LISTE DES SOCIETES CONTROLEES

La liste des sociétés consolidées par Viel et Compagnie-Finance et la part détenue dans le capital de chacune de ces sociétés figurent dans la rubrique « périmètre de consolidation » des états financiers consolidés.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

3VFinance, filiale directe de Viel et Compagnie-Finance, spécialisée dans l'élaboration et la commercialisation d'outil de gestion de trésorerie, produit de la recherche au travers d'une

équipe spécialisée sur les nouvelles technologies. Dans le cadre de ces travaux, 3VFinance bénéficie du crédit impôt recherche.

6. DIVIDENDES

Nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices les dividendes distribués sont les suivants :

- 6 001 231,88 € au titre de l'exercice 2021
- 6 001 231,88 € au titre de l'exercice 2020,
- 4 611 554,64 € au titre de l'exercice 2019,

7. STRUCTURE FINANCIERE ET UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Chacune des filiales opérationnelles de Viel et Compagnie-Finance veille à disposer en permanence d'un montant de trésorerie lui permettant de faire face aux besoins en fonds de roulement liés à leurs activités, ainsi qu'à leurs différentes orientations stratégiques.

Au 31 décembre 2022, la société Viel et Compagnie-Finance est endettée à hauteur de € 25 000 000 principalement sur des échéances allant de 1 à 4 ans, et dispose par ailleurs d'une trésorerie immédiatement disponible de € 3 403 000 sur base individuelle.

La trésorerie consolidée s'établit à € 495 578 000 au 31 décembre 2022, contre € 519 725 000 au 31 décembre 2021 ; avec un endettement consolidé de € 449 199 000 au 31 décembre 2022 (€ 560 117 000 au 31 décembre 2021).

Les emprunts bancaires de Viel et Compagnie-Finance et de VIEL & Cie, filiale de Viel et Compagnie-Finance, sont soumis à des clauses de remboursement anticipé ; Viel et Compagnie-Finance et VIEL & Cie doivent respecter certains ratios fixés contractuellement, portant notamment sur le niveau d'endettement consolidé par rapport à la trésorerie propre, ou sur le niveau des charges financières. Notamment avec une trésorerie nette positive, l'intégralité de ces ratios est respectée au 31 décembre 2022.

8. INFORMATION SUR LES FOURNISSEURS

Au 31 décembre 2022	Terme non échu	Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu				
		De 1 à 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 91 jours	Total factures échues
En EUR						
Nombre de factures concernées	19					14
Encours au 31/12/2022 (en EUR)	249 222,89	0,00	0,00	0,00	161 643,21	161 643,21

Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (HT)	5,14 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	3,33 %	0
Nombre de factures exclues relatives à des dettes litigieuses	0					

Au 31 décembre 2021	Terme non échu	Factures reçues non réglées à la date de clôture dont le terme est échu				
		De 1 à 30 jours	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	Plus de 91 jours	Total factures échues
En EUR						
Nombre de factures concernées	10					
Encours au 31/12/2021 (en EUR)	113 167,69	1 407 744,08	63 172,52	-2 794,89	104 2015,10	1 572 336,81
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (HT)	2,29 %	28,54 %	1,28 %	-0,06 %	2,11 %	31,87 %
Nombre de factures exclues relatives à des dettes litigieuses	0					

Source de l'information : comptes individuels de Viel et Compagnie-Finance

Les dates d'échéance ci-dessus correspondent aux mentions présentes sur les factures ou à défaut à la fin du mois civil au cours duquel les factures ont été reçues.

Viel et Compagnie-Finance dispose d'un processus de validation des factures par les services compétents préalable à tout paiement.

INFORMATION SUR LE DELAI DE PAIEMENT DES CLIENTS

Aucune créance clients n'est en attente de règlement au 31 décembre 2022.

INFORMATION SUR LES CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Viel et Compagnie-Finance constate des charges non déductibles fiscalement pour un montant de € 161 829 au titre de l'exercice 2022, constituées de la part non déductible fiscalement des jetons de présence et d'amortissements non admis fiscalement.

9. INFORMATIONS PRUDENTIELLES

Viel et Compagnie-Finance est une société européenne a été inscrite le 9 décembre 2004 sur la liste des compagnies financières soumises à une surveillance sur base consolidée, en application du règlement n°2000-03 du 6 septembre 2000 du Comité de la réglementation bancaire. Depuis septembre 2021, Viel et Compagnie-Finance est soumise à la réglementation IFR en application de l'entrée en vigueur du règlement UE 2019/2033, le 26 juin 2021.

Tableau des cinq derniers exercices

	2018	2019	2020	2021	2022
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE <i>(en milliers d'euros)</i>					
Capital social	11 839	11 839	11 839	11 839	11 839
Nombre d'actions ordinaires existantes	776 356	776 356	776 356	776 356	776 356
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE <i>(en milliers d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 302	7 168	7 636	8 229	7 975
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	5 322	7 064	7 553	7 850	8 428
Résultat distribué	4 503	4 612	6 001	6 001	*
RESULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions	8,12	9,23	9,84	10,60	10,27
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	6,85	9,10	9,73	10,11	10,86
Dividende attribué à chaque action	5,80	5,94	7,73	7,73	*
PERSONNEL <i>(en milliers d'euros)</i>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
Montant de la masse salariale de l'exercice	424	407	393	392	392
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	192	187	181	186	186

* Un dividende de 7,73 euros par action sera proposé à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2022

10. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Viel et Compagnie-Finance s'assure du respect des règles de gouvernement d'entreprise afin de se conformer aux meilleurs pratiques tant en termes de qualité de son information financière que de transparence du fonctionnement de son organisation et du rôle de son Conseil d'administration.

ORGANISATION DES ORGANES DE DIRECTION

Compétences et fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs et les devoirs qui lui sont conférés aux termes de la loi, des statuts et du règlement du Conseil d'administration. Il prend notamment toute décision dans tous les domaines qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée générale ou d'un autre organe et exerce la haute direction et la haute surveillance sur la Direction et sur les personnes chargées de représenter la Société. Les administrateurs disposent d'expériences complémentaires et apportent leur compétence au Conseil.

Le Conseil d'administration de Viel et Compagnie-Finance se réunit à l'occasion de l'arrêté des comptes annuels et de l'Assemblée générale, ainsi qu'à chaque fois que les affaires l'exigent. Ses séances durent en moyenne deux heures.

Le Comité de surveillance des risques consolidés exerce, dans le cadre de la surveillance par Viel et Compagnie-Finance de l'ensemble des risques encourus par ses filiales opérationnelles, une fonction d'examen des rapports transmis par la Direction de gestion des risques dans le cadre du contrôle périodique externalisé ainsi que des reportings transmis par les pôles opérationnels dans le cadre du contrôle permanent. Il présente au Conseil d'administration une synthèse sur les principaux points relevés par les audits, ainsi qu'un plan d'action prévisionnel.

La Direction Générale est assumée par le Président-Directeur Général, qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, assistée dans sa mission par une Direction Générale déléguée composée de deux personnes en charge de la Stratégie et de la Finance. Le Président-Directeur Général exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'effectif de Viel et Compagnie-Finance est réduit et répond aux besoins de suivi de ses investissements et de respect de ses obligations réglementaires dans le cadre de son développement. Le développement des trois pôles d'activité détenus indirectement par Viel et Compagnie-Finance est assuré de façon autonome par les Directions de ces filiales. Ainsi, les filiales consolidées veillent directement aux recrutements nécessaires au déploiement de leurs activités à travers le monde et à la sensibilisation de leurs salariés à une culture d'entreprise forte. Cette culture s'appuie sur un esprit d'appartenance à un pôle opérationnel et au respect de valeurs communes comme l'éthique et la déontologie à la fois dans les comportements professionnels et dans les pratiques quotidiennes.

Répondre aux besoins opérationnels de la société holding

Dans le cadre de son équipe directe, Viel et Compagnie-Finance privilégie la recherche de collaborateurs dont l'expérience et les compétences répondent aux besoins de développement de la Société et aux respects de ses obligations réglementaires.

Le respect strict des règles d'éthiques et de déontologie

Chaque société comprise dans le périmètre de consolidation veille à une sensibilisation permanente de ses collaborateurs à ces valeurs, au travers de formations octroyées en interne ou en externe. Chacun des pôles opérationnels de Viel et Compagnie-Finance dispose d'un « Code d'éthique et de bonne conduite » et d'un « Règlement Intérieur » adressé à l'ensemble des dirigeants et collaborateurs. Les contrats de travail des collaborateurs incluent également des clauses spécifiques concernant le respect des règles de déontologie et d'éthique.

Composition du Conseil d'administration

Pour répondre aux prescriptions légales, nous vous communiquons la liste des mandats et fonctions des mandataires de Viel et Compagnie-Finance :

- Monsieur Patrick Combes, **Président-Directeur Général**, Président-Directeur Général de VIEL & Cie, Président du Conseil d'administration de Compagnie Financière Tradition (Suisse) et de Financière Vermeer NV (Pays-Bas), Membre du Conseil de Surveillance de SwissLife Banque Privée, Président de la SAS La Compagnie Vendôme, Administrateur de Paris Europlace, Gérant des SCI VIEL Foch et Vaullongue, Membre du Comité de Pilotage Europlace, Membre du Comité stratégique International de Columbia Business School à New York.
M. Combes a perçu en 2022, les jetons de présence dus au titre de 2021 pour Viel et Compagnie- Finance pour un montant de 30 000 € au titre du mandat dans la Société ; un montant de € 12 000 dû au titre de 2021 par la société VIEL & Cie.
- Monsieur Christian Baillet, **Administrateur**, Vice-Président du Conseil de surveillance de Bourse Direct SA, Président du Conseil de surveillance d'Andera, Just World International (USA), Administrateur des sociétés VIEL & Cie, Viel et Compagnie-Finance SE, Xerys, Tradition (UK) Ltd (Royaume Uni), Tradition Financial Services Ltd (Royaume Uni), TFS Derivatives Ltd (Royaume Uni), Trad-X (UK) Ltd (Royaume Uni), Tradition London Clearing (Royaume Uni), BELHYPERION (Belgique), Fonds Gaillard (Belgique), Otito Properties (Luxembourg), GPI Invest (Luxembourg), Lithos (Luxembourg), QS Bic (Luxembourg), Colors Properties (Espagne), Propiedades Millerty (Espagne), Turboc Properties (Espagne), Fondation Bemberg (Suisse), Yellow Oceans (British Virgin Islands), Longchamps (Nevis) et Financière Vermeer NV (Pays-Bas), Membre du Conseil de surveillance de Swisslife Banque Privée SA (France).
M. Baillet a perçu en 2022 des jetons de présence au titre de 2021 pour un montant de 30 000 € au titre du mandat dans la Société ; un montant de € 12 000 dû au titre de 2021 par la société VIEL & Cie ; un montant total de 66 000 € au titre des jetons de présence versés par les sociétés contrôlées.
- Monsieur Amaury Combes, **Administrateur**, M. Amaury Combes a perçu en 2022 des jetons de présence au titre de 2021 pour un montant de 30 000 € au titre du mandat dans la Société.

- Monsieur Olivier Dillenschneider, **Administrateur** est Avocat à la Cour, administrateur de Financière Vermeer N.V. (Pays Bas), représentant permanent de TSH au Conseil d'administration de Finance 2000 et gérant de la SCI 3 rue Gonnet et de Sarl Dillenschneider Favoro Associés.

M. Dillenschneider a perçu en 2022 des jetons de présence au titre de 2021 pour un montant de 30 000 € au titre du mandat dans la Société ; un montant de € 10 000 dû au titre de 2021 par la société Financière Vermeer N.V..

- Madame Catherine Nini, **Directeur général délégué en charge de la Finance**, Directeur financier de VIEL & Cie, : Président du Directoire - Directeur général de Bourse Direct, Membre du Conseil de surveillance de SwissLife Banque Privée, Administrateur de VIEL & Cie, d'E-VIEL, SwissLife Gestion Privée, Représentant permanent de Bourse Direct au Conseil d'administration de EASDAQ au Conseil d'administration d'Arpège, Membre représentant de Bourse Direct au Conseil de la Bourse de Berlin, Administrateur unique des GIE Viel Gestion et VCF Gestion.

Catherine Nini a perçu en 2022, les jetons de présence dus au titre de 2021 pour Viel et Compagnie- Finance pour un montant de 30 000 € au titre du mandat dans la Société ; un montant de € 12 000 dû au titre de 2021 par la société VIEL & Cie.

INFORMATION RELATIVE AUX PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE DU GROUPE, DE GESTION DES RISQUES RELATIFS A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DES DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

La réglementation financière dans lequel les filiales de VIEL & Cie exerce leur activité, définie l'environnement de contrôle interne que doit avoir toute entreprise régulée.

En application des différentes réglementations applicables au sein du groupe, les principes relatifs aux systèmes de contrôle des opérations et des procédures internes, à l'organisation comptable et au traitement de l'information, aux systèmes de mesures des risques et des résultats, aux systèmes de surveillance et de maîtrise des risques, au système de documentation et d'information sur le contrôle interne ont été définis.

Le Conseil d'administration procède ainsi à l'examen de l'activité et des résultats du groupe et de l'organisation du contrôle interne en particulier du contrôle de la conformité sur la base des informations qui lui sont transmises.

Les objectifs de la mise en place du contrôle interne sont principalement de fournir une assurance raisonnable quant à :

- la réalisation et l'optimisation des opérations,
- la fiabilité des informations financières,
- la conformité aux lois et aux règlements en vigueur.

L'un des objectifs du système de contrôle interne au sein du groupe est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes à toutes les étapes de l'activité de la société. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés. Ainsi, les systèmes comptables et de contrôle interne ne donnent pas à la direction, la certitude que les objectifs fixés sont atteints, et ce en raison des limites inhérentes au fonctionnement de tout système.

La production des états financiers de Viel et Compagnie Finance s'effectue sous la responsabilité de la Direction générale et du Directeur financier et est traitée par l'équipe comptable. Un manuel de procédures comptables décrit l'ensemble de l'organisation du service comptable, les outils utilisés, les conditions d'arrêté des comptes et les schémas comptables applicables.

11. AUTORISATIONS FINANCIERES

DELEGATIONS

En application des dispositions de l'article L. 225-100, al.7 du Code du Commerce, nous vous informons de l'absence de délégations en cours de validité accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale au cours de l'exercice 2022.

REVUE DES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Au cours de l'exercice 2022, des conventions réglementées soumises aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce ont été conclues.

- Renouvellement du contrat de bail de sous-location avec la Société TSAF pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 346 792,77 € en 2022.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Renouvellement du contrat bail de sous-location avec la Société TSAF OTC pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 347 741,81 € en 2022.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Renouvellement du contrat de bail de sous-location avec la Société VIEL & Cie pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 223 468,26 € en 2022.
Administrateurs concernés : Patrick Combes, Catherine Nini et Christian Baillet.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Renouvellement du contrat de bail de sous-location avec la Société BOURSE DIRECT pour les locaux situés au 374 Rue Saint-Honoré à Paris (1er) pour un montant total de 717 833,96 € en 2022.
Administrateurs concernés : Catherine Nini et Dominique Velter.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.

Au cours de l'exercice 2022, les conventions suivantes se sont poursuivies :

- Bail de sous-location avec la Société TSAF pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 177 711,59 € en 2022.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Bail de sous-location avec la Société TSAF OTC pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 180 068,55 € en 2022.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.

- Bail de sous-location avec la Société VIEL & Cie pour les locaux situés au 9 Place Vendôme à Paris (1er) pour un montant total de 110 770,29 € en 2022.
Administrateurs concernés : Patrick Combes, Catherine Nini et Christian Baillet.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Bail de sous-location avec la Société BOURSE DIRECT pour les locaux situés au 374 Rue Saint-Honoré à Paris (1er) pour un montant total de 356 800,92 € en 2022.
Administrateurs concernés : Catherine Nini et Dominique Velter.
Approuvé par le Conseil d'administration en date du 27 septembre 2022.
- Location au Président du Conseil d'administration, Monsieur Patrick Combes, d'un bien acquis par Viel et Compagnie-Finance, à compter du 3 décembre 2007, à des conditions de marché pour un montant total de 137 136 € en 2022.

12. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE IDENTIFIES AU SEIN DU GROUPE

Les risques identifiés concernent principalement les filiales opérationnelles de VIEL & Cie dans le cadre de leurs activités. Sont exposés ci-après les principaux risques dans la mesure où ils peuvent avoir un impact sur la valeur des investissements concernés dans le portefeuille de VIEL & Cie. Chaque filiale opérationnelle dispose de son entière autonomie de gestion, mais présente un reporting financier régulier à VIEL & Cie.

Ces filiales opérationnelles sont principalement exposées aux risques suivants :

- risque de crédit et de contrepartie,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque de change,
- risque de taux d'intérêt,
- risques liés à une stratégie de partenariat,
- risque opérationnel lié aux participations contrôlées.

Le Conseil d'administration apprécie les risques existants au sein du Groupe et exerce une surveillance sur la Direction. Il est assisté dans ces tâches par le Comité d'audit dont le rôle est de surveiller le système de contrôle interne sur le reporting financier, la gestion des risques ainsi que la conformité avec les lois et réglementations locales. L'audit interne effectue régulièrement des revues de gestion des risques et de contrôles internes dont les résultats sont communiqués au Comité d'audit des différents pôles opérationnels.

Dans le cadre du suivi des risques opérationnels, les filiales du Groupe ont développé une cartographie des risques homogènes selon la nomenclature Bâle II. Un outil a été déployé dans le Groupe (One-SumX) afin de recenser les risques opérationnels par filiale et de consolider l'information relative à la nature de ces risques opérationnels. Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une meilleure maîtrise des risques opérationnels.

Risque de crédit et de contrepartie

Viel et Compagnie-Finance en tant que société holding n'est pas exposée au risque de crédit.

Le risque de crédit est avant tout le risque de perte financière pour les filiales opérationnelles si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à une de ses obligations. Ce risque concerne principalement la rubrique des clients et autres créances.

Les filiales opérationnelles de VIEL & Cie exercent le métier d'intermédiaire sur les marchés financiers et non financiers, principalement auprès d'une clientèle de professionnels pour Compagnie Financière Tradition, et auprès de particuliers pour Gaitame (filiale de Compagnie Financière Tradition) et Bourse Direct.

L'intermédiation professionnelle : Compagnie Financière Tradition

Le métier de courtier consiste à rapprocher deux contreparties pour la réalisation d'une opération, et à percevoir une rémunération pour le service apporté. Compagnie Financière Tradition a donc une exposition très limitée au risque de crédit dans le cadre de cette activité. La qualité des contreparties est évaluée localement par les filiales selon des directives émises par le Groupe et les commissions à recevoir font l'objet d'un suivi régulier. Des dépréciations sont comptabilisées si nécessaire sur certaines créances.

Par ailleurs, certaines sociétés opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres de compensation. Le délai entre la date de transaction et la date de dénouement est majoritairement de deux jours, pendant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.

Ce risque de contrepartie est contenu dans les limites déterminées par le Comité de crédit de Compagnie Financière Tradition; celui-ci base son appréciation sur la qualité financière de la contrepartie, prenant en considération les ratings publiés par les organismes reconnus (ECAI, External Credit Assessment Institutions), ainsi que toutes informations financières disponibles (cours de bourse, Credit Default Swaps, évolution des rendements du marché secondaire obligataire, etc.) ; lorsqu'aucun rating externe n'est disponible, Compagnie Financière Tradition calcule un rating interne, selon une méthodologie interne. En sus de la notation de la contrepartie, le type d'instruments traités et leur liquidité sont pris en compte pour déterminer la limite.

La détermination des limites et le suivi de leur respect sont assurés de manière indépendante par le département des risques de Compagnie Financière Tradition, ou bien par les départements des risques des régions opérationnelles. Les limites sont régulièrement révisées selon une périodicité prédéterminée ou bien à la suite d'événements pouvant affecter la qualité de la contrepartie ou l'environnement dans lequel elle opère (pays, types de secteur, etc.).

Les expositions se concentrent sur des établissements financiers régulés, majoritairement notés « investment grade ».

Le clearing est quant à lui traité par des équipes spécialisées. À cet effet, le groupe Tradition dispose d'une filiale indirecte dédiée aux activités de compensation, Tradition London Clearing Ltd, pivot des opérations en principal du Groupe pour l'Europe et l'Asie. Tradition London Clearing Ltd. est en charge du suivi des opérations introduites par les entités opérationnelles du groupe Tradition jusqu'à leur dénouement final dans les chambres de compensation. Tradition Asiel Securities Inc., filiale du groupe Tradition aux États-Unis, effectue par ailleurs toutes les opérations de clearing aux États-Unis. Cette société est membre du FICC (Fixed Income Clearing Corporation), une contrepartie centrale de marché pour les titres d'État américains. L'adhésion au FICC induit une réduction notable du risque de défaut

d'une contrepartie, la responsabilité de la bonne fin des opérations incombant au FICC une fois les opérations confirmées.

La bourse en ligne : Bourse Direct

Bourse Direct traite principalement avec des particuliers, dont la couverture est assurée par les liquidités déposées sur leur compte titres ; dans ce cadre, une opération de marché dont la couverture ne serait pas assurée, doit être rendue impossible par les systèmes automatiques de contrôle des couvertures dans le cadre du correct fonctionnement des outils mis à disposition par les prestataires techniques de la société.

Bourse Direct traite également avec des clients institutionnels. Dans ce cadre, toute contrepartie doit faire l'objet d'une autorisation accordée par le Comité de crédit. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une excellente notation de crédit. Un élément fondamental dans le processus d'approbation des contreparties est la séparation entre les fonctions opérationnelles et celles d'évaluation des risques et d'autorisation. La Direction de cette société s'assure régulièrement que les décisions sont observées et que les procédures de contrôle concernant les contreparties et le clearing sont efficaces.

Risque de liquidité

Viel et Compagnie-Finance doit disposer des ressources financières nécessaires au financement de son activité courante et maintenir sa capacité d'investissement à tout moment. La gestion du risque de liquidité est assurée au niveau de la holding par une surveillance permanente de la durée des financements, de l'existence de lignes de crédit disponibles et de la diversification des ressources. VIEL & Cie gère par ailleurs de façon prudente sa trésorerie disponible en la plaçant sur des supports sans risques, liquides et monétaires. Une convention de trésorerie est établie entre VIEL & Cie et certaines de ses filiales dans le cadre de l'optimisation de la gestion de trésorerie du Groupe.

Le risque de liquidité intervient lorsque des filiales rencontreraient des difficultés à honorer leurs obligations financières. Aux fins de la gestion des risques, ce risque est divisé en deux catégories.

Le risque de liquidité transactionnel concerne la capacité à couvrir les flux de trésorerie liés aux opérations en principal ou aux besoins des contreparties du marché - par exemple, la nécessité de financer des titres en cours de règlement ou de placer des marges ou des garanties auprès de chambres de compensation ou de banques fournissant des services de compensation aux sociétés consolidées du Groupe.

Quoique difficiles à anticiper, ces besoins de liquidités sont généralement de court terme, à un jour voire intra journaliers, et sont généralement couverts par des découverts auprès de l'entité de compensation. Pour gérer ces risques, les filiales pratiquant des opérations en principal disposent d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir leurs besoins potentiels de financement en faisant appel à une approche statistique basée sur les données historiques, qui sont soumises à un test de résistance pour définir un niveau de réserve approprié.

Le risque de liquidité sur bilan est le risque qu'une entité du Groupe soit incapable de couvrir ses besoins en fonds de roulement nets pendant un certain laps de temps du fait de difficultés opérationnelles ou d'investissements importants dans l'activité. Pour gérer ce risque, toutes les entités opérationnelles du Groupe Tradition établissent des prévisions de trésorerie glissantes sur douze mois dans le cadre de la procédure mensuelle d'information financière afin de déceler les problèmes potentiels de liquidité.

Au minimum, toutes les entités conservent des liquidités ou des équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir les sorties nettes de trésorerie anticipées pour les trois mois suivants. Des contrôles sont effectués deux fois par an pour déterminer les fonds en excédent par rapport aux exigences locales. En outre, dans le cadre des contraintes réglementaires propres aux entreprises d'investissement, certaines sociétés du Groupe placent la trésorerie de leur clientèle dans des produits liquides, sans risque de taux ni de contrepartie, et immédiatement disponibles.

Risque de marché

Viel et Compagnie Finance est exposée au risque de marché par rapport à la valeur de ses actifs et à l'évolution des coûts de sa dette. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché et affectent le résultat net du Groupe ou la valeur de ses instruments financiers. Le risque de marché inclut le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité du Groupe aux risques de marché est présentée en annexes des comptes consolidés.

Risque de change

De par son positionnement international, le Groupe est exposé au risque de change. Celui-ci se produit lorsque des transactions sont effectuées par des filiales dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle. Les monnaies dans lesquelles les transactions sont principalement effectuées sont le dollar US (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR), le franc suisse (CHF) et le yen (JPY).

Le risque de change est analysé comme un risque global et sa gestion fait l'objet de prises de décision de la Direction générale. La politique du Groupe en termes de couverture du risque de change ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique de couverture à long terme mais dans le choix de couverture ponctuelle en fonction des évolutions conjoncturelles.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt résulte principalement de la structuration de sa dette financière. Cependant, ce risque reste très marginal dans la mesure où la quasi-totalité de la dette financière à long terme à taux variable fait l'objet d'une couverture au moyen de swaps de taux d'intérêt ou bien ont été mises en place à taux fixe (dettes obligataires).

La mise en place d'une dette financière au sein du Groupe fait l'objet d'une décision approuvée par la Direction générale.

Risques liés à une stratégie de partenariat

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, VIEL & Cie, filiale de Viel et Compagnie Finance, a depuis de nombreuses années, privilégié une position majoritaire au capital de ses participations. Lorsque VIEL & Cie a procédé à un investissement en partenariat avec un autre établissement, un pacte d'actionnaires a été mis en place afin de protéger ses intérêts dans cet investissement.

Risque opérationnel lié aux participations contrôlées

Le risque opérationnel couvre tous les risques liés au traitement des opérations, allant de la correcte exécution des ordres de la clientèle, à la confirmation de ceux-ci puis au traitement administratif qui suit d'éventuels dysfonctionnements informatiques, qui pourraient venir fausser l'exécution des opérations, entrent également dans cette catégorie.

Par ailleurs, le risque opérationnel provient du rôle majeur que peuvent jouer les personnes clés au sein de l'organisation. Concernant les équipes opérationnelles, le risque de « débauchage » par les concurrents existe. Enfin, l'évolution et le perfectionnement des outils informatiques constituent un enjeu majeur.

DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE

Présentation du Groupe

Viel et Compagnie-Finance, société holding, par l'intermédiaire de la société VIEL & Cie, accompagne ses participations dans leur développement et agit en tant qu'investisseur professionnel et responsable dans des sociétés dans le secteur de la Finance en France et surtout à l'étranger. Viel et Compagnie-Finance, au travers de VIEL & Cie, est ainsi un actionnaire de premier rang dans des sociétés cotées ou non cotées.

Viel et Compagnie-Finance consolide deux participations majoritaires dans des sociétés cotées et une participation minoritaire par mise en équivalence dans une banque privée. Les métiers de ces pôles d'activité sont :

- l'intermédiation financière professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition (« Tradition »), société cotée sur la bourse Suisse, détenue à hauteur de 71,40 % par VIEL & Cie et représentant 95,0 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, société cotée sur Euronext Paris (compartiment C), contrôlée à 79,35 % ;
- la banque privée, SwissLife Banque Privée, dans laquelle VIEL & Cie détient 40 % en partenariat avec le groupe SwissLife.

Viel et Compagnie-Finance développe également un pôle immobilier par l'acquisition de différents actifs de qualité.

1 - Le modèle d'affaires

Intermédiation professionnelle

L'activité d'intermédiation professionnelle vise à mettre en relation des clients pour réaliser des opérations financières sur une vaste gamme d'instruments. L'intermédiaire financier constitue une véritable place de marché, centre de liquidité et de fixation des prix sur tous types d'instruments financiers.

Tradition assure une couverture mondiale avec des bureaux dans plus de 30 pays. Le Groupe compte parmi ses clients, les grands acteurs de la finance mondiale : banques, hedge funds, fonds de pensions, etc. Les activités de Tradition sont localisées au plus près de ses clients à Londres, New-York, Tokyo, Hong-Kong, Singapour, Paris, dans les grands centres des marchés financiers. Tradition se positionne comme le 3^{ème} acteur mondial après un acteur anglais et un américain. Dans ce secteur, qui est depuis longtemps dominé par les anglo-saxons, Compagnie Financière Tradition est une société suisse majoritairement contrôlée par VIEL & Cie, société française, filiale de Viel et Compagnie-Finance.

Tradition propose des services d'exécution à la voix, hybrides et électroniques, ainsi que des services d'information ; elle favorise la formation des prix et la liquidité transactionnelle pour un ensemble diversifié de classes d'actifs financiers et liés aux matières premières, pour les instruments au comptant et dérivés et pour les transactions allant de la plus simple à la plus complexe.

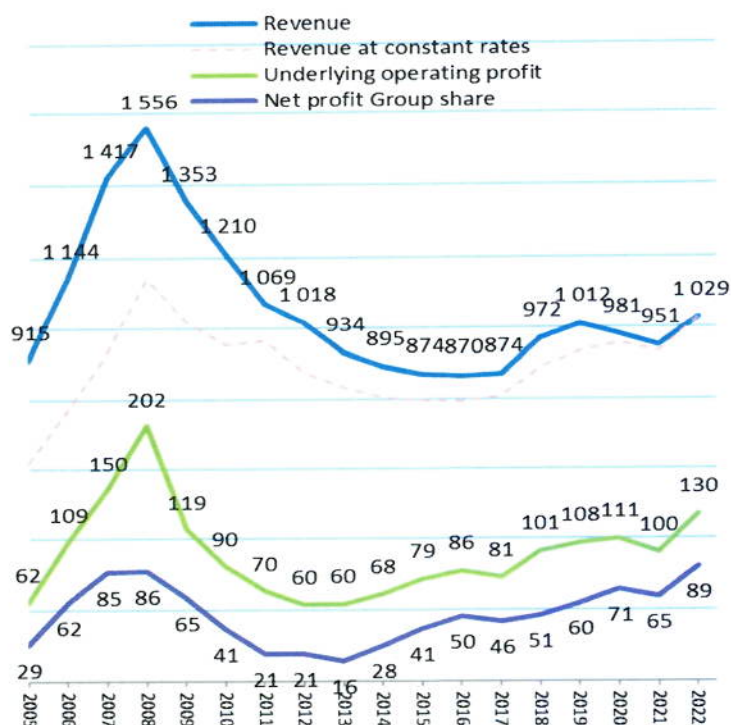
À travers ses activités, Tradition aide ses clients à négocier les déséquilibres entre l'offre et la demande ou à gérer des situations de crise sur les marchés locaux ou mondiaux. Elle constitue, pour son réseau mondial de clients, une plateforme dénuée de tout conflit et hautement efficiente pour négocier, compenser des positions ou transférer des risques.

Le Groupe a connu une croissance régulière principalement organique. La stratégie vise à assurer un maillage global sur le plan international avec l'offre de produits la plus large. Tradition est un acteur global tout en assurant un service au niveau local. Les bureaux étrangers comptent parmi leurs équipes principalement des locaux et réalisent des opérations sur des produits locaux afin de satisfaire la clientèle locale. La gouvernance décentralisée du groupe donne à ces bureaux une forte autonomie et une capacité d'adaptation rapide au marché. Cette indépendance permet aussi de limiter les risques locaux et prévenir le Groupe contre de potentiels effets systémiques.

Evolution du Groupe Tradition



(in CHFm)



La bourse en ligne

Bourse Direct, acteur majeur français de la bourse sur internet, est présent sur différents métiers : le courtage en ligne sur l'ensemble des produits de bourse, une gamme complète de produits d'épargne et de défiscalisation ainsi qu'une offre de prestation de services de back-office pour une clientèle d'institutionnels.

Depuis plus de 25 ans, Bourse Direct se met au service des investisseurs particuliers pour les accompagner dans la gestion de leur portefeuille boursier et aujourd'hui de leur épargne au global tout en privilégiant une approche pédagogique.

Bourse Direct offre un service de bourse en ligne à des clients particuliers. Les clients ouvrent un compte, déposent des fonds et font ensuite leurs choix d'investissement parmi une large gamme de produits financiers : actions françaises et étrangères, OPCVM, produits dérivés.

Bourse Direct exerce son activité en France. Ses principaux concurrents sont des acteurs français qui développent également des métiers de banque en ligne, des acteurs étrangers, notamment européens, proposant une gamme de services plus ou moins étendue.

Sous la marque Direct Securities, Bourse Direct propose une solution globale de back-office en marque blanche, à destination des établissements financiers, pour le traitement et la gestion des comptes de leurs clients. Cette prestation de sous-traitance leur apporte une maîtrise technique de l'ensemble du processus : transmission et réception d'ordres en temps réel, négociation et compensation, tenue de comptes et conservation de titres.

Le service de Direct Securities s'adapte à chaque catégorie de clients institutionnels : sociétés de gestion, établissements financiers, groupes d'assurance, courtiers en ligne, en totale adéquation avec leurs besoins. Direct Securities fournit également un outil administratif (intranet) qui permet aux établissements financiers d'assurer un suivi complet de leur clientèle ainsi qu'un site web transactionnel dans le respect de leur charte graphique pour leurs propres clients (site blanc).

La banque privée

Le groupe détient une participation dans une banque privée en partenariat avec le groupe Swisslife. Le projet de Swisslife banque est de développer un modèle assur-banque en proposant une offre d'épargne optimal dans le cadre de gestion de patrimoine haut de gamme de la clientèle Swisslife. Cette participation étant minoritaire, ce pôle d'activité n'est pas couvert dans le document courant.

SwissLife Banque Privée s'adresse à des clients aisés et patrimoniaux, auprès desquels la banque propose une offre de gestion patrimoniale alliant assurance vie et services de banque privée, grâce à son modèle d'assureur gestion privée. À cette clientèle, SwissLife Banque Privée offre du conseil, des produits et des services de façon personnalisée. Enfin, le modèle de multidistribution de SwissLife Banque Privée lui permet d'accélérer sa croissance.

Ce modèle original s'appuie sur une gouvernance, une gestion des risques et une conformité stricte. Il intègre les grands principes de la responsabilité sociétale d'entreprise permettant à SwissLife Banque Privée de se développer durablement et d'être une entreprise citoyenne et engagée

L'écosystème SwissLife Banque Privée a pour ambition de réunir toutes les expertises nécessaires à une vie. L'histoire de la banque s'est construite autour d'une collaboration forte entre deux experts de dimension internationale, le groupe Swiss Life, actionnaire à hauteur de 60 %, et le groupe VIEL & Cie, un leader mondial de l'intermédiation financière.

2 – La stratégie Métier

Intermédiation professionnelle : un acteur global de l'intermédiation financière qui investit dans des services liés aux données et à la transition énergétique

L'intermédiation professionnelle

La stratégie du Groupe s'est inscrite dans une recherche de taille critique afin de se positionner comme un acteur global international. Etre un acteur global suppose de disposer de la gamme de produits financiers la plus large possible et de couvrir la zone géographique la plus étendue. Cependant, tout en étant un acteur parmi les plus importants du secteur de l'intermédiation financière, la démarche du Groupe a consisté à mettre en place des structures locales. Chaque bureau s'entoure de collaborateurs originaires du pays et traite des produits locaux avec une clientèle locale. Les bureaux sont donc triplement locaux. C'est donc ce maillage produits / zone géographique qui a fait du groupe Tradition un acteur global.

Le développement du Groupe s'est appuyé sur une stratégie de croissance organique et de construction et renforcement progressifs des activités.

Cette stratégie implique une forte décentralisation en termes d'organisation avec la mise en place de management par zone géographique : Amériques, Asie-Pacifique, Royaume-Uni et EMEA et enfin Europe continentale.

Les plateformes électroniques

Tradition met à disposition des plateformes de courtage électronique principalement développées en interne : Trad-X pour les dérivés de taux d'intérêt en euros et en sterling, ParFX pour le change au comptant.

Le Groupe détient une participation significative dans un courtier en ligne au Japon, spécialisé sur les produits FX à destination d'une clientèle de particuliers. La société compte plus de 600 000 clients particuliers et représente environ 4 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Fin 2022, Tradition a fait l'acquisition d'une plateforme d'exécution aux Etats-Unis axée sur des produits obligataires pour des institutionnels.

La vente d'information de marché

Le Groupe a mis en place une organisation afin d'accélérer la commercialisation des données de marché, soit directement, soit par l'intermédiaire de fournisseurs de données via sa société TraditionData. Cette activité représente un chiffre d'affaires en croissance constante et a vocation à croître dans l'environnement des activités du groupe.

Initialement considérée comme une activité complémentaire, la commercialisation des données devient progressivement un segment important du métier de Tradition, doté d'un fort potentiel de croissance. D'une part, les clients sont à la recherche de sources indépendantes d'informations fiables sur les prix et les volumes pour les marchés de gré à gré et, d'autre part, le marché potentiel des données en temps réel, à la clôture ou historiques, et de l'analyse de données est en plein essor. De par son positionnement d'acteur global, le groupe Tradition dispose d'une gamme très riche de données de marché.

Des structures spécialisées dans l'énergie et les marchés de l'environnement

Via ces enseignes Tradition Green et Tradition Energy, Tradition investit dans les services qui contribuent à l'accélération du développement des industries durables de l'avenir.

Tradition Green apporte son expertise sur les marchés de l'environnement, avec des services professionnels de courtage, des conseils innovants, des acquisitions financières et des financements de projets sur les marchés de la biomasse, des biocarburants, des énergies renouvelables et du carbone. Les services de courtage de produits environnementaux sont proposés à Londres, New York, Milan et Santiago, avec une assistance locale assurée par 25 autres bureaux. Tradition Green propose des services sur une large gamme de produits sur les marchés financiers comprenant les quotas d'émission de carbone et les crédits carbone, la biomasse, les biocarburants, les énergies renouvelables et le plastique pour le recyclage.

Tradition Energy se place sur le marché américain comme le consultant indépendant le plus important et le plus expérimenté du pays en matière de gestion des risques énergétiques, d'approvisionnement et de solutions de développement durable. Elle assiste ses clients dans la gestion de leurs dépenses énergétiques, met en œuvre des solutions d'énergie renouvelable et élabore des stratégies intégrées de développement durable afin de réduire leur empreinte carbone. Tradition Energy fournit un ensemble intégré de processus, d'outils et de capacités opérationnels pour réduire les coûts d'énergie, améliorer les offres alternatives et gérer les risques associés.

Par ailleurs, Tradition a réduit à zéro son exposition au charbon avec la fermeture de son desk charbon à Dubaï et reste à l'écoute des opportunités pour décarboner son offre de produits sur les marchés de l'énergie.

La bourse en ligne : 3 axes de développement : une accélération de la bourse en ligne, une diversification de l'offre et de la clientèle

Accélération du développement de la bourse en ligne

Bourse Direct est un acteur majeur de la bourse en ligne en France. En 2022, la société a exécuté plus de 5 millions d'ordres pour des clients particuliers et enregistre près de 280.000 comptes de clients particuliers. La société a connu un fort développement au cours des trois dernières années en recrutant plus de 100 000 nouveaux comptes. Bourse Direct regroupe les clients les plus actifs du secteur de la bourse en ligne en France.

Bourse Direct dispose d'un savoir-faire technique mis au service de ses clients. Expert de la bourse en ligne, Bourse Direct propose aux investisseurs particuliers une plateforme complète de services, d'outils et de produits financiers via Internet : actions françaises et étrangères, produits dérivés, CFD (Contract For Difference), trackers, warrants, certificats, turbos, OPCVM, assurance-vie. La majorité des outils mis à la disposition des clients de Bourse Direct est développée en interne par des équipes techniques basées à Paris et travaillant en coordination avec la Direction générale pour mettre en œuvre la stratégie produit définie.

Bourse Direct est une société de marché et internet, dont la communication et les contacts avec ses clients et prospects se fait très majoritairement via ses sites internet.

La société dispose cependant d'implantations à Paris et en province qui permettent de maintenir un contact moins dématérialisé avec sa clientèle. Ainsi, la clientèle qui le souhaite peut se rendre sur rendez-vous au siège parisien de la société ou dans les agences de Lyon, de Toulouse et de Lille, afin de rencontrer des équipes commerciales ou avoir un contact direct avec les collaborateurs de la société. Ces structures permettent d'établir et de maintenir ce contact entre la société et ses clients ou prospects.

Bourse Direct s'inscrit dans le cadre d'une démarche pédagogique forte et propose des formations gratuites à ses clients et ses prospects. Ces formations peuvent se tenir en présentiel ou en webinaire. 4 à 5 formations sont proposées toutes les semaines.

Diversification de l'offre produits : l'Epargne

Bourse Direct développe également ses activités dans le domaine de l'épargne. Depuis quelques années, la société commercialise un contrat d'assurance-vie, Bourse Direct – Vie, mis en place avec la compagnie d'assurance Apicil. En 2019, un nouveau contrat d'assurance-vie, Bourse Direct Horizon a été commercialisé. Ce nouveau contrat mis en place avec Generali offre une large gamme d'instruments d'investissement et notamment des titres vifs. En 2021, Bourse Direct fait l'acquisition d'un cabinet de conseil en investissement, Arobas Finance afin de diversifier son offre de produits patrimoniaux. La stratégie de Bourse Direct est d'accroître l'offre de produits d'Epargne et ainsi diversifier ses sources de revenus en parallèle des produits de courtage provenant de l'activité boursière.

Une offre pour les professionnels

Sous la marque Direct Securities, Bourse Direct propose une solution globale de back-office en marque blanche, à destination des établissements financiers, pour le traitement et la gestion des comptes de leurs clients. Cette prestation de sous-traitance leur apporte une maîtrise technique de l'ensemble du processus: transmission et réception d'ordres en temps réel, négociation et compensation, tenue de comptes et conservation de titres.

Afin de compléter ce service à destination des professionnels, Bourse Direct a acquis 80 % de la société Exoé fin 2021, une plateforme de négociation indépendante. EXOE offre un service d'exécution d'ordres à des sociétés de gestion et propose l'ensemble des reporting réglementaires (MIFID) nécessaire à cette activité. L'objectif de cette acquisition est de développer une offre commune intégrant des services d'exécution respectant les enjeux réglementaires et de tenue de compte-conservation auprès d'une clientèle de sociétés de gestion. Des synergies sur les produits sont attendues dans le cadre de cette activité ainsi que des synergies sur l'organisation des fonctions supports.

Stratégie RSE du Groupe Viel et Compagnie-Finance

Dans le cadre de sa stratégie RSE, le groupe Viel et Compagnie Finance vise à horizon 2025 -2030 a contribué aux efforts pour réduire les consommations énergétiques et la production de gaz à effet de serre par la mise en place d'une plus grande sobriété au sein du groupe. Par ailleurs, des actions sont menées et vont continuer à se déployer pour favoriser l'égalité, la diversité et l'inclusion au sein du groupe. Les différentes actions envisagées sont décrites dans les risques et opportunités de la matrice de matérialité présentée ci-après.

Stratégie d'investissement

La stratégie d'investissement du Groupe s'appuie également sur un dispositif permettant de s'assurer que l'investissement s'inscrit dans le cadre de la politique RSE définie et de l'ensemble des enjeux prioritaires présentés dans la matrice de matérialité. Cette démarche implique une due diligence adaptée nécessitant une revue de ces enjeux. Dans le cadre de ses investissements financiers, Viel et Compagnie Finance a fait de choix de sélectionner des programmes d'investissements favorables à la production d'énergie renouvelable afin de soutenir ces initiatives.

CERTIFIÉ CONFORME À L'ORIGINAL

Viel et Compagnie-Finance
Comptes consolidés
Exercice 2022

Compte de résultat consolidé

	Note	2022	2021
Chiffre d'affaires	1	989 632	855 054
Autres produits d'exploitation	2	22 530	20 879
Produits d'exploitation		1 012 162	875 933
Charges de personnel		-696 503	-622 405
Autres charges d'exploitation	3	-193 307	-152 805
Amortissements		-31 382	-28 934
Gains / Pertes de valeur des actifs		-	-
Charges d'exploitation		-921 192	-804 144
Résultat d'exploitation		90 970	71 789
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe	9	39 171	26 355
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe		130 141	98 144
Produits financiers	4	18 485	8 241
Charges financières	4	-25 541	-18 776
Résultat avant impôts		123 085	87 609
Impôts sur le bénéfice	5	-23 990	-14 848
Résultat net		99 095	72 761
Participations ne donnant pas le contrôle		56 567	41 205
Résultat net part du Groupe		42 527	31 556
<i>Résultat par action (en euros) :</i>			
Résultat de base par action de la période	6	54,78	40,65
Résultat dilué par action de la période	6	54,78	40,65

Etat du résultat Global consolidé

en milliers d'euros	Note	2022	2021
Résultat net comptabilisé au compte de résultat		99 095	72 761
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		388	280
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies		6 075	3 695
Réévaluation d'immobilisations		-417	-
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	6 046	3 975
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Ajustements à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie			
-constatés dans la réserve de couverture		7 752	-
-transférés au compte de résultat		-	-
Ecart de conversion		-13 150	17 242
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat		9	-12 112
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et coentreprises		-265	-407
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	-5 653	4 724
Autres éléments du résultat net global, nets d'impôts		393	8 699
Résultat global		99 488	81 460
Part du Groupe		44 413	34 782
Intérêts minoritaires		55 075	46 678

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

Bilan consolidé

en millions d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
ACTIF			
Immobilisations corporelles	7	32 688	37 517
Actifs liés au droit d'utilisation	26	60 426	60 417
Immobilisations incorporelles	8	140 623	136 403
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	214 942	200 610
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14 a	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	18 510	18 857
Actifs financiers évalués au coût amorti		3 000	
Autres actifs financiers	10	11 140	12 209
Impôts différés actifs	5	26 387	32 107
Trésorerie non disponible	11	32 654	32 376
Immeubles de placement	7	103 292	101 791
Total actifs non courant		649 084	636 965
Autres actifs courants		16 489	16 801
Instruments financiers dérivés actifs	25	10 585	396
Impôts à recevoir	24	6 943	5 859
Clients et autres débiteurs	12	1 640 933	2 094 017
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	1 375	1 699
Actifs financiers évalués au coût amorti	14 b	26 240	82 099
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	462 924	487 349
Total actifs courant		2 165 488	2 688 220
TOTAL ACTIF		2 814 572	3 325 185
PASSIF			
Capital	16	11 839	11 839
Prime d'émission		-	-
Ecart de conversion		-34 920	-25 949
Réserves consolidées	16	404 371	360 973
Total des capitaux propres Part du Groupe		381 291	346 864
Intérêts minoritaires	17	280 826	267 467
Total des capitaux propres		662 117	614 331
Dettes financières à long terme	20	417 449	430 111
Obligations locatives	26	54 310	56 889
Autres passifs financiers		-	-
Provisions	21	22 771	28 537
Impôts différés passifs	5	3 392	988
Produits différés		-	-
Total passif non courant		497 923	516 524
Dettes financières à court terme	20	41 516	164 134
Obligations locatives	26	17 882	16 624
Fournisseurs et autres créanciers	23	1 570 090	1 991 086
Provisions	21	11 839	12 496
Impôts à payer	24	11 505	8 887
Instruments financiers dérivés passifs	25	337	19
Produits différés		1 363	1 084
Total passif courant		1 654 532	2 194 330
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		2 814 572	3 325 185

Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôts		123 085	87 609
Résultat avant impôt des activités abandonnées			
Amortissements	7, 8, 26	31 382	28 934
Résultat financier net		13 361	10 112
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-39 171	-26 355
Variation de valeur des immeubles de placement		3 708	-1 172
Augmentation / (diminution) des provisions	21	2 735	15 834
Variation des produits différés		213	-355
Dépense relative aux paiements fondés sur des actions	19	1 119	1 222
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes		3 542	6 240
Augmentation / (diminution) du fonds de roulement		30 228	-34 367
Provisions payées		-1 401	-2 240
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	2	-	-12 872
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	2	-58	8
Intérêts payés		-16 501	-12 407
Intérêts perçus		1 617	3 882
Impôts payés		-16 779	-16 514
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		139 080	47 559
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'actifs financiers		-12 097	-67 460
Valeur de vente des actifs financiers		69 333	543
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		-7 175	-5 774
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-5 736	-6 181
Valeur de vente des immobilisations corporelles		42	7 200
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-4 703	-6 299
Valeur de vente des immobilisations incorporelles		-1	54
Dividendes reçus		18 448	15 267
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible		-1 291	-3 562
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		56 817	-66 212
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation des dettes financières à court terme	20	7 939	2 779
Diminution des dettes financières à court terme	20	-109 433	-27 758
Augmentation des dettes financières à long terme	20	-	181 711
Diminution des dettes financières à long terme	20	-23 580	-1 044
Paiement des obligations locatives	26	-18 149	-14 878
Variation des autres dettes à long terme		-	-
Augmentation / réduction du capital et prime d'émission		-	-
Acquisition d'intérêts non contrôlants	17	-19 937	512
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	18	-6 001	-6 001
Dividendes et autres versements hors Groupe		-22 728	-21 767
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-191 869	113 554
Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée		-4 091	12 677
Augmentation / diminution de trésorerie et équivalents		-62	107 578
Trésorerie et équivalents au début de la période	15	453 220	345 642
Trésorerie et équivalents à la fin de la période	15	453 158	453 220

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros Excepté le nombre d'actions</i>	<i>Note</i>	Nombre d'actions	Capital social	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</i>		776 356	11 839	-25 949	360 973	346 863	267 467	614 331
Résultat net de la période		-	-	-	42 527	42 527	56 567	99 095
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-6 582	8 468	1 886	-1 492	394
Total du résultat net pour la période				-6 582	50 996	44 413	55 075	99 489
Augmentation de capital		-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	18	-	-	-	-6 001	-6 001	-22 728	-28 729
Variation d'actions Propres		-	-	-	-	-	-	-
Incidence des variations de périmètre		-	-	-2 388	-2 948	-5 336	-20 102	-25 438
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	790	790	374	1 164
Autres variations		-	-	-	561	561	739	1 300
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2022</i>		776 356	11 839	-34 920	404 371	381 291	280 826	662 117

<i>En milliers d'euros Excepté le nombre d'actions</i>	<i>Note</i>	Nombre d'actions	Capital social	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2020</i>		776 356	11 839	-27 314	331 965	316 491	243 925	560 415
Résultat net de la période		-	-	-	31 556	31 556	41 205	72 761
Autres éléments du résultat global	16	-	-	1 365	1 861	3 226	5 473	8 699
Total du résultat net pour la période				1 365	33 417	34 782	46 678	81 460
Augmentation de capital		-	-	-	0	-	0	0
Dividendes versés	18	-	-	-	-6 001	-6 001	-21 767	-27 768
Variation d'actions Propres		-	-	-	0	-	0	-
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-3 241	-3 241	-3 572	-6 813
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	1 914	1 914	2 007	3 921
Autres variations		-	-	-	2 919	2 919	196	3 115
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</i>		776 356	11 839	-25 949	360 973	346 863	267 467	614 331

Annexes aux comptes consolidés

Informations générales

Viel et Compagnie-Finance est une société européenne, domiciliée au 23 Place Vendôme 75001, à Paris. Viel et Compagnie-Finance détient une participation majoritaire dans une société cotée VIEL & Cie, ainsi que diverses participations dans des sociétés actives dans le secteur de l'immobilier.

VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans plus de 30 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée.

Viel et Compagnie-Finance est détenue à hauteur de 91,98 % par une personne privée au 31 décembre 2022.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance au 31 décembre 2022 par décision du 22 mai 2023 et qui sont présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 9 juin 2023.

Principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation de Viel et Compagnie-Finance.

Les comptes consolidés du groupe Viel et Compagnie-Finance sont établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ils ont été établis selon le principe du coût historique, sauf indication contraire.

Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2021 à l'exception des modifications suivantes appliquées depuis le 1er janvier 2022 :

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 37 (modifications)	- Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1er janvier 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	- Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	1er janvier 2022

L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Principales estimations et hypothèses comptables

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges ainsi que sur les informations complémentaires fournies au cours de la période, sont les suivantes :

Perte de valeur des écarts d'acquisition :

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de clôture. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés et est comparée à la capitalisation boursière quand ce critère peut s'appliquer. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui

estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

Impôts différés actifs :

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

Engagements envers le personnel

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

Provisions pour litiges

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Des informations complémentaires sont données en note 21.

Principales méthodes comptables

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de Viel et Compagnie-Finance ainsi que ceux de ses filiales, co-entreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de détention, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

Regroupements d'entreprises

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le prix d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

Méthodes de consolidation

Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés contrôlées par Viel et Compagnie-Finance, directement ou indirectement. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

Co-entreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles Viel et Compagnie-Finance exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle ni le contrôle conjoint, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque Viel et Compagnie-Finance détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Elimination des opérations réciproques

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

Traitement des devises étrangères

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés dans une devise autre que l'euro, incluant les écarts d'acquisition et les actifs et passifs évalués en juste valeur à la date de la prise de contrôle, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'exercice, sauf en cas de fluctuation significative des cours de change.

Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et imputées dans les autres éléments du résultat global, sous la rubrique « Écart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière qui était imputé dans les capitaux propres de son pôle de détention est constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2022 et 2021 est présenté en note 31.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de Viel et Compagnie-Finance avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts au compte de résultat comprend les impôts courants et différés sur le bénéfice, les ajustements d'impôts d'années précédentes ainsi que les éventuels intérêts et les pénalités. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés ou dans les autres éléments du résultat global est enregistré dans les capitaux propres consolidés, respectivement dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice du ou au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Des impôts différés passifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception de celles relatives à la reconnaissance initiale d'écarts d'acquisition. Des impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles et reports déficitaires, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

Immeubles de placement

Cette rubrique est composée d'immeubles de placement faisant l'objet d'une évaluation à la juste valeur en application de la norme IAS 40, en raison des modalités d'acquisition de ces immeubles et de l'intention de gestion attachée à ces biens, et en application de la norme IFRS 13. Lors de chaque arrêté comptable, ces biens font l'objet d'une évaluation de leur valeur de marché par un expert indépendant qualifié en matière d'évaluation immobilière, sur la base notamment d'une analyse des transactions précédentes sur des biens qui présentent des caractéristiques similaires. Le montant de l'ajustement de la valeur de ces actifs est constaté par le résultat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

- o Immeubles : 40 ans
- o Agencements et installations : entre 5 et 10 ans
- o Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans
- o Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les immeubles sont comptabilisés au bilan à leur valeur d'acquisition (voir note 7) mais peuvent faire l'objet d'une réévaluation sur la base d'une évaluation appréciant la juste valeur de cet actif. Dans le cas d'une réévaluation les différents composants constitutifs de cet actif sont amortis selon leur durée probable d'utilité.

Les différents composants identifiés et leur durée d'utilité sont les suivants :

Composants	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement
Murs/ fondations/ Charpentes/ cloisons fixes	40 ans	Linéaire
Toitures	30 ans	Linéaire
Portes et fenêtres	20 ans	Linéaire
Ascenseurs	15 ans	Linéaire
Autres	10 ans	Linéaire

Les immeubles d'exploitation sont comptabilisés au bilan à leur coût présumé déterminé sur la base d'une expertise indépendante en date du 1^{er} janvier 2004. A cette date, les immeubles font l'objet d'une réévaluation dont le montant est constaté en « Ecart de réévaluation » dans les capitaux propres consolidés. Les immeubles ainsi réévalués sont amortis de façon linéaire annuellement. Les différents composants identifiés et leur durée d'utilité sont liés à la nature de chacun des immeubles d'exploitation. Les différentes modalités sont présentées en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Contrats de location – le groupe comme preneur

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé avec facilité.

Les paiements de loyers comprennent entres autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, montants à payer attendus au titre de garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont générées à l'interne ou acquises, soit séparément, soit dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et sont reconnues lorsqu'elles sont identifiables et peuvent être évaluées de manière fiable.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, le cas échéant, d'une dépréciation cumulée pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- | | |
|--|------------------|
| o Logiciels : | entre 3 et 5 ans |
| o Autres immobilisations incorporelles : | entre 3 et 5 ans |
| o Ecart d'acquisition : | Indéfinie |

Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée annuellement qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non, ou plus régulièrement lorsqu'il existe des indices révélant une perte de valeur.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie et ensuite, aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

Activité de teneur de comptes

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

Activité en principal

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement – livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en hors bilan (Cf. note 28).

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur juste valeur. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

Afin de réduire le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise de manière ponctuelle des swaps de taux d'intérêts pour convertir certaines dettes bancaires à taux variables en dettes à taux fixe. Le Groupe les désigne comme des couvertures de risque de taux d'intérêts sur flux de trésorerie. Au début de la transaction, le Groupe documente la relation entre les instruments de couverture et les positions couvertes ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui ont conduit à ces opérations de couverture. En particulier, la documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, la position couverte, la nature du risque couvert et la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture. De telles opérations de couverture sont présumées être hautement efficaces pour couvrir les variations de flux de trésorerie et le Groupe les évalue à intervalles réguliers afin de mesurer leur efficacité réelle durant la période de couverture. La part efficace des gains ou pertes sur les instruments de couverture désignés et qualifiant comme tel est comptabilisée dans les capitaux propres tandis que la part inefficace est comptabilisée immédiatement au compte de résultat. Les montants accumulés dans les capitaux propres sont transférés dans le compte de résultat de la ou des période(s) au cours desquelles la transaction prévue couverte affecte le compte de résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiale

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée ou diminuée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Classement et évaluation ultérieure

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;

Un modèle de gestion correspond à la manière dont est géré collectivement un groupe d'actifs financiers pour générer des revenus. Son objectif est de traduire au mieux les pratiques de gestion des actifs concernés. Il est identifié au sein du Groupe à partir des faits objectifs qui peuvent être observés comme l'analyse de l'organisation du métier, de ses systèmes d'information, de ses rapports internes, de son mode de suivi des risques, ou encore de ses décisions de gestion passées (historiques de cessions par exemple). Conformément à la norme IFRS 9, trois types de modèles de gestion peuvent s'appliquer :

- o Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs (modèle « Collecte »).
 - o Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs et effectuer des cessions (modèle « Collecte et Vente »).
 - o Un modèle particulier aux autres actifs financiers, notamment ceux gérés à des fins de transaction.
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Elles sont appréhendées via le critère/test SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument et analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée, lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présentés au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Pour les instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les produits d'intérêts, les différences de change et les pertes de valeur ou reprises de dépréciation sont comptabilisés dans le compte de résultat et calculées de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Les variations de juste valeur restantes sont comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, la variation de juste valeur cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est recyclée au compte de résultat.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement

d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Le Groupe a choisi de classer irrévocablement les titres de participation non cotés dans cette catégorie (cf. note 14 A).

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Cette catégorie comprend les instruments dérivés et les instruments de capitaux propres que le Groupe n'a pas choisi irrévocablement de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Dépréciation des actifs financiers

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues.

Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance selon une approche simplifiée. Une analyse est effectuée sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture.

Pour tous les autres instruments financiers, le Groupe comptabilise un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Si le risque de crédit sur l'instrument financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe évalue la correction de valeur pour pertes de cet instrument financier au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie représentent les pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir représentent une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et s'élèvent aux pertes de crédit attendues des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Pour évaluer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale, le Groupe compare le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Pour porter son appréciation, le Groupe tient compte des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, telles qu'une modification de la notation de crédit de l'instrument financier.

Un actif financier est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier.

Le Groupe considère qu'un actif financier est en défaut lorsqu'il est peu probable que la contrepartie paie ses obligations de crédit envers le Groupe intégralement, sans recours par le Groupe à des actions telles que la réalisation des actifs reçus en garantie.

La période maximale considérée lors de l'estimation des pertes de crédit attendue est la durée contractuelle maximale sur laquelle le Groupe est exposé au risque de crédit.

Les pertes de crédit représentent la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à au Groupe selon les termes d'un contrat et le total des flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie pris en considération comprennent les rentrées provenant de la vente d'actifs reçus en garantie. L'évaluation des pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance.

La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsqu'il n'a pas d'attente raisonnable de recouvrement à l'égard de la totalité ou d'une partie de cet actif financier.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous « Autres charges d'exploitation ».

Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiale

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier.

Classement et évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en deux catégories :

- Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
- Passifs financiers au coût amorti

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et passifs désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. Cette catégorie comprend les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture.

Passifs financiers au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti du passif financier est ajusté de manière à refléter les flux de trésorerie contractuels réels et les flux de trésorerie contractuels estimés révisés. L'ajustement est comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge. Cette catégorie comprend les dettes financières, les obligations locatives ainsi que les fournisseurs et autres créanciers.

Juste valeur

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. L'évaluation d'une juste valeur suppose que la transaction pour la vente de l'actif ou le transfert du passif a lieu soit sur le marché principal pour l'actif ou le passif, soit en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument financier en utilisant le prix coté sur un marché actif pour cet instrument. Un marché est considéré comme « actif » si les transactions sur l'actif ou le passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

S'il n'y a pas de prix coté sur un marché actif, le Groupe utilise des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances et pour lesquelles les données sont disponibles en quantité suffisante pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et en minimisant celle des données d'entrée non observables.

Le Groupe applique une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) auquel le Groupe peut avoir accès, sur un marché actif pour un instrument identique. C'est notamment le cas pour certains instruments de capitaux propres et les emprunts obligataires dont la juste valeur repose sur les cours de clôture à la bourse à la date du bilan.

- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés. Il s'agit de techniques d'évaluation telles que l'actualisation de flux de trésorerie, des modèles de valorisation standard basés sur des paramètres de marché de taux d'intérêts, des courbes de rendement ou de taux de change, des avis de courtiers pour des instruments similaires et l'utilisation de transactions comparables réalisées dans des conditions de concurrence normale. Par exemple, la juste valeur des contrats de change à terme sur devises et des swaps de devises est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futures estimés. Certains instruments de capitaux propres sont évalués sur la base de multiple de valorisation.

Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché comme par exemple une prévision financière élaborée à partir des données internes de la société.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

Capitaux propres

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

Provisions

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Produits différés

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

Engagements envers le personnel

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

Paielements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction générale et cadres supérieurs leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscription, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscription octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant à un modèle de valorisation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date. Le modèle retenu est celui des simulations Monte-Carlo, qui repose sur la création d'un échantillon aléatoire de variations de la valeur de l'action : des milliers de scénarii d'évolution de la valeur de l'action sont ainsi générés et permettent d'estimer, de manière statistique, la valeur des droits optionnels pour chaque scénario, qui est ensuite actualisée pour estimer leur valeur.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

Nouvelles normes et interprétations

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2022.

Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 ^{er} janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	1 ^{ère} application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 - Informations comparatives	1 ^{er} janvier 2023

Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs non courants avec des clauses restrictives	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16	- Obligation locative découlant d'une cession-bail	1 ^{er} janvier 2024

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

Surveillance prudentielle

La société Viel et Compagnie-Finance est supervisée par la Banque de France dans le cadre de son statut de compagnie financière. Depuis juin 2021, la société est passée d'un mode dérogatoire selon l'article 15 du CRR à un mode de surveillance sur la base des données consolidées suite à l'entrée en application du référentiel IFR.

Faits marquants

Au cours de l'année 2022, les sanctions prises contre la Russie, des entités et individus russes, ainsi que les contre-sanctions et autres mesures prises par la Russie ont entraîné une hausse de la volatilité sur les marchés financiers au cours de cette période. L'accumulation de ces mesures ont également entraîné des retards dans la chaîne de règlement-livraison des titres libellés en roubles. Au 31 décembre, le groupe enregistre au bilan une opération de règlement-livraison en suspens pour un montant de 21,2 millions d'euros, provisionnée à hauteur de 19,5 millions d'euros. Ces retards de règlement-livraison ont ainsi eu un impact sur le compte de résultat consolidé 2022, se soldant par une perte nette de 1,4 million d'euros. Cette perte nette est composée de gains pour un montant total de 23,4 millions d'euros liés à des produits liés à la valorisation des instruments concernés lors du débouclage d'une partie des opérations (Cf. note 2) ainsi que des gains de change (Cf. note 4), et d'une perte d'un montant de 24,8 millions d'euros constituée de provision pour dépréciation de la valeur des instruments encore en suspens et de dépréciation de créances (Cf. notes 3 et 12).

Notes aux comptes consolidés

1. Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de Viel et Compagnie-Finance, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction Générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les quatre segments d'activité retenus par Viel et Compagnie-Finance pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée, et l'activité de gestion d'actifs immobiliers menée par les filiales directes de Viel et Compagnie-Finance.

Au niveau secondaire, les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination - localisation géographique de ses clients - n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction Générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

Informations par secteur d'activité

Exercice 2022 en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	942 516	47 116			989 632	-	989 632
Charges d'exploitation (1)	-848 774	-39 133		-2 705	-890 612	-	-890 612
Résultat d'exploitation sectoriel	93 742	7 983	-	-2 705	99 020	-	99 020
Produits /Charges non allouées (2)	-	-	-	-	0	-8 050	-8 050
Résultat d'exploitation	93 742	7 983	-	-2 705	99 020	-8 050	90 970
Résultat des participations MEE	29 439	-	9 907		39 346	-174	39 172
Résultat financier	-3 732	-173		-51	-3 955	-3 101	-7 056
Résultat avant impôts	119 449	7 810	9 907	-2 756	134 410	-11 325	123 085
Impôts sur les bénéfices	-22 535	-1 962		143	-24 353	363	-23 990
Résultat net	96 914	5 848	9 907	-2 613	110 057	-10 962	99 095

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements.

(2) Produits / Charges nets afférents aux holdings du Groupe

Exercice 2021 en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	809 135	45 919			855 054	-	855 054
Charges d'exploitation (1)	-741 336	-35 957		510	-776 783	-	-776 783
Résultat d'exploitation sectoriel	67 799	9 962	-	510	78 271	-	78 271
Produits / Charges non allouées (2)	-	-	-	-	0	-6 481	-6 481
Résultat d'exploitation	67 799	9 962	-	510	78 271	-6 481	71 790
Résultat des participations MEE	20 915	-	5 618		26 533	-179	26 354
Résultat financier	-9 984	27		158	-9 799	-737	-10 536
Résultat avant impôts	78 730	9 989	5 618	668	95 005	-7 397	87 608
Impôts sur les bénéfices	-12 499	-2 657		112	-15 044	195	-14 849
Résultat net	66 231	7 332	5 618	780	79 962	-7 202	72 760

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits / Charges nets afférents aux holdings du Groupe

Actifs sectoriels

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

En milliers d'euros En 2022	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	958 812	1 357 135	-	113 496	2 429 443	-	2 429 443
Participations dans les sociétés associées	152 930		60 975		213 906	1 038	214 944
Actifs non alloués (3)	-	-	-		-	170 187	170 187
Total Actif	1 111 743	1 357 135	60 975	113 496	2 643 349	171 225	2 814 575

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

En milliers d'euros En 2021	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	1 420 518	1 382 607	-	112 885	2 916 010	-	2 916 010
Participations dans les sociétés associées	144 629		54 751		199 381	1 329	200 610
Actifs non alloués (3)	-	-	-		-	208 566	208 566
Total Actif	1 565 147	1 382 607	54 751	112 885	3 115 391	209 795	3 325 186

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

Informations par secteur géographique

Exercice 2022	Activités poursuivies			Total
En milliers d'euros	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	
Chiffre d'affaires	457 190	295 242	237 200	989 632
Actifs non courants	176 395	38 156	19 185	233 736

Exercice 2021	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
En milliers d'euros				
Chiffre d'affaires	412 965	235 436	206 653	855 054
Actifs non courants	185 357	33 902	15 078	234 337

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.
Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

Information concernant les clients importants :

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2022 et 2021.

2. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Plus / Moins-values sur cession d'actifs immobilisés	58	-8
Plus-values sur cessions de sociétés	-	12 112
Autres produits d'exploitation	22 472	8 775
TOTAL	22 530	20 879

En 2022, la rubrique « Autres produits d'exploitation » inclut un gain de € 16 363 000 en relation avec des modifications substantielles des conditions de règlement d'une dette liée aux activités en principal libellée en rouble.

En 2021, la rubrique « Plus-values sur cessions de sociétés » est constituée principalement d'écarts de conversions cumulés sur les actifs nets de filiales aux Etats-Unis qui ont été liquidées durant l'exercice.

3. Autres charges d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Charges de télécommunication et d'information financière	-60 633	-55 747
Charges de voyages et de représentations	-28 674	-16 981
Honoraires professionnels	-23 459	-14 961
Charges de location immobilière	-9 141	-7 618
Autres charges d'exploitation	-71 401	-57 497
TOTAL	-193 307	-152 805

En 2022, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 19 898 000 pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

En 2021, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 13 128 000 en lien avec des provisions pour litiges (cf. note 21).

4. Résultat financier net

Cette rubrique se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Produits d'intérêts	2 531	934
Produits des titres de participation	396	1 189
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	64	1 723
Plus-values sur cession de titres de participation	72	144
Gains de change	13 954	3 562
Autres produits financiers	1 468	688
Produits financiers	18 485	8 241
Charges d'intérêts	-13 143	-9 839
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	-716	-1 238
Pertes de change	-6 995	-3 957
Charges financières sur les obligations locatives	-2 448	-2 424
Autres charges financières	-2 239	-1 319
Charges financières	-25 541	-18 776
Résultat financier net	-7 056	-10 535

Le résultat de change net du aux fluctuations de cours des devises représente un gain net de € 6 312 000 qui provient essentiellement de la réévaluation de créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison libellées en rouble et dont la majeure partie a été réalisée durant l'exercice.

5. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

En milliers d'euros	2022	2021
Charge d'impôts courants	17 996	15 816
Charges / (Produits) d'impôts différés	5 995	-968
Impôt sur le bénéfice	23 990	14 848

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de Viel et Compagnie-Finance peut s'analyser comme suit :

	2022		2021	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		123 085		87 609
Ajustement de la quote-part des sociétés associées		-39 171		-26 355
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées		83 914		61 254
Taux d'imposition normatif	21,63%	18 151	22,38%	13 709
Effet fiscal des éléments suivants :				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	0,44%	373	-0,98%	-599
Déficits de l'exercice non valorisés	4,37%	3 668	2,79%	1 706
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	-0,75%	-629	-1,06%	-647
Produits non imposable	-0,39%	-327	-6,33%	-3 875
Charges non déductibles	4,39%	3 683	7,45%	4 563
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	0,00%	0	0,00%	0
Variation du taux d'impôt	-0,17%	-145	-0,06%	-39
Impôt concernant les exercices antérieurs	0,02%	18	0,51%	311
Divers	-0,95%	-800	-0,46%	-281
Taux d'imposition effectif du Groupe	26,59%	23 991	24,24%	14 848

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de Viel et Compagnie-Finance est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes. Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	1 125	628
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	130	-22
Autres	2 273	-
Total charges / (produits) d'impôts différés	3 528	606

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions	-22	-1 554
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions	-609	-1 267
Total charges / (produits) d'impôts	-632	-2 821

Les impôts différés ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	01.01.2022	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecart de conversion	31.12.2022
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	3 204	-115	-	-	-	-95	2 994
Immobilisations incorporelles	963	-57	-	-	-	95	1 001
Reports fiscaux déficitaires	15 558	-4 742	-	-	-	510	11 326
Provisions et charges à payer	14 032	1 291	-1 012	608	-	690	15 609
Obligations locatives	14 146	360	-	-	-	694	15 200
Autres	5 376	-1 466	-	-	-	258	4 167
Total	53 278	-4 730	-1 012	608	-	2 153	50 298
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	372	-88	-	-	-	194	478
Immobilisations incorporelles	1 688	447	-	-	-	-774	1 360
Actifs liés au droit d'utilisation	11 843	-390	-	-	-	1 332	12 785
Autres	8 257	-1 666	-133	-	-	6 220	12 679
Total	22 159	-1 697	-133	-	-	6 973	27 302
Total impôts différés nets	31 119	-3 032	-879	608	0	-4 820	22 995
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	32 107						26 387
Impôts différés passifs	988						3 392
Total net	31 119						22 995

Au 31 décembre 2022, le Groupe présente séparément les impôts différés actifs et passifs résultants des différences temporelles relatives aux contrats de location.

En milliers d'euros	01.01.2021	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecart de conversion	31.12.2021
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	2 959	149	-	-	-	96	3 204
Immobilisations incorporelles	833	34	-	-	-	95	963
Reports fiscaux déficitaires	14 485	407	-	-	-79	745	15 558
Provisions et charges à payer	13 024	81	-628	-	1 246	309	14 032
Obligations locatives	14 607	-1 437	-	-	-	977	14 146
Autres	4 832	161	-	-	-4 202	4 585	5 376
Total	50 740	-606	-628	-	-3 035	6 806	53 278
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	665	327	-	-	-	-621	372
Immobilisations incorporelles	2 440	909	-	-	-	-1 662	1 688
Actifs liés au droit d'utilisation	11 948	875	-	-	-	-981	11 843
Autres	7 020	-808	22	-	1	2 023	8 257
Total	22 073	1 304	22	-	-	-1 241	22 159
Total impôts différés nets	28 667	-1 910	-650	-	-3 035	8 047	31 119
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	30 490						32 107
Impôts différés passifs	1 823						988
Total net	28 667						31 119

Au 31 décembre 2022, les impôts différés actifs non enregistrés s'élèvent à € 39 342 000 (2021 : € 36 009 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
A moins d'un an	-	-
Entre un et cinq ans	355	1 602
Supérieur à cinq ans	6 793	6 050
Durée illimitée	112 783	105 760
Total	119 931	113 412

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 717 000 (2021 : € 2 704 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de Viel et Compagnie-Finance sont détaillés ci-après :

	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	42 527	31 556
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	776 356	776 356
Nombre d'actions retenu pour le calcul	776 356	776 356
Résultat de base par action (en euros)	54,78	40,65
	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	42 527	31 556
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	776 356	776 356
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	776 356	776 356
Résultat dilué par action (en euros)	54,78	40,65

7. Immobilisations corporelles, immeubles de placement et stocks d'immeubles

Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2022

en milliers d'euros

	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2022	6 952	58 679	63 661	8 210	137 503
Variation de périmètre	-	47	244	-	291
Acquisitions de l'exercice	-	2 513	1 859	1 364	5 736
Cessions – mises au rebut	-	-345	-1 054	-3	-1 402
Reclassements	-585	-3 661	0	-17	-4 263
Ecart de conversion	429	279	-109	187	786
Valeur brute au 31 décembre 2022	6 796	57 512	64 601	9 741	138 651
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2022	-1 094	-41 250	-56 317	-1 325	-99 987
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-460	-3 375	-3 825	-225	-7 885
Pertes de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	297	1 060	3	1 360
Reclassements	-90	90	-	-	-
Ecart de conversion	150	130	196	-14	462
Autres variations	87	-	-	-	87
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022	-1 407	-44 109	-58 887	-1 561	-105 963
Valeur nette au 31 décembre 2022	5 390	13 404	5 714	8 180	32 688
Dont actifs sous contrat de location- financement	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2021
en milliers d'euros

	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2021	8 892	53 846	58 619	7 030	128 388
Variation de périmètre	-	401	145	51	597
Acquisitions de l'exercice	450	3 563	2 093	66	6 172
Cessions – mises au rebut	-	-515	-370	-	-885
Reclassements	-2 773	-1 634	561	897	-2 949
Ecart de conversion	383	3 018	2 613	166	6 180
Valeur brute au 31 décembre 2021	6 952	58 679	63 661	8 210	137 503
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2021	-2 535	-37 698	-50 232	-1 068	-91 534
Variation de périmètre	-	-282	-130	-36	-448
Amortissements de l'exercice	-3	-3 281	-3 995	-211	-7 490
Pertes de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	511	370	-	881
Reclassements	1 302	1 628	1	-	2 931
Ecart de conversion	142	-2 128	-2 331	-10	-4 327
Autres variations	-	-	-	-	-
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-1 094	-41 250	-56 317	-1 325	-99 987
Valeur nette au 31 décembre 2021	5 859	17 429	7 343	6 885	37 517
Dont actifs sous contrat de location- financement	-	-	-	-	-

Immeubles de placement et stocks d'immeubles

Viel et Compagnie-Finance détient, par le biais de ses filiales, un portefeuille d'immeubles de placement, dont la variation au cours de l'exercice 2022 est la suivante :

En milliers d'euros	
31/12/2020	102 350
Acquisitions	-
Amortissement	-
Cessions	-7 200
Reclassements	4 407
Variations de juste valeur	1 160
Ecart de conversion	1 074
31/12/2021	101 791
Acquisitions	-
Amortissement	-
Cessions	-
Reclassements	3 847
Variations de juste valeur	-3 771
Ecart de conversion	1 425
31/12/2022	103 292

8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2022:

<i>en milliers d'euros</i>	Fonds de commerce	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2022	13 965	103 816	98 539	0	6 743	223 062
Variation de périmètre	-	3 420	1 259	-	795	5 474
Acquisitions de l'exercice	-	-	4 324	-	381	4 705
Cessions - mises au rebut	-	-	-4 164	-	-370	-4 534
Reclassements	-	-	51	-	-51	0
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	1 004	1	-	14	991
Valeur brute au 31 décembre 2022	13 965	108 241	100 009	0	7 484	229 699
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1er janvier 2022	-284	-942	-82 534	0	-2 898	-86 659
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-	-	-6 811	-	-138	-6 949
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	-	4 164	-	368	4 532
Reclassements	-	-	-	-	-	-
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-46	1	-	46	1
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022	-284	-989	-85 180	0	-2 623	-89 076
Valeur nette au 31 décembre 2022	13 680	107 252	14 829	-0	4 861	140 623

Au 31 décembre 2021 :

<i>en milliers d'euros</i>	Fonds de commerce	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2021	13 965	95 682	90 497	53 121	5 874	259 138
Variation de périmètre	-	6 045	549	-	8	6 602
Acquisitions de l'exercice	1 293	-	4 106	-	899	6 299
Cessions - mises au rebut	-	-	-994	-54 888	-58	-55 941
Reclassements	-1 285	1 285	-	-	-10	-10
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-8	804	4 381	1 767	30	6 974
Valeur brute au 31 décembre 2021	13 965	103 816	98 539	0	6 743	223 062
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1er janvier 2021	-271	-901	-73 646	-53 122	-2 564	-130 503
Variation de périmètre	-	-	-465	-	-	-465
Amortissements de l'exercice	-	-	-5 826	-	-351	-6 177
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	-	995	54 888	-	55 883
Reclassements	-	-	-	-	-	-
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-14	-41	-3 592	-1 767	16	-5 397
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-284	-942	-82 534	0	-2 898	-86 659
Valeur nette au 31 décembre 2021	13 680	102 874	16 004	-0	3 845	136 403

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2022 :

en milliers d'euros	31.12.2022			31.12.2021		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
VIEL & Cie	16 355	-	16 355	16 355	-	16 355
Pôle Intermédiation professionnelle	52 351	-989	51 362	48 069	-942	47 127
Compagnie Financière Tradition (CFT)	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
Carax SA	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
TFS, Lausanne	15 291	-	15 291	14 575	-	14 575
Autres	7 228	-989	6 239	3 662	-942	2 720
Pôle Bourse en ligne	39 535	-	39 535	39 392	-	39 392
Bourse Direct	32 774	-	32 774	32 774	-	32 774
E-VIEL	573	-	573	573	-	573
Exoe	6 188	-	6 188	6 045	-	6 045
Total inclus dans les immobilisations incorporelles	108 241	-989	107 252	103 816	-942	102 874
Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)	25 295	-	25 295	25 714	-	25 714
Total des écarts d'acquisition	133 536	-989	132 547	129 530	-942	128 588

Une participation majoritaire a été acquise en 2021 dans la société Exoe, rattachée au pôle Bourse en ligne.

Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition constatés au bilan de Viel et Compagnie-Finance ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) correspond à la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésoreries auxquelles ces écarts d'acquisition sont rattachés, est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur d'utilité de l'activité sous-jacente par rapport à la valeur comptable de l'UGT. Des taux d'actualisation de 8,5 % à 12,13 % (2021 : 6,5 % à 10,97 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations et incluent une prime de risque de marché pour refléter le risque sur chacun des marchés ainsi qu'une prime de risque supplémentaire pour refléter le risque supplémentaire lié à la taille des unités génératrices de trésorerie.

Par ailleurs, des taux de croissance de 2,0 % à 5,0 % (2021 : 0,0 % à 1,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

en %	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	2022	2021	2022	2021
Pôle Intermédiation				
Compagnie Financière	9,80%	6,50%	2,00%	1,00%
Autres	8,5% - 11,8%	6,5% - 8,8%	2,00 % à 5,00 %	0,00 % à 1,00
Autres				
Pôle Bourse en ligne				
Bourse Direct	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%
E-VIEL	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2022 et 2021.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

9. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par Viel et Compagnie-Finance ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Co-entreprises	Total
Au 1er janvier 2022	84 462	116 151	200 610
Résultat net de la période	21 285	17 884	39 169
Dividendes distribués	-8 429	-9 624	-18 053
Acquisitions	-	187	187
Autres éléments du résultat global	-265	-	-265
Ecarts de conversion	-622	-6 086	-6 708
Au 31 Décembre 2022	96 430	118 512	214 942

en milliers d'euros	Sociétés associées	Co-entreprises	Total
Au 1er janvier 2021	75 850	111 476	187 326
Résultat net de la période	12 091	14 263	26 355
Dividendes distribués	-5 464	-8 615	-14 079
Autres éléments du résultat global	-407	-	-407
Ecarts de conversion	2 392	-974	1 418
Au 31 Décembre 2021	84 462	116 151	200 610

Sociétés associées

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2022 :

En milliers EUR	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque Privée	Autres sociétés associées	Total
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	16 817	7 511	25 904		
Actif courant	43 643	102 997	3 018 096		
Passif non courant	642	2 419	4 008		
Passif courant	29 913	38 604	2 897 229		
Actif net	29 906	69 485	142 763		
Quote-part du Groupe dans :					
- dans l'actif net	9 689	22 930	60 538	1 606	
- écarts d'acquisition	-	-	437	1 229	
Valeur comptable au 31 décembre	9 689	22 930	60 975	2 836	96 430
Chiffre d'affaires	33 538	97 887	88 393		
Résultat net de l'exercice	45	34 010	24 767	212	
Autres éléments du résultat global	-818	-	-	-	
Résultat global de l'exercice	-773	34 010	24 767	212	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	15	11 223	9 907	140	21 285
- les autres éléments du résultat global	-265	-	-	-	-265
- le résultat global	-250	11 223	9 907	140	21 020
Dividendes versés au Groupe	-	4 752	3 677	-	8 429

Au 31 décembre 2021 :

En milliers EUR	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque Privée	Autres sociétés associées	Total
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	9 166	5 166	28 006		
Actif courant	50 327	77 129	3 130 783		
Passif non courant	1 113	558	5 666		
Passif courant	29 172	28 852	3 025 920		
Actif net	29 207	52 885	127 203		
Quote-part du Groupe dans :					
- dans l'actif net	9 463	17 452	54 314	1 574	
- écarts d'acquisition	-	-	437	1 227	
Valeur comptable au 31 décembre	9 463	17 452	54 751	2 801	84 468
Chiffre d'affaires	27 778	66 755	72 117		
Résultat net de l'exercice	-2 529	21 473	14 046	469	
Autres éléments du résultat global	-1 256	-	-	-	
Résultat global de l'exercice	-3 786	21 473	14 046	469	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	-820	7 086	5 618	206	12 091
- les autres éléments du résultat global	-407	-	-	-	-407
- le résultat global	-1 227	7 086	5 618	206	11 686
Dividendes versés au Groupe	-	3 983	1 469	12	5 464

Co-entreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55% du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire.

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales co-entreprises se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2022

en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP Londres, New York, Singapour	Autres sociétés	Total
Lien d'activité	Tokyo	25,0% - 55%		
Pourcentage de détention	49,99%			
Actif non courant	24 414	1 487		
Actif courant	875 370	40 942		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>154 704</i>	<i>27 254</i>		
Passif non courant	2 091	2 368		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>1 777</i>	<i>-</i>		
Passif courant	746 816	10 158		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>1 422</i>	<i>-</i>		
Actif net	150 876	29 903		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	75 040	13 293		
- écarts d'acquisition	13 588	-	10 041	
Valeur comptable au 31 décembre	88 628	13 293	16 579	118 500
Chiffres d'affaires	67 365	56 568		
Amortissements	-1 589	-108		
Produits d'intérêts	8	46		
Charges d'intérêts	-22	-227		
Impôts sur le bénéfice	-9 708	-475		
Résultats net global de l'exercice	25 903	9 708		
Quote-part du Groupe dans :				
- le résultat net global	12 949	4 193	743	17 884
Dividendes versés au Groupe	7 851	843	930	9 624

Au 31 décembre 2022, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 23 629 000 (2021 : € 24 049 000).

Au 31 décembre 2021

en milliers d'€	Gaitame.co m Co., Ltd	TFS-ICAP Londres, New York, Singapour	Autres sociétés	Total
Lieu d'activité	Tokyo	25,0% - 55%		
Pourcentage de détention	49,99%			
Actif non courant	26 134	3 861		
Actif courant	914 419	34 557		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>130 680</i>	<i>22 583</i>		
Passif non courant	3 023	10 100		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>2 684</i>	<i>59</i>		
Passif courant	786 552	11 262		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>984</i>	<i>87</i>		
Actif net	150 978	17 056		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	75 060	10 298		
- écarts d'acquisition	14 660	-	9 389	
Valeur comptable au 31 décembre	89 720	10 298	16 137	116 155
Chiffres d'affaires	62 543	49 484		
Amortissements	-2 228	-144		
Produits d'intérêts	8	45		
Charges d'intérêts	-38	-317		
Impôts sur le bénéfice	-8 978	-521		
Résultats net/global de l'exercice	19 497	7 624		
Quote-part du Groupe dans :				
- le résultat net/global	9 747	3 443	1 073	14 263
Dividendes versés au Groupe	7 076	644	895	8 615

10. Autres actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Prêts aux employés	4 734	4 009
Créances sur les parties liées (cf. note 27)	6 406	8 200
TOTAL	11 140	12 209

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,50 % et ont une échéance moyenne de 30 mois.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie non disponibles

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage	32 654	32 376
TOTAL	32 654	32 376

Ce poste comprend pour l'essentiel des liquidités bloquées auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), et également des liquidités pour lesquelles certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

12. Clients et autres créances

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances liées aux activités de teneurs de comptes	1 237 088	1 364 891
Créances liées aux activités en principal	110 812	435 861
Clients et comptes rattachés	190 535	173 516
Créances sur les employés	69 946	85 752
Créances sur les parties liées	6 509	6 914
Autres créances à court terme	26 043	27 084
TOTAL	1 640 933	2 094 017

La rubrique « Créances liées aux activités en principal » inclut des opérations de vente de titres ayant dépassé le délai de livraison prévu au 31 décembre 2022 et 2021. La quasi-totalité de ces transactions a été débouclée après ces dates à l'exception d'un montant d'environ € 21 251 000 au 31 décembre 2022 relatif à des transactions sur des titres libellés en roubles.

Par ailleurs, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 17 166 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage en lien avec l'invasion russe de l'Ukraine. Le montant total de la provision pour pertes de crédit attendues s'élève à € 18 503 000 au 31 décembre 2022 (€ 859 000 au 31 décembre 2021). Des informations complémentaires sur les pertes de crédit attendues sont présentées en note 30.

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

13. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit

Non courant en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	18 506	18 838
Other	4	19
Total	18 510	18 857
Courant en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	-	-
Dépôts bancaires à court terme	1 375	1 699
Total	1 375	1 699

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

14 a. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

Non courant

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	5 423	4 678
TOTAL	5 423	4 678

Ces titres de participation non cotés ne sont pas détenus à des fins de transactions. Le Groupe a fait le choix irrévocable de présenter les variations de juste valeur dans les autres éléments du résultat global.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

14 b. Actifs financiers évalués au coût amorti.

Non courants

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	3 000	-
Other	-	-
Total	3 000	-

Courants

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts bancaires à court terme	26 240	82 099
Total	26 240	82 099

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Caisse et dépôts bancaires à vue	364 082	437 915
Dépôts bancaires à court terme	90 493	42 466
Placements monétaires à court terme	8 349	6 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	462 924	487 349
Trésorerie non disponible	32 654	32 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif	495 578	519 725
Découverts bancaires	-9 766	-34 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie	453 158	453 220

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

16. Capital-actions, et réserves consolidées

Composition du capital

Au 31 décembre 2022 le capital social de Viel et Compagnie-Finance est composé de 776 356 actions d'une valeur nominale de € 15,25 soit un capital de € 11 839 429.

Au cours de l'exercice 2022, il n'y a eu aucun mouvement sur le capital de Viel et Compagnie-Finance.

Actionnaires importants

Au 31 décembre 2022 le capital de Viel et Compagnie-Finance est détenu à 91,98 % par M. Patrick Combes.

Réserves consolidées :

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve de réévaluation immobilière	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2022	331 807	10 285	177	5 847	-4 718	17 577	360 975
Résultat net de l'exercice	42 527	-	-	-	-	-	42 527
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	3 097	-	3 097
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	5 612	-	-	-	5 612
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	177	-	-	177
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-417	-417
Résultat global de la période	42 527	-	5 612	177	3 097	-417	50 994
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	571	-	-	-	-	571
Dividendes versés	-6 001	-	-	-	-	-	-6 001
Incidence des variations de périmètre	-2 158	-	-	21	-31	-	-2 168
Réserves consolidées au 31 décembre 2022	366 175	10 856	5 789	6 045	-1 652	17 160	404 371

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve de réévaluation immobilière	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2021	310 123	9 819	177	685	-6 402	17 577	331 968
Résultat net de l'exercice	31 556	-	-	-	-	-	31 556
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	1 726	-	1 726
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	135	-	-	135
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-
Résultat global de la période	31 556	-	-	135	1 726	-	33 415
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	867	-	-	-	-	-	867
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	466	-	-	-	-	466
Dividendes versés	-6 001	-	-	-	-	-	-6 001
Incidence des variations de périmètre	302	-	-	2	-42	-	262
Réserves consolidées au 31 décembre 2021	336 846	10 285	177	821	-4 718	17 577	360 973

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2022 en millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Reserve de couverture	Reserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				203	203	388	388
Réévaluation d'immobilisations				-417	-417	-	-417
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies				3 097	3 097	2 978	6 075
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				2 883	2 883	3 163	6 046
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ajustements à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
- constatés dans la réserve de couverture					-		
- transférés au compte de résultat		5 577			3 577	2 179	7 752
Ecarts de conversion	-6 582				-6 582	-6 518	-13 100
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat	5				5	4	9
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et co-entreprises	-255				-255	-10	-265
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-6 582	5 577	-	-	-1 005	-4 649	-5 654
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts							
	-6 582	5 577	-	2 883	1 879	-1 456	393

2021 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				134	134	146	280
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies				1 726	1 726	1 969	3 693
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			-	1 860	1 860	2 115	3 975
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ecart de conversion	8 195				8 185	9 058	17 243
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat	-6 611				-6 611	-5 501	-12 112
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et co-entreprises	-209				-209	-198	-407
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	1 365		-	-	1 365	3 359	4 724
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts							
	1 365		-	-	1 860	5 474	8 700

17. Intérêts minoritaires

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée. Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

en milliers d'€	Au 31 décembre 2022		Au 31 décembre 2021	
	Groupe		Groupe	
	Tradition	Bourse Direct	Tradition	Bourse Direct
	Suisse	France	Suisse	France
Pourcentage de détention des intérêts minoritaires	49,98%	45,71%	52,05%	47,21%
Actif non courant	343 161	35 578	334 674	31 296
Actif courant	750 852	1 292 674	1 208 878	1 318 022
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>313 059</i>	<i>43 166</i>	<i>296 366</i>	<i>39 040</i>
Passif non courant	280 668	3 377	273 016	2 801
Passif courant	363 933	1 256 300	834 364	1 279 343
Actif net	449 392	68 375	415 972	66 972
Valeur comptable des intérêts minoritaires (1)	25 579	10 280	20 626	10 079
Chiffre d'affaires	942 516	47 116	809 135	45 919
Résultat net	96 916	5 872	66 232	7 164
Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe (2) :	52 556	1 320	37 238	1 494
Flux de trésorerie nets opérationnels	135 029	12 757	59 430	-538
Flux de trésorerie nets d'investissement	61 746	-3 217	-61 088	-7 544
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires)	-154 143	-3 866	21 506	-3 597
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-22 642	-1 548	-11 957	-548
Variation des cours de change	-17 581	-	98	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	8 582	-4 126	7 989	-12 227

- (1) Groupe Tradition – dont 4,9 millions d’euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).
 (2) Groupe Tradition – dont 1,6 million d’euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).

18. Dividendes

Le dividende à payer n’est comptabilisé qu’après l’approbation par l’Assemblée générale. Le dividende suivant a été proposé par le Conseil d’administration :

En milliers d’euros	2022	2021
Dividende par action au titre de 2022 : € 7,73 (2021: € 7,73)	6 001	6 001

19. Paiements fondés sur des actions

Compagnie Financière Tradition

Au 31 décembre 2022, les options de souscription d’actions consenties aux collaborateurs du groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

Date d’attribution	Nombre d’options de CHF 2,50 de nominal	Augmentation de capital potentielle en CHF	Date de début d’exercice ⁽¹⁾	Date d’échéance	Prix d’exercice en CHF	Condition d’exercice ⁽²⁾ en CHF
05.01.18	20 000	50 000	01.02.21	01.02.26	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000	01.09.21	01.09.26	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	20.11.21	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	18 000	45 000	6 000 dès le 01.12.21 6 000 dès le 01.12.22 6 000 dès le 01.12.23	01.12.26	2,50	110,00
09.01.19	3 000	7 500	09.07.20	09.07.25	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000	01.06.22	01.06.27	2,50	120,00
13.01.20	20 000	50 000	13.01.23	13.01.28	2,50	114,00
07.04.20	22 500	56 250	07.04.23	07.04.28	2,50	125,00
01.07.20	50 000	125 000	01.07.23	01.07.28	2,50	125,00
08.04.21	22 500	56 250	08.04.24	08.04.29	2,50	130,00
31.08.21	19 000	47 500	5 000 dès le 31/08/2022 5 000 dès le 31/08/2023 5 000 dès le 31/08/2024 3 000 dès le 31/08/2025 3 000 dès le 31/08/2026	31.08.29	2,50	110,00
10.09.21	5 000	12 500	10.09.24	10.09.29	2,50	120,00
14.04.22	20 000	50 000	14.04.25	14.04.30	2,50	120,00
24.06.22	10 000	25 000	2 000 dès le 24/6/2023 2 000 dès le 24/6/2024 2 000 dès le 24/6/2025 2 000 dès le 24/6/2026 2 000 dès le 24/6/2027	24.06.30	2,50	110,00
28.07.22	7 000	17 500	28.07.25	28.07.30	2,50	120,00
30.08.22	60 000	150 000	20 000 dès le 01/10/2023 20 000 dès le 01/10/2024 20 000 dès le 01/10/2025	01.10.28	2,50	112,00
Total	397 000	992 500				

Conditions d’exercice

⁽¹⁾ Les collaborateurs doivent être employés du Groupe afin d’exercer les options de souscription d’actions consenties.

(2) Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

En 2022 Compagnie Financière Tradition SA a consenti 97 000 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (48 500 options en 2021).

La juste valeur des options octroyées ou des modifications effectuées est déterminée à la date d'attribution, respectivement des modifications, des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	2022	2021
Rendement de dividendes	5,0%	5,0%
Volatilité attendue	15,5%	14,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,5%	0,0%
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses)	110,5	114,7

En 2022, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 19,7 (2021 : CHF 17,9). Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la société sont les suivants :

en francs suisses	2022		2021	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	2,50	302 000	2,50	364 167
Attribuées	2,50	97 000	2,50	48 500
Exercées	2,50	-2 000	2,50	-109 667
Expirées	-	-	-	-
Annulées	-	-	2,50	-1 000
En circulation à la fin de l'exercice	2,50	397 000	2,50	302 000
Exercables à la fin de l'exercice	2,50	29 000	2,50	29 000

*Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées en 2022 est de CHF 105,0 (2021 : CHF 112,8).

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions. En 2022, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 125 000 (CHF 1 014 000 en 2021).

VIEL & Cie

Plans d'options de souscription d'actions :

Au 31 décembre 2022, il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

Plans d'attributions d'actions gratuites :

Au 31 décembre 2022, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

Nature du plan (En euros)	Plan d'attribution 2017		Plan d'attribution 2021
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16	12-juin-20
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000	135 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22	18-mars-24
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27	18-mars-31
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui	Oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	6,5 €	6,0 €	6,80 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1er janvier	380 000	138 000	135 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-	-	-
Nombre d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	-	138 000	-
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	380 000	0	135 000
Nombre de personnes concernées	2	4	4

20. Dettes financières

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Découverts bancaires	9 766	34 128
Emprunts bancaires	8 124	-
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme	23 626	23 605
Emprunts obligataires	-	106 401
A court terme	41 516	164 134
Emprunt à long terme	204 820	227 613
Emprunts obligataires	212 629	202 497
A long terme	417 449	430 111
TOTAL	458 965	594 245

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2022 :

En milliers d'euros	31.12.2021	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2022
			Autres variations	Reclassement	Ecart de conversion	
Long terme						
Emprunts bancaires	227 613	-23 580			786	204 820
Emprunts obligataires	202 497	175			9 957	212 629
Court terme						
Emprunts bancaires	-	7 959			166	8 124
Position court terme des emprunts bancaires	23 605	-			21	23 626
Emprunts obligataires	106 401	-109 357			2 955	-
Total	560 117	-124 802	-	-	13 885	449 199

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2021 :

En milliers d'euros	31.12.2020	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2021
			Autres variations	Reclassement	Ecart de conversion	
Long terme						
Emprunts bancaires	119 951	106 956			706	227 613
Emprunts obligataires	221 568	73 811		-101 725	8 843	202 497
Court terme						
Emprunts bancaires	11 109	-11 114			5	-
Position court terme des emprunts bancaires	37 451	-13 865			19	23 605
Emprunts obligataires	0	86		101 725	-4 590	106 401
Total	390 079	155 874	-	-	14 163	560 117

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

Emetteur	Année d'émission et d'échéance	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF	Coupon	Taux d'intérêt effectif	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.22	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.21	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.20
Compagnie Financière Tradition S.A.	2021-2027	CHF 80 000	1,875%	1,980%	79 654	79 585	129 508
Compagnie Financière Tradition S.A.	2019-2025	CHF 130 000	1,750%	1,850%	129 722	129 615	109 830
Compagnie Financière Tradition S.A.	2016-2022	CHF 110 000	1,625%	1,726%	-	109 923	-
TOTAL					209 376	319 123	239 338
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i>					-	109 923	-

Au 31 décembre 2022, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de € 177 485 (€ 169 138 000 au 31 décembre 2021). Celles-ci ont été utilisées à hauteur de € 8 124 000 au 31 décembre 2022 (n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2021).

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 207 500 000 remboursable par annuités et venant à échéance en juin 2026 (€ 230 000 000 au 31 décembre 2021).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe.

Au 31 décembre 2022, Viel et Compagnie-Finance et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 177 485 000, contre € 169 138 000 au 31 décembre 2021.

Viel et Compagnie-Finance a opté pour l'étalement des frais d'émission de ses emprunts sur leur durée d'amortissement.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

21. Provisions et passifs éventuels

Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

Une filiale du Groupe au Royaume-Uni est défenderesse dans une procédure civile intentée fin 2017 par cinq sociétés anglaises en liquidation ainsi que les liquidateurs de ces sociétés.

En 2009, celles-ci ont négocié des quotas de l'Union européenne, également appelés crédits carbone, et ne se sont pas acquittées de la TVA facturée aux contreparties dans le cadre de ces transactions. La filiale du Groupe a agi en qualité d'intermédiaire dans la transmission d'un nombre limité d'ordres relatifs à ces transactions.

Les liquidateurs demandent des dommages et intérêts car ils estiment que cette filiale n'a pas su identifier les infractions et a donc ainsi contribué à ce que les dirigeants des sociétés anglaises en liquidation manquent à leurs obligations légales. La filiale s'est vigoureusement défendue et a réussi à faire rejeter toutes les réclamations de trois des sociétés et certaines des réclamations des deux autres sociétés. Certains arguments ont ensuite été portés devant la Cour d'appel anglaise où la filiale a obtenu de nouveaux succès. Une question demeure à propos de laquelle l'autorisation est demandée de faire appel devant la Cour suprême. Une provision a été comptabilisée pour couvrir une éventuelle décision défavorable concernant le dernier sujet restant. Le montant provisionné est compris dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2022.

Provisions pour impôts

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

Autres provisions

Viel et Compagnie – Finance et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

Les provisions se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	Provisions pour pensions et retraites	Provisions pour litiges	Provisions pour impôts	Autres provisions	Total
Montant au 31 décembre 2020	30 300	338	-	824	31 462
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois :</i>					
Variation de périmètre	137	-	-	-	137
Reclassement	-	338	-	-177	161
Dotation	2 730	13 463	-	-	16 193
Utilisation	-491	-1 750	-	-	-2 240
Dissolution	-24	-188	-	-147	-359
Réévaluation	-4 677	-	-	-	-4 677
Ecart de conversion	49	307	-	-	356
Autres	-	-	-	-	-
Montant au 31 décembre 2021	28 024	12 508	500	0	41 032
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois :</i>					12 496
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Reclassement	-	407	-	-	407
Dotation	2 678	115	-	-	2 794
Utilisation	-1 401	-	-	-	-1 401
Dissolution	-59	-	-	-	-59
Réévaluation	-6 846	-	-	-	-6 846
Ecart de conversion	-671	-646	-	-	-1 317
Autres	-	-	-	-	-
Montant au 31 décembre 2022	21 725	12 385	500	0	34 610
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois :</i>					11 839

22. Engagements envers le personnel

La majorité des employés de Viel et Compagnie-Finance et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.

Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Autres avantages à long terme	7 450	13 694
Provision pour des régimes à prestations définies	14 275	14 330
Total des provisions pour pensions et retraites	21 725	28 024

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2022, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 151 000 (€ 4 695 000 en 2021).

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Valeur actualisée des obligations	55 836	61 524
Juste valeur des actifs des régimes	-48 386	-47 967
TOTAL	7 450	13 557

Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2022	2021
Valeur actualisée des obligations au 1^{er} janvier	61 525	58 789
<i>Dont obligations financées</i>	<i>55 186</i>	<i>53 159</i>
<i>Dont obligations non financées</i>	<i>6 338</i>	<i>5 631</i>
Coût financier	232	116
Coût des services rendus	1 616	2 204
Cotisation des employés	968	914
Coût des services passés	137	-
Prestations payées	943	-1 226
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	807	2 501
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	-	-1 704
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-13 170	-2 576
Réduction de régime	-	-
Reclassement	-	-
Ecart de conversion	2 779	2 507
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	55 836	61 525
<i>Dont obligations financées</i>	<i>49 616</i>	<i>55 186</i>
<i>Dont obligations non financées</i>	<i>6 220</i>	<i>6 338</i>

Mouvement de la juste valeur actualisée des actifs des régimes

en milliers d'euros	2022	2021
Juste valeur des actifs des régimes au 1^{er} janvier	47 967	41 854
Rendement attendu des actifs des régimes	139	10
Cotisations de l'employeur	1 379	1 130
Cotisations des employés	968	914
Prestations payées	1 243	-842
Frais d'administration	-84	-70
Gains / (pertes) actuariels	-5 517	2 898
Réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	2 291	2 073
Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre	48 386	47 967

Le Groupe estime à € 1 344 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2023.

Juste valeur des actifs par nature en pourcentage du total des actifs des régimes

	31.12.2022	31.12.2021
Actions	28,6%	31,3%
Obligations	25,3%	26,3%
Immobilier	28,6%	28,6%
Contrats d'assurance	0,8%	0,8%
Liquidités	9,2%	5,2%
Divers	7,6%	7,8%
TOTAL	100%	100%

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est déterminé en fonction de prévisions à long terme de taux d'inflation, de taux d'intérêt et de primes de risque pour les différentes catégories d'actifs. Ces prévisions prennent en considération les taux de rendement historiques à long terme.

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	13 170	2 576
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-807	-2 501
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	-5 517	2 898
Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies	6 847	2 973

Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2022	2021
Coût des services rendus	1 616	2 274
Charge d'intérêt net	93	105
Frais d'administration	84	-
Coût /(produit) des régimes à prestations définies	1 793	2 379

en milliers d'euros	2022	2021
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes	-5 490	3 050

Principales hypothèses actuarielles

En %	2022	2021
Taux d'actualisation	2,50%	0,62%
Augmentations futures des salaires	1,94%	1,18%

Tables de mortalité

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2022 et en 2021.

Analyse de sensibilité

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2022 et 2021 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	2022	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-3 197	3 591
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	147	-147

en milliers d'euros	2021	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-4 092	4 637
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	218	-218

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

Duration des obligations des régimes à prestations définies

La duration moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 14 années au 31 décembre 2022 (16 années au 31 décembre 2021).

23. Fournisseurs et autres créanciers

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes liées aux activités de teneurs de comptes	1 240 529	1 362 743
Dettes liées aux activités en principal	108 115	433 049
Charges à payer	155 258	133 090
Dettes envers les parties liées	3 497	3 254
Autres dettes à court terme	62 691	58 950
TOTAL	1 570 090	1 991 086

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

24. Impôts à payer et à recevoir

Au 31 décembre 2022, les impôts à payer de Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à € 11 505 000, contre € 8 887 000 au 31 décembre 2021.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 6 943 000 au 31 décembre 2022, contre € 5 860 000 au 31 décembre 2021, sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

25. Instruments financiers dérivés

En milliers d'euros	2022		2021	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme sur devises	350	174	244	-
Swaps de taux d'intérêts	10 235	163	152	19
Total	10 585	337	396	19

Les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture.

26. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

Actifs liés au droit d'utilisation

Au 31 décembre 2022

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	60 417	-	60 417
Variation de périmètre	97		97
Actifs additionnels	14 781	161	14 942
Amortissements	-16 482	-64	-16 546
Reclassements	18	18	36
Ecarts de conversion	1 479	1	1 480
Valeur comptable nette au 31 décembre	60 310	116	60 426

Au 31 décembre 2021

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	50 220	-	50 220
Variation de périmètre	-		-
Actifs additionnels	22 745		22 745
Amortissements	-15 267		-15 267
Reclassements	-83		-83
Ecarts de conversion	2 802		2 802
Valeur comptable nette au 31 décembre	60 417	-	60 417

Obligations locatives

en milliers d'€	2 022	2 021
Court terme		
Obligations locatives	17 882	16 624
Long terme		
Obligations locatives	54 310	56 889
Total des obligations locatives au bilan	72 192	73 513

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.22	Changements résultant de flux	Changements sans contrepartie		31.12.22
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	73 513	-18 149	15 031	1 796	72 192
Total	73 513	-18 149	15 031	1 796	72 192

en milliers d'€	01.01.21	Changements résultant de flux	Changements sans contrepartie		31.12.21
			Autres variations	Ecarts de conversion	
Obligations locatives	62 046	-14 878	22 646	3 699	73 513
Total	62 046	-14 878	22 646	3 699	73 513

Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 4 114 000 pour l'exercice 2022 (2021 : € 3 339 000)
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 22 202 000 en 2022 (2021 : 19 970 000).

27. Opérations avec des parties liées

Nature des fonctions des employés clés

Viel et Compagnie-Finance est une société qui contrôle et consolide VIEL & Cie, avec ses trois pôles d'activité dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct et une participation mise en équivalence de 40 % de SwissLife Banque Privée, ainsi qu'une activité immobilière. Est considéré comme employé clé, le Président du Conseil d'administration de Viel et Compagnie-Finance

Rémunération des employés clés

La rémunération versée au Président du Conseil d'administration par Viel et Compagnie-Finance au titre de l'exercice 2022 est de € 304 898. Des jetons de présence pour un montant de € 30 000, ainsi que € 12 000 de jetons de présence versés par une société consolidée relatifs à l'exercice 2021 ont été versés en 2022. En 2021, il avait perçu une rémunération de € 304 898, ainsi que des jetons de présence pour un montant de € 30 000, ainsi qu'un montant de € 12 000 de jetons de présence versés par une société consolidée.

Créances sur les parties liées

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

Non Courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	435	2 000
TOTAL	435	2 000

Courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	52	64
Créances sur les coentreprises	6 457	6 850
TOTAL	6 509	6 914

Dettes envers les parties liées

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes envers les sociétés associées	30	57
Dettes envers les coentreprises	3 467	3 197
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées	-	-
TOTAL	3 497	3 254

28. Opérations de hors-bilan

Titres à livrer et à recevoir

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Titres à livrer	183 564 213	170 507 247
Titres à recevoir	183 564 759	170 482 633

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre et débouclées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

29. Gestion du risque financier

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- risque de crédit et de contrepartie,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque de change,
- risque de taux d'intérêt,
- risques liés à une stratégie de partenariat,
- risque opérationnel lié aux participations contrôlées.

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer. En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du risque.

Le Conseil d'administration apprécie les risques existants au sein du Groupe et exerce une surveillance sur la Direction. Il est assisté dans ces tâches par le Comité d'audit dont le rôle est de surveiller le système de contrôle interne sur le reporting financier, la gestion des risques ainsi que la conformité avec les lois et réglementations locales. L'audit interne effectue régulièrement des revues de gestion des risques et de contrôles internes dont les résultats sont communiqués au Comité d'audit des différents pôles opérationnels.

Dans le cadre du suivi des risques opérationnels, les filiales du Groupe ont développé une cartographie des risques homogènes selon la nomenclature Bâle II. Un outil a été déployé dans le Groupe (One-SumX) afin de recenser les risques opérationnels par filiale et de consolider l'information relative à la nature de ces risques opérationnels. Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une meilleure maîtrise des risques opérationnels.

Risque de crédit et de contrepartie

Viel et Compagnie-Finance en tant que société holding n'est pas exposée au risque de crédit.

Le risque de crédit est avant tout le risque de perte financière pour les filiales opérationnelles si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à une de ses obligations. Ce risque concerne principalement la rubrique des clients et autres créances.

Les filiales opérationnelles de VIEL & Cie exercent le métier d'intermédiaire sur les marchés financiers et non financiers, principalement auprès d'une clientèle de professionnels pour Compagnie Financière Tradition, et auprès de particuliers pour Gaitame (filiale de Compagnie Financière Tradition) et Bourse Direct.

L'intermédiation professionnelle : Compagnie Financière Tradition

Le métier de courtier consiste à rapprocher deux contreparties pour la réalisation d'une opération, et à percevoir une rémunération pour le service apporté. Compagnie Financière Tradition a donc une exposition très limitée au risque de crédit dans le cadre de cette activité. La qualité des contreparties est évaluée localement par les filiales selon des directives

émises par le Groupe et les commissions à recevoir font l'objet d'un suivi régulier. Des dépréciations sont comptabilisées si nécessaire sur certaines créances.

Par ailleurs, certaines sociétés opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres de compensation. Le délai entre la date de transaction et la date de dénouement est majoritairement de deux jours depuis octobre 2014, pendant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.

Ce risque de contrepartie est contenu dans les limites déterminées par le Comité de crédit de Compagnie Financière Tradition; celui-ci base son appréciation sur la qualité financière de la contrepartie, prenant en considération les ratings publiés par les organismes reconnus (ECAI, External Credit Assessment Institutions), ainsi que toutes informations financières disponibles (cours de bourse, Credit Default Swaps, évolution des rendements du marché secondaire obligataire, etc.) ; lorsqu'aucun rating externe n'est disponible, Compagnie Financière Tradition calcule un rating interne, selon une méthodologie interne. En sus de la notation de la contrepartie, le type d'instruments traités et leur liquidité sont pris en compte pour déterminer la limite.

La détermination des limites et le suivi de leur respect sont assurés de manière indépendante par le département des risques de Compagnie Financière Tradition, ou bien par les départements des risques des régions opérationnelles. Les limites sont régulièrement révisées selon une périodicité prédéterminée ou bien à la suite d'événements pouvant affecter la qualité de la contrepartie ou l'environnement dans lequel elle opère (pays, types de secteur, etc.).

Les expositions se concentrent sur des établissements financiers régulés, majoritairement notés « investment grade ».

Le clearing est quant à lui traité par des équipes spécialisées. À cet effet, le groupe Tradition dispose d'une filiale indirecte dédiée aux activités de compensation, Tradition London Clearing Ltd, pivot des opérations en principal du Groupe pour l'Europe et l'Asie. Tradition London Clearing Ltd. est en charge du suivi des opérations introduites par les entités opérationnelles du groupe Tradition jusqu'à leur dénouement final dans les chambres de compensation. Tradition Asiel Securities Inc., filiale du groupe Tradition aux États-Unis, effectue par ailleurs toutes les opérations de clearing aux États-Unis. Cette société est membre du FICC (Fixed Income Clearing Corporation), une contrepartie centrale de marché pour les titres d'État américains. L'adhésion au FICC induit une réduction notable du risque de défaut d'une contrepartie, la responsabilité de la bonne fin des opérations incombant au FICC une fois les opérations confirmées.

La bourse en ligne : Bourse Direct

Bourse Direct traite principalement avec des particuliers, dont la couverture est assurée par les liquidités déposées sur leur compte titres ; dans ce cadre, une opération de marché dont la couverture ne serait pas assurée, doit être rendue impossible par les systèmes automatiques de contrôle des couvertures dans le cadre du correct fonctionnement des outils mis à disposition par les prestataires techniques de la société.

Bourse Direct traite également avec des clients institutionnels. Dans ce cadre, toute contrepartie doit faire l'objet d'une autorisation accordée par le Comité de crédit. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une excellente notation de crédit. Un élément fondamental dans le processus d'approbation des contreparties est la séparation entre les fonctions opérationnelles et celles d'évaluation des risques et d'autorisation. La Direction de cette société s'assure régulièrement que les décisions sont observées et que les procédures de contrôle concernant les contreparties et le clearing sont efficaces.

Risque de liquidité

Viel et Compagnie-Finance doit disposer des ressources financières nécessaires au financement de son activité courante et maintenir sa capacité d'investissement à tout moment. La gestion du risque de liquidité est assurée au niveau de la holding par une surveillance permanente de la durée des financements, de l'existence de lignes de crédit disponibles et de la diversification des ressources. VIEL & Cie gère par ailleurs de façon prudente sa trésorerie disponible en la plaçant sur des supports sans risques, liquides et monétaires. Une convention de trésorerie est établie entre VIEL & Cie et certaines de ses filiales dans le cadre de l'optimisation de la gestion de trésorerie du Groupe.

Le risque de liquidité intervient lorsque des filiales rencontreraient des difficultés à honorer leurs obligations financières. Aux fins de la gestion des risques, ce risque est divisé en deux catégories.

Le risque de liquidité transactionnel concerne la capacité à couvrir les flux de trésorerie liés aux opérations en principal ou aux besoins des contreparties du marché - par exemple, la nécessité de financer des titres en cours de règlement ou de placer des marges ou des garanties auprès de chambres de compensation ou de banques fournissant des services de compensation aux sociétés consolidées du Groupe.

Quoique difficiles à anticiper, ces besoins de liquidités sont généralement de court terme, à un jour voire intra journaliers, et sont généralement couverts par des découverts auprès de l'entité de compensation. Pour gérer ces risques, les filiales pratiquant des opérations en principal disposent d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir leurs besoins potentiels de financement en faisant appel à une approche statistique basée sur les données historiques, qui sont soumises à un test de résistance pour définir un niveau de réserve approprié.

Le risque de liquidité sur bilan est le risque qu'une entité du Groupe soit incapable de couvrir ses besoins en fonds de roulement nets pendant un certain laps de temps du fait de difficultés opérationnelles ou d'investissements importants dans l'activité. Pour gérer ce risque, toutes les entités opérationnelles du Groupe Tradition établissent des prévisions de trésorerie glissantes sur douze mois dans le cadre de la procédure mensuelle d'information financière afin de déceler les problèmes potentiels de liquidité.

Au minimum, toutes les entités conservent des liquidités ou des équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir les sorties nettes de trésorerie anticipées pour les trois mois suivants. Des contrôles sont effectués deux fois par an pour déterminer les fonds en excédent par rapport aux exigences locales. En outre, dans le cadre des contraintes réglementaires propres aux entreprises d'investissement, certaines sociétés du Groupe placent la trésorerie de leur clientèle dans des produits liquides, sans risque de taux ni de contrepartie, et immédiatement disponibles.

Risque de marché

Viel et Compagnie Finance est exposée au risque de marché par rapport à la valeur de ses actifs et à l'évolution des coûts de sa dette. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché et affectent le résultat net du Groupe ou la valeur de ses instruments financiers. Le risque de marché inclut le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité du Groupe aux risques de marché est présentée en annexes des comptes consolidés.

Risque de change

De par son positionnement international, le Groupe est exposé au risque de change. Celui-ci se produit lorsque des transactions sont effectuées par des filiales dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle. Les monnaies dans lesquelles les transactions sont principalement effectuées sont le dollar US (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR), le franc suisse (CHF) et le yen (JPY).

Le risque de change est analysé comme un risque global et sa gestion fait l'objet de prises de décision de la Direction générale. La politique du Groupe en termes de couverture du risque de change ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique de couverture à long terme mais dans le choix de couverture ponctuelle en fonction des évolutions conjoncturelles.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt résulte principalement de la structuration de sa dette financière. Cependant, ce risque reste très marginal dans la mesure où la quasi-totalité de la dette financière à long terme à taux variable fait l'objet d'une couverture au moyen de swaps de taux d'intérêt ou bien ont été mises en place à taux fixe (dettes obligataires).

La mise en place d'une dette financière au sein du Groupe fait l'objet d'une décision approuvée par la Direction générale.

Risques liés à une stratégie de partenariat

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, VIEL & Cie, filiale de Viel et Compagnie Finance, a depuis de nombreuses années, privilégié une position majoritaire au capital de ses participations. Lorsque VIEL & Cie a procédé à un investissement

en partenariat avec un autre établissement, un pacte d'actionnaires a été mis en place afin de protéger ses intérêts dans cet investissement.

Risque opérationnel lié aux participations contrôlées

Le risque opérationnel couvre tous les risques liés au traitement des opérations, allant de la correcte exécution des ordres de la clientèle, à la confirmation de ceux-ci puis au traitement administratif qui suit d'éventuels dysfonctionnements informatiques, qui pourraient venir fausser l'exécution des opérations, entrent également dans cette catégorie.

Par ailleurs, le risque opérationnel provient du rôle majeur que peuvent jouer les personnes clés au sein de l'organisation. Concernant les équipes opérationnelles, le risque de « débauchage » par les concurrents existe. Enfin, l'évolution et le perfectionnement des outils informatiques constituent un enjeu majeur.

Gestion du capital

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

Viel et Compagnie-Finance détient le statut de Compagnie financière, et est donc soumise, tout comme certaines de ses filiales opérationnelles à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

30. Instruments financiers

Risque de crédit

Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers évalués à la juste valeur par les réserves	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	19 886	20 556
Actifs financiers évalués au coût amorti	29 240	82 099
Prêts et créances	1 596 619	2 037 196
Instruments financiers dérivés actifs	10 585	396
Trésorerie et équivalents de trésorerie	462 924	487 349
Trésorerie non disponible	32 654	32 376
TOTAL	2 157 330	2 664 650

En raison de sa large répartition géographique et du nombre de contreparties, le Groupe n'est pas exposé à des concentrations significatives de risque de crédit sur les actifs financiers.

Plus de 90 % de l'exposition du Groupe aux contreparties est constituée de contreparties de qualité supérieure (notées BBB-/Baa3 ou supérieur) au 31 décembre 2022 et 2021.

Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022		2021	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non amérées	126 290	-10	107 121	-43
Moins de 30 jours d'ariéré	29 350	-35	27 735	-28
Entre 31 et 60 jours d'ariéré	11 822	-25	15 849	-45
Entre 61 et 90 jours d'ariéré	8 343	-8	8 188	-15
Entre 91 et 180 jours d'ariéré	8 852	-15	6 955	-12
Plus de 180 jours d'ariéré	7 648	-1 677	8 578	-768
TOTAL	192 305	-1 770	174 427	-911

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. Cependant, au 31 décembre 2022, un montant d'environ € 432 000 a été provisionné sur des créances de courtage en lien avec des contreparties russes sanctionnées.

L'échéancier des créances liées aux activités en principal rattachées ainsi que les pertes de crédit attendues se présentent comme suit :

En millions d'euros	2022			2021		
	Valeur Brute	Pertes de crédit attendues	Valeur nette	Valeur Brute	Pertes de crédit attendues	Valeur nette
Moins de 5 jours d'ariéré	65 798	0	65 798	207 144	-	207 144
Entre 6 et 15 jours d'ariéré	35 599	0	35 599	158 372	-	158 372
Entre 16 et 30 jours d'ariéré	2 205	0	2 205	66 274	-	66 274
Entre 31 et 45 jours d'ariéré	388	0	388	1 743	-	1 743
Plus de 45 jours d'ariéré	23 556	-16 734	6 823	2 328	-	2 328
TOTAL	127 546	-16 734	110 812	435 861	0	435 861

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

Toutefois, les sanctions et contre-sanctions prises par les différentes parties suite à l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 ont ajouté des complexités significatives au processus standard de règlement-livraison et ont eu un impact négatif sur la capacité technique du Groupe à exécuter pleinement certaines transactions sur des titres obligataires libellés en rouble. Ainsi, certaines contreparties, plus particulièrement celles faisant l'objet de sanctions, nonobstant leur solvabilité, pourraient ne pas pouvoir remplir leurs obligations de règlement dans un avenir prévisible. Par conséquent, une probabilité de défaut de 100% a été estimée pour les transactions dont le Groupe a reçu la livraison des titres sous-jacents à l'encontre du paiement mais pour lesquelles il est actuellement dans l'incapacité de procéder au règlement-livraison. Le montant des créances liées à ces transactions non dénouées au 31 décembre s'élève à € 16 733 000.

En cas de défaillance d'une contrepartie, les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir comprennent les rentrées provenant de la vente des titres sous-jacents aux créances et/ou celles des flux de trésorerie associés aux titres eux-mêmes. Dans le cadre de ces transactions, les titres à livrer se composent d'obligations d'État russes qui sont cotées sur un marché actif localement. Au 31 décembre 2022, la valeur de marché de ces titres reçus mais non livrés est supérieure à la valeur des créances au bilan. Toutefois, en raison des restrictions de transfert en vigueur, le Groupe considère que les incertitudes liées à l'accès au marché local autant pour la vente des titres que pour l'encaissement des flux de trésorerie associés aux titres ne permettent pas de les valoriser au bilan au 31 décembre 2022.

Par conséquent, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 16 733 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison.

Le mouvement de la provision pour pertes de crédit attendues se présente comme suit :

Au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2022	-911	-	-911
Variations de périmètre	-	-	-
Reclassement	-95	-	-95
Dotation	-1 045	-17 406	-18 451
Utilisation	96	-	96
Dissolution	156	-	156
Ecart de conversion	29	673	702
Autres	-	-	-
Au 31 décembre 2022	-1 770	-16 734	-18 504

Durant la période, un montant de € 17 838 000 a été enregistré au compte de résultat pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

Au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2021	-793	-	-793
Variations de périmètre	-24	-	-24
Reclassement	-	-	-
Dotation	-254	-	-254
Utilisation	62	-	62
Dissolution	122	-	122
Ecart de conversion	-24	-	-24
Autres	-	-	-
Au 31 décembre 2021	-911	-	-911

Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2022

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	190 074	14 746	204 820
Obligations locatives - Paiement minimum futur	3 847	5 166	9 762	38 110	15 231	72 116
Emprunts obligataires	-	-	3 855	223 402	-	227 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 541 672	14 863	13 555	-	-	1 570 090
Instruments financiers dérivés passifs	318	19	-	-	-	337
Dettes financières à court terme	18 060	23 062	393	-	-	41 516
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 563 897	43 111	27 565	451 587	29 976	2 116 136

31 décembre 2021

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	211 922	15 692	227 613
Obligations locatives - Paiement minimum futur	6 485	4 658	7 267	48 478	17 319	84 206
Emprunts obligataires	-	-	111 817	137 945	78 495	328 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 972 331	3 669	15 086	-	-	1 991 086
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	-	-	-	19
Dettes financières à court terme	34 298	22 883	552	-	-	57 733
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 013 133	31 210	134 722	398 345	111 505	2 688 915

Risque de change

Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

31 décembre 2022

en milliers d'euros	Dollar US	Livre Sterling	Euro	Franc suisse	Autres	Total
Devises fonctionnelles						
Dollar US		-210	174	-38	184	110
Livre Sterling	1 248		1 692	8	1 513	4 461
Euro	901	345		1 372	107	2 725
Franc suisse	11 606	192	1 145		3 615	16 558
Autres	1 476	-40	23	-39		1 420
TOTAL	15 231	287	3 034	1 303	5 419	

31 décembre 2021

en milliers d'euros	Dollar US	Livre Sterling	Euro	Franc suisse	Autres	Total
Devises fonctionnelles						
Dollar US		-437	432	-3	189	181
Livre Sterling	1 489		2 687	40	329	4 545
Euro	467	1 582		1 365	28	3 442
Franc suisse	12 278	317	1 075		4 326	17 996
Autres	2 317	21	47	-4		2 381
TOTAL	16 551	1 483	4 241	1 398	4 872	

Risque de taux d'intérêts

Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers	87 039	110 125
Passifs financiers	313 786	389 817
Instruments à taux fixe (net)	-226 747	-279 692
Actifs financiers	1 294 947	1 331 193
Passifs financiers	217 538	270 891
Instruments à taux variable (net)	1 077 410	1 060 301
Dont dettes financières à taux variable	209 386	232 112

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

31 décembre 2022

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	6 337	-
Swap de taux d'intérêt		

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 302	-

Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2022

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Immeubles de placement	103 292	-	-	-	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 423	-	3 658	-	3 658
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	19 886	14 910	4 976	-	19 886
Instruments financiers dérivés actifs	10 585	-	10 585	-	10 585
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</u>					
Placements monétaires à court terme	8 349	3 349	-	-	3 349
	147 535	18 259	19 218	-	37 477
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Trésorerie non disponible	32 654	-	-	-	-
Clients et autres créances	1 596 619	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	29 240	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	454 575	-	-	-	-
	2 113 088	-	-	-	-
Total actifs financiers	2 260 622	18 259	19 218	-	37 477

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
<u>Passifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Instruments financiers dérivés passifs	337	-	337	-	337
	337	-	337	-	337
<u>Passifs financiers évalués au coût amorti</u>					
<i><u>Dettes financières à long terme :</u></i>					
Emprunts Obligataires	212 629	208 134	-	-	208 134
Autres dettes financières à long terme	204 820				
Obligations locatives à Long terme	54 310	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<i><u>Dettes financières à court terme :</u></i>					
Emprunts Obligataires					
Découverts bancaires	9 766	-	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	31 750	-	-	-	-
Obligations locatives à Court terme	17 882	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 570 090	-	-	-	-
	2 101 248	208 134	-	-	208 134
Total passifs financiers	2 101 585	208 134	337	-	208 472

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Immeubles de placement	101 791	-	101 791	-	101 791
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 678	-	3 049	-	3 049
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	20 556	13 734	6 719	-	20 453
Instruments financiers dérivés actifs	396	-	396	-	396
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</u>					
Placements monétaires à court terme	6 968	1 967	5 000	-	6 967
	134 389	15 701	116 956	-	132 656
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Trésorerie non disponible	32 376	-	-	-	-
Clients et autres créances	2 012 778	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	82 099	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	480 381	-	-	-	-
	2 607 635	-	-	-	-
Total actifs financiers	2 742 024	15 701	116 956	0	132 656

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Passifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	19	-	19
	19	-	19	-	19
<u>Passifs financiers évalués au coût amorti</u>					
<u>Dettes financières à long terme :</u>					
Emprunts Obligataires	202 497	205 029			205 029
Autres dettes financières à long terme	227 613				
Obligations locatives à Long terme	56 889	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<u>Dettes financières à court terme :</u>					
Emprunts Obligataires	106 401	107 264			107 264
Découverts bancaires	34 128				
Autres dettes financières à court terme	23 605				
Obligations locatives à Court terme	16 624	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 991 086	-	-	-	-
	2 658 844	312 292	-	-	312 292
Total passifs financiers	2 658 863	312 292	19	-	312 311

31. Cours de change

Les principaux cours de change de l'euro qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation sont les suivants :

		31.12.2022		31.12.2021	
		Cours de clôture	Cours moyen	Cours de	Cours moyen
CHF	1 Franc suisse	0,9847	1,0052	1,0331	1,0797
GBP	1 Livre sterling	0,8869	0,8526	0,8403	0,8612
JPY	1 Yen japonais	140,6600	138,01	130,3800	129,7000
USD	1 Dollar américain	1,0666	1,0539	1,1326	1,1852

32. Périmètre de consolidation

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

Période de consolidation - 31.12.2022

Pays	Entités de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Devise	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IF
France	Viel et Compagnie-Finance		100,0%	EUR	11 839	Société consolidante
Europe						
Afrique du Sud	Tradition Government Bond Brokers and Derivative Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	50,0%	ZAR	1 000	IG
	Tradition Data Analytics Services (PTY) Ltd Fearways	100,0%	50,0%	ZAR	n.s.	IG
	TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	50,0%	ZAR	1 000	IG
Allemagne	Financr Deutschland GmbH, Frankfurt, et succursale de Munich	100,0%	50,0%	EUR	6 059	IG
	Tradition Financial Services GmbH, Frankfurt	21,0%	10,0%	EUR	75	NIEE
Belgique	Financr & Associates S.A., Bruxelles	100,0%	50,0%	EUR	1 987	IG
	Easdaq N.V.	16,7%	10,0%	EUR	2 633	NIEE
Emirats Arabes Unis	Tradition (Dubai) Ltd, Dubai	100,0%	50,0%	USD	450	IG
Espagne	C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid	52,4%	10,0%	EUR	379	NIEE
	Tradition Financial Services Espana, S.U.S.A. Madrid	100,0%	47,7%	EUR	n.s.	IG
France	IV Finance	100,0%	100,0%	EUR	44	IG
	Aspège S.A., Paris	100,0%	61,0%	EUR	22 280	IG
	Bourse Direct S.A., Paris	79,4%	54,0%	EUR	10 500	IG
	Exoé, Paris	76,8%	43,4%	EUR	354	IG
	Canto S.A., Paris	90,0%	42,0%	EUR	1 320	IG
	E-VIEL, Paris	100,0%	61,0%	EUR	8 888	IG
	Immoval	100,0%	100,0%	EUR	1 000	IG
	SwissLife Banque Privée, Paris	40,0%	27,1%	EUR	57 887	NIEE
	Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursales d'Amsterdam, Bruxelles, Londres, Milan et Madrid	99,0%	50,0%	EUR	11 486	IG
	TSAP OTC, Paris	100,0%	50,0%	EUR	4 838	IG
	VIEL & Cie	62,0%	67,0%	EUR	10 908	IG
	TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv	80,0%	40,0%	ILS	2 778	IG
Italie	Tradition Italia S.R.L., Milan	100,0%	50,0%	EUR	50	IG
Luxembourg	Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg	100,0%	50,0%	EUR	11 021	IG
Monaco	Canto Monaco SAM, Monaco	100,0%	50,0%	EUR	300	IG
Royaume-Uni	Tradition Management Services Ltd, Londres 2)	100,0%	50,0%	GBP	n.s.	IG
	Tradition (UK) Ltd, Londres, et succursale de Varnoise	100,0%	50,0%	GBP	35 800	IG
	Tradition UK Holdings Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	100	IG
	Tradition London Clearing Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	28 500	IG
	Tradition Financial Services Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	10 250	IG
	TFS-ICAP Ltd, Londres	51,0%	10,0%	GBP	20	NIEE
	Trad-N (UK) Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	200	IG
	ParFX (UK) Ltd, Londres	100,0%	50,0%	USD	n.s.	IG
	TFS derivatives LTD, Londres et succursales de Paris, Madrid, Milan et Amsterdam	100,0%	50,0%	GBP	23 700	IG
	TFS-ICAP Ltd, Londres	51,0%	10,0%	GBP	20	NIEE
Suisse	Compagnie Financière Tradition S.A., Lausanne	71,4%	50,0%	CHF	19 134	IG
	Financr AG, Küssnacht	100,0%	50,0%	CHF	1 580	IG
	Gettes Brokers S.A., Lausanne	40,0%	24,0%	CHF	360	NIEE
	Notos	100,0%	100,0%	CHF	86	IG
	ParFX Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG
	Starfaifa S.A., Nyon	40,0%	20,0%	CHF	142	0
	Tradifoon International, Lausanne 2)	100,0%	50,0%	CHF	200	IG
	Tradition Service Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	21 540	IG
	Trad-N Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG
	Tradition S.A., Lausanne et succursales de Zurich et Genève	100,0%	50,0%	CHF	450	IG
	TFS S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG
	TFS S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG

Pays	Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Devise		Méthode MEE/IG/IP
Amérique						
Argentine	Tradition Argentina S.A., Buenos Aires	100,0%	50,0%	ARS	1 548	IG
Chili	Tradition Chile S.A., Santiago	100,0%	50,0%	CLP	476 805	IG
Colombie	Tradition Colombia S.A., Bogota	100,0%	50,0%	COP	90 000	IG
	Tradition Securities Colombia S.A., Bogota	100,0%	50,0%	COP	200 001	IG
Etats-Unis	Tradition America Holdings Inc., New York 1)	100,0%	50,0%	USD	500	IG
	Tradition Americas LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	500	0
	Tradition SEF Inc., New York	100,0%	50,0%	USD	n.s.	IG
	Tradition Securities and Derivatives Inc., New York	100,0%	50,0%	USD	5	IG
	Trad-X US LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	n.s.	IG
	StreamingEdge.com Inc., New Jersey 2)	80,0%	40,0%	USD	n.s.	IG
	TFS Derivatives Corp. LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	95	IG
	TFS-ICAP LLC, New York	51,0%	13,8%	USD	n.s.	MEE
	TFS Energy LLC, Stamford	57,5%	28,8%	USD	n.s.	IG
	TFS Energy Solutions LLC, Stamford	60,0%	30,0%	USD	n.s.	IG
	TFS Energy Futures LLC, Stamford	100,0%	28,8%	USD	n.s.	IG
Mexique	Tradition Services S.A. de C.V., Mexico	100,0%	50,0%	MXN	50	IG
Asie - Pacifique						
Australie	Tradition Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	50,0%	AUD	n.s.	IG
	The Renewable Energy Hub Pty Ltd, Sydney	43,7%	20,9%	AUD	634	MEE
	TFS Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	50,0%	AUD	5	IG
Chine	Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong	100,0%	50,0%	HKD	25 001	IG
	TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong	100,0%	50,0%	HKD	65 200	IG
	Ping An Tradition International Money Banking Company Ltd, Shenzhen	55,0%	16,5%	CNY	50 000	MEE
Corée	Tradition Korea Ltd, Seoul	100,0%	50,0%	KRW	5 000 000	IG
Inde	Derivision capital & Securities Private Ltd, Mumbai	50,0%	25,0%	INR	34 375	MEE
Indonésie	PT Tradition Indonesia, Jakarta	98,0%	49,0%	IDR	5 000 000	IG
Japon	Tradition Nihon Ltd, Tokyo	100,0%	50,0%	JPY	300 000	IG
	Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo 1)	100,0%	50,0%	JPY	500	IG
	Gustavo.com Co., Ltd, Tokyo	50,0%	25,0%	JPY	801 354	MEE
	Ueda Tradition Holding Japan Ltd, Tokyo 1)	60,0%	30,0%	JPY	1 000	IG
	Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo	100,0%	30,0%	JPY	5 000	IG
	Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo	100,0%	30,0%	JPY	2 943 000	IG
Nouvelle Zélande	Tradition Kiwi Brokers Limited, Wellington	100,0%	47,7%	NZD	2 676	IG
Philippines	Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati	100,0%	50,0%	PHP	512 000	IG
Singapour	Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour	100,0%	50,0%	SGD	300	IG
	TFS Currencies Pte Ltd, Singapour	100,0%	50,0%	USD	700	IG
	Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour 1)	100,0%	50,0%	SGD	n.s.	IG
Thaïlande	Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok	100,0%	35,5%	THB	12 000	IG
	Tradition Fixed Income Co Ltd, Bangkok	100,0%	35,5%	THB A	n.s.	IG
	Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok	100,0%	35,5%	THB	5 000	IG

Société holding

(1) Société de services

IG : intégration globale

MEE : mise en équivalence

• Entrées

33. Effectifs

	2022	2021
Effectifs		
France	292	304
Etranger	2 218	2 138
TOTAL	2 510	2 442

34. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2022 et 2021 sont les suivants :

	KPMG				Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Audit												
□ Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 952 934	48 200			117 900	2 523 507			188 250	174 600		
○ Emetteur	51 660	48 200	2%	98%	0	0	0%	0%	24 150	23 000	13%	13%
○ Filiales intégrées globalement	2 901 264	0	98%	0%	117 900	2 523 507	100%	100%	164 100	151 600	86%	86%
□ Autres services	1 500	1 000			0	10 483			3 500	1 000		
○ Emetteur	1 500	1 000	-	-	0	0	0%	0%	1 500	1 000	-	-
○ Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	0	10 483	100%	100%	2 000	-	-	-
Sous-total	2 954 424	50 200	100%		117 900	2 533 990	100%	100%	191 750	175 600	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
□ Juridique, fiscal, social	34 829	-	-	-	-	-	0%	1%	-	-	-	-
□ Autres	-	-	-	-	0	14 000	100%	1%	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	0	14 000	0%	1%	-	-	-	-
TOTAL	2 954 424	50 200	91%	2%	117 900	2 547 990	1%	92%	191 750	175 600	9%	9%

35. Variation du périmètre de consolidation

MTS Markets International Inc.

En décembre 2022, le Groupe a acquis une participation de 100% dans la société MTS Markets International Inc., New York, pour un montant de € 7 758 000, générant un écart d'acquisition de € 3 480 000. Cette société opère la plateforme électronique MTS BondsPro, spécialisée sur le marché des obligations du secteur privé. BondsPro offre un accès à la liquidité et un service d'exécution en temps réel des ordres qui reposent sur un carnet d'ordre central, anonyme et « all-to-all ».

A la date d'acquisition, l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables se répartit comme suit :

en milliers d'euros	2022
Immobilisations corporelles	308
Actifs liés au droit d'utilisation	103
Immobilisations incorporelles	2 181
Trésorerie non disponible	469
Autres actifs courants	353
Clients et autres créances	670
Trésorerie et équivalents de trésorerie	969
Total actif	5 053
Obligations locatives	106
Fournisseurs et autres créanciers	613
Impôts à payer	56
Total passif	775
Juste valeur des actifs nets	4 278
Prix d'acquisition	7 758
Ecart d'acquisition	3 480

36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Au cours des premiers mois de l'année 2023, la poursuite de la remontée des taux d'intérêt ayant débuté en 2022 a eu pour conséquence de mettre en difficultés différents établissements financiers que ce soit aux Etats-Unis ou en Suisse. Ces événements n'ont aucun impact sur l'activité ou les résultats du Groupe.



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



FIDORG AUDIT
62, rue de la chaussée d'Antin
75009 Paris
France
339 713 869 R.C.S. Caen

Viel et Compagnie - Finance S.E.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022
Viel et Compagnie - Finance S.E.
23, place Vendôme - 75001 Paris

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30320121 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 735 417 RCS Nanterre

FIDORG AUDIT S.A.S.
Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Normandie

62, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
France
339 713 869 R.C.S. Caen



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



FIDORG AUDIT
62, rue de la chaussée d'Antin
75009 Paris
France
339 713 869 R.C.S. Caen

Viel et Compagnie - Finance S.E.

23, place Vendôme - 75001 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société Viel et Compagnie – Finance S.E.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Viel et Compagnie – Finance S.E. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère

approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

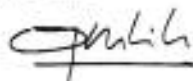
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 30 mai 2023

KPMG S.A.



Guillaume MABILLE

Associé

Paris, le 30 mai 2023

FIDORG AUDIT

Christophe CHARETON

Associé

Signé électroniquement le 30/05/2023 par
Christophe Chareton



Viel et Compagnie-Finance
Comptes consolidés
Exercice 2022

Compte de résultat consolidé

	Note	2022	2021
Chiffre d'affaires	1	989 632	855 054
Autres produits d'exploitation	2	22 530	20 879
Produits d'exploitation		1 012 162	875 933
Charges de personnel		-696 503	-622 405
Autres charges d'exploitation	3	-193 307	-152 805
Amortissements		-31 382	-28 934
Gains / Pertes de valeur des actifs		-	-
Charges d'exploitation		-921 192	-804 144
Résultat d'exploitation		90 970	71 789
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe	9	39 171	26 355
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe		130 141	98 144
Produits financiers	4	18 485	8 241
Charges financières	4	-25 541	-18 776
Résultat avant impôts		123 085	87 609
Impôts sur le bénéfice	5	-23 990	-14 848
Résultat net		99 095	72 761
Participations ne donnant pas le contrôle		56 567	41 205
Résultat net part du Groupe		42 527	31 556
<i>Résultat par action (en euros) :</i>			
<i>Résultat de base par action de la période</i>	6	54,78	40,65
<i>Résultat dilué par action de la période</i>	6	54,78	40,65

Etat du résultat Global consolidé

en milliers d'euros	Note	2022	2021
Résultat net comptabilisé au compte de résultat		99 095	72 761
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		388	280
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies		6 075	3 695
Réévaluation d'immobilisations		-417	-
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	6 046	3 975
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Ajustements à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie			
-constatés dans la réserve de couverture		7 752	-
-transférés au compte de résultat		-	-
Ecart de conversion		-13 150	17 242
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat		9	-12 112
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et coentreprises		-265	-407
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	-5 653	4 724
Autres éléments du résultat net global, nets d'impôts		393	8 699
Résultat global		99 488	81 460
Part du Groupe		44 413	34 782
Intérêts minoritaires		55 075	46 678

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

Bilan consolidé

en milliers d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
ACTIF			
Immobilisations corporelles	7	32 688	37 517
Actifs liés au droit d'utilisation	26	60 426	60 417
Immobilisations incorporelles	8	140 623	136 403
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	214 942	200 610
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14 a	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	18 510	18 857
Actifs financiers évalués au coût amorti		3 000	
Autres actifs financiers	10	11 140	12 209
Impôts différés actifs	5	26 387	32 107
Trésorerie non disponible	11	32 654	32 376
Immeubles de placement	7	103 292	101 791
Total actifs non courant		649 084	636 965
Autres actifs courants		16 489	16 801
Instruments financiers dérivés actifs	25	10 585	396
Impôts à recevoir	24	6 943	5 859
Clients et autres débiteurs	12	1 640 933	2 094 017
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	1 375	1 699
Actifs financiers évalués au coût amorti	14 b	26 240	82 099
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	462 924	487 349
Total actifs courant		2 165 488	2 688 220
TOTAL ACTIF		2 814 572	3 325 185
PASSIF			
Capital	16	11 839	11 839
Prime d'émission		-	-
Ecart de conversion		-34 920	-25 949
Réserves consolidées	16	404 371	360 973
Total des capitaux propres Part du Groupe		381 291	346 864
Intérêts minoritaires	17	280 826	267 467
Total des capitaux propres		662 117	614 331
Dettes financières à long terme	20	417 449	430 111
Obligations locatives	26	54 310	56 889
Autres passifs financiers		-	-
Provisions	21	22 771	28 537
Impôts différés passifs	5	3 392	988
Produits différés		-	-
Total passif non courant		497 923	516 524
Dettes financières à court terme	20	41 516	164 134
Obligations locatives	26	17 882	16 624
Fournisseurs et autres créanciers	23	1 570 090	1 991 086
Provisions	21	11 839	12 496
Impôts à payer	24	11 505	8 887
Instruments financiers dérivés passifs	25	337	19
Produits différés		1 363	1 084
Total passif courant		1 654 532	2 194 330
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		2 814 572	3 325 185

Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note	31.12.2022	31.12.2021
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôts		123 085	87 609
Résultat avant impôt des activités abandonnées			
Amortissements	7, 8, 26	31 382	28 934
Résultat financier net		13 361	10 112
Quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-39 171	-26 355
Variation de valeur des immeubles de placement		3 708	-1 172
Augmentation / (diminution) des provisions	21	2 735	15 834
Variation des produits différés		213	-355
Dépense relative aux paiements fondés sur des actions	19	1 119	1 222
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes		5 542	6 240
Augmentation / (diminution) du fonds de roulement		30 228	-34 367
Provisions payées		-1 401	-2 240
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	2	-	-12 872
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	2	-58	8
Intérêts payés		-16 501	-12 407
Intérêts perçus		1 617	3 882
Impôts payés		-16 779	-16 514
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		139 080	47 559
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'actifs financiers		-12 097	-67 460
Valeur de vente des actifs financiers		69 333	543
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		-7 175	-5 774
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-5 736	-6 181
Valeur de vente des immobilisations corporelles		42	7 200
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-4 705	-6 299
Valeur de vente des immobilisations incorporelles		-1	54
Dividendes reçus		18 448	15 267
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible		-1 291	-3 562
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		56 817	-66 212
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Augmentation des dettes financières à court terme	20	7 959	2 779
Diminution des dettes financières à court terme	20	-109 433	-27 758
Augmentation des dettes financières à long terme	20	-	181 711
Diminution des dettes financières à long terme	20	-23 580	-1 044
Paiement des obligations locatives	26	-18 149	-14 878
Variation des autres dettes à long terme		-	-
Augmentation / réduction du capital et prime d'émission		-	-
Acquisition d'intérêts non contrôlants	17	-19 937	512
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	18	-6 001	-6 001
Dividendes et autres versements hors Groupe		-22 728	-21 767
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-191 869	113 554
Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée		-4 091	12 677
Augmentation/diminution de trésorerie et équivalents		-62	107 578
Trésorerie et équivalents au début de la période	15	453 220	345 642
Trésorerie et équivalents à la fin de la période	15	453 158	453 220

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros Excepté le nombre d'actions</i>	<i>Note</i>	Nombre d'actions	Capital social	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</i>		776 356	11 839	-25 949	360 973	346 863	267 467	614 331
Résultat net de la période		-	-	-	42 527	42 527	56 567	99 095
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-6 582	8 468	1 886	-1 492	394
Total du résultat net pour la période				-6 582	50 996	44 413	55 075	99 489
Augmentation de capital		-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	18	-	-	-	-6 001	-6 001	-22 728	-28 729
Variation d'actions Propres		-	-	-	-	-	-	-
Incidence des variations de périmètre		-	-	-2 388	-2 948	-5 336	-20 102	-25 438
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	790	790	374	1 164
Autres variations		-	-	-	561	561	739	1 300
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2022</i>		776 356	11 839	-34 920	404 371	381 291	280 826	662 117

<i>En milliers d'euros Excepté le nombre d'actions</i>	<i>Note</i>	Nombre d'actions	Capital social	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2020</i>		776 356	11 839	-27 314	331 965	316 491	243 925	560 415
Résultat net de la période		-	-	-	31 556	31 556	41 205	72 761
Autres éléments du résultat global	16	-	-	1 365	1 861	3 226	5 473	8 699
Total du résultat net pour la période				1 365	33 417	34 782	46 678	81 460
Augmentation de capital		-	-	-	0	-	0	0
Dividendes versés	18	-	-	-	-6 001	-6 001	-21 767	-27 768
Variation d'actions Propres		-	-	-	0	-	0	-
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-3 241	-3 241	-3 572	-6 813
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	1 914	1 914	2 007	3 921
Autres variations		-	-	-	2 919	2 919	196	3 115
<i>Capitaux propres au 31 Décembre 2021</i>		776 356	11 839	-25 949	360 973	346 863	267 467	614 331

Annexes aux comptes consolidés

Informations générales

Viel et Compagnie-Finance est une société européenne, domiciliée au 23 Place Vendôme 75001, à Paris. Viel et Compagnie-Finance détient une participation majoritaire dans une société cotée VIEL & Cie, ainsi que diverses participations dans des sociétés actives dans le secteur de l'immobilier.

VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans plus de 30 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée.

Viel et Compagnie-Finance est détenue à hauteur de 91,98 % par une personne privée au 31 décembre 2022.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance au 31 décembre 2022 par décision du 22 mai 2023 et qui sont présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 9 juin 2023.

Principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation de Viel et Compagnie-Finance.

Les comptes consolidés du groupe Viel et Compagnie-Finance sont établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ils ont été établis selon le principe du coût historique, sauf indication contraire.

Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2021 à l'exception des modifications suivantes appliquées depuis le 1er janvier 2022 :

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 37 (modifications)	- Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1er janvier 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	- Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	1er janvier 2022

L'adoption de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Principales estimations et hypothèses comptables

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges ainsi que sur les informations complémentaires fournies au cours de la période, sont les suivantes :

Perte de valeur des écarts d'acquisition :

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de clôture. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés et est comparée à la capitalisation boursière quand ce critère peut s'appliquer. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui

estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

Impôts différés actifs :

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

Engagements envers le personnel

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

Provisions pour litiges

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Des informations complémentaires sont données en note 21.

Principales méthodes comptables

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de Viel et Compagnie-Finance ainsi que ceux de ses filiales, co-entreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de détention, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

Regroupements d'entreprises

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le prix d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

Méthodes de consolidation

Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés contrôlées par Viel et Compagnie-Finance, directement ou indirectement. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

Co-entreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles Viel et Compagnie-Finance exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle ni le contrôle conjoint, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque Viel et Compagnie-Finance détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Elimination des opérations réciproques

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

Traitement des devises étrangères

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés dans une devise autre que l'euro, incluant les écarts d'acquisition et les actifs et passifs évalués en juste valeur à la date de la prise de contrôle, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'exercice, sauf en cas de fluctuation significative des cours de change.

Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et imputées dans les autres éléments du résultat global, sous la rubrique « Écart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière qui était imputé dans les capitaux propres de son pôle de détention est constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2022 et 2021 est présenté en note 31.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de Viel et Compagnie-Finance avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts au compte de résultat comprend les impôts courants et différés sur le bénéfice, les ajustements d'impôts d'années précédentes ainsi que les éventuels intérêts et les pénalités. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés ou dans les autres éléments du résultat global est enregistré dans les capitaux propres consolidés, respectivement dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice ou au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Des impôts différés passifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception de celles relatives à la reconnaissance initiale d'écarts d'acquisition. Des impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles et reports déficitaires, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

Immeubles de placement

Cette rubrique est composée d'immeubles de placement faisant l'objet d'une évaluation à la juste valeur en application de la norme IAS 40, en raison des modalités d'acquisition de ces immeubles et de l'intention de gestion attachée à ces biens, et en application de la norme IFRS 13. Lors de chaque arrêté comptable, ces biens font l'objet d'une évaluation de leur valeur de marché par un expert indépendant qualifié en matière d'évaluation immobilière, sur la base notamment d'une analyse des transactions précédentes sur des biens qui présentent des caractéristiques similaires. Le montant de l'ajustement de la valeur de ces actifs est constaté par le résultat

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

- Immeubles : 40 ans
- Agencements et installations : entre 5 et 10 ans
- Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les immeubles sont comptabilisés au bilan à leur valeur d'acquisition (voir note 7) mais peuvent faire l'objet d'une réévaluation sur la base d'une évaluation appréciant la juste valeur de cet actif. Dans le cas d'une réévaluation les différents composants constitutifs de cet actif sont amortis selon leur durée probable d'utilité.

Les différents composants identifiés et leur durée d'utilité sont les suivants :

Composants	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement
Murs/ fondations/ Charpentes/ cloisons fixes	40 ans	Linéaire
Toitures	30 ans	Linéaire
Portes et fenêtres	20 ans	Linéaire
Ascenseurs	15 ans	Linéaire
Autres	10 ans	Linéaire

Les immeubles d'exploitation sont comptabilisés au bilan à leur coût présumé déterminé sur la base d'une expertise indépendante en date du 1^{er} janvier 2004. A cette date, les immeubles font l'objet d'une réévaluation dont le montant est constaté en « Ecart de réévaluation » dans les capitaux propres consolidés. Les immeubles ainsi réévalués sont amortis de façon linéaire annuellement. Les différents composants identifiés et leur durée d'utilité sont liés à la nature de chacun des immeubles d'exploitation. Les différentes modalités sont présentées en note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Contrats de location – le groupe comme preneur

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé avec facilité.

Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, montants à payer attendus au titre de garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont générées à l'interne ou acquises, soit séparément, soit dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et sont reconnues lorsqu'elles sont identifiables et peuvent être évaluées de manière fiable.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, le cas échéant, d'une dépréciation cumulée pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- | | |
|--|------------------|
| ○ Logiciels : | entre 3 et 5 ans |
| ○ Autres immobilisations incorporelles : | entre 3 et 5 ans |
| ○ Ecart d'acquisition : | Indéfinie |

Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée annuellement qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non, ou plus régulièrement lorsqu'il existe des indices révélant une perte de valeur.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie et ensuite, aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

Activité de teneur de comptes

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

Activité en principal

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement – livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en hors bilan (Cf. note 28).

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur juste valeur. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

Afin de réduire le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise de manière ponctuelle des swaps de taux d'intérêts pour convertir certaines dettes bancaires à taux variables en dettes à taux fixe. Le Groupe les désigne comme des couvertures de risque de taux d'intérêts sur flux de trésorerie. Au début de la transaction, le Groupe documente la relation entre les instruments de couverture et les positions couvertes ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui ont conduit à ces opérations de couverture. En particulier, la documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, la position couverte, la nature du risque couvert et la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture. De telles opérations de couverture sont présumées être hautement efficaces pour couvrir les variations de flux de trésorerie et le Groupe les évalue à intervalles réguliers afin de mesurer leur efficacité réelle durant la période de couverture. La part efficace des gains ou pertes sur les instruments de couverture désignés et qualifiant comme tel est comptabilisée dans les capitaux propres tandis que la part inefficace est comptabilisée immédiatement au compte de résultat. Les montants accumulés dans les capitaux propres sont transférés dans le compte de résultat de la ou des période(s) au cours desquelles la transaction prévue couverte affecte le compte de résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiale

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée ou diminuée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Classement et évaluation ultérieure

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;

Un modèle de gestion correspond à la manière dont est géré collectivement un groupe d'actifs financiers pour générer des revenus. Son objectif est de traduire au mieux les pratiques de gestion des actifs concernés. Il est identifié au sein du Groupe à partir des faits objectifs qui peuvent être observés comme l'analyse de l'organisation du métier, de ses systèmes d'information, de ses rapports internes, de son mode de suivi des risques, ou encore de ses décisions de gestion passées (historiques de cessions par exemple). Conformément à la norme IFRS 9, trois types de modèles de gestion peuvent s'appliquer :

- Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs (modèle « Collecte »).
 - Un modèle qui consiste à collecter les flux contractuels des actifs et effectuer des cessions (modèle « Collecte et Vente »).
 - Un modèle particulier aux autres actifs financiers, notamment ceux gérés à des fins de transaction.
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Elles sont appréhendées via le critère/test SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument et analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite des pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présentés au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Pour les instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les produits d'intérêts, les différences de change et les pertes de valeur ou reprises de dépréciation sont comptabilisées dans le compte de résultat et calculées de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Les variations de juste valeur restantes sont comptabilisées par le biais des autres éléments du résultat global. Lors de la décomptabilisation, la variation de juste valeur cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est recyclée au compte de résultat.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement.

d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Le Groupe a choisi de classer irrévocablement les titres de participation non cotés dans cette catégorie (cf. note 14 A).

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Cette catégorie comprend les instruments dérivés et les instruments de capitaux propres que le Groupe n'a pas choisi irrévocablement de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Dépréciation des actifs financiers

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues.

Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance selon une approche simplifiée. Une analyse est effectuée sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture.

Pour tous les autres instruments financiers, le Groupe comptabilise un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Si le risque de crédit sur l'instrument financier n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, le Groupe évalue la correction de valeur pour pertes de cet instrument financier au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie représentent les pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir représentent une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et s'élèvent aux pertes de crédit attendues des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Pour évaluer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale, le Groupe compare le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Pour porter son appréciation, le Groupe tient compte des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables, telles qu'une modification de la notation de crédit de l'instrument financier.

Un actif financier est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier.

Le Groupe considère qu'un actif financier est en défaut lorsqu'il est peu probable que la contrepartie paie ses obligations de crédit envers le Groupe intégralement, sans recours par le Groupe à des actions telles que la réalisation des actifs reçus en garantie.

La période maximale considérée lors de l'estimation des pertes de crédit attendue est la durée contractuelle maximale sur laquelle le Groupe est exposé au risque de crédit.

Les pertes de crédit représentent la différence entre le total des flux de trésorerie qui sont dus à au Groupe selon les termes d'un contrat et le total des flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les flux de trésorerie pris en considération comprennent les rentrées provenant de la vente d'actifs reçus en garantie. L'évaluation des pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance.

La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsqu'il n'a pas d'attente raisonnable de recouvrement à l'égard de la totalité ou d'une partie de cet actif financier.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous « Autres charges d'exploitation ».

Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiale

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier.

Classement et évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en deux catégories :

- Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net
- Passifs financiers au coût amorti

Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et passifs désignés lors de la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. Cette catégorie comprend les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture.

Passifs financiers au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti du passif financier est ajusté de manière à refléter les flux de trésorerie contractuels réels et les flux de trésorerie contractuels estimés révisés. L'ajustement est comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge. Cette catégorie comprend les dettes financières, les obligations locatives ainsi que les fournisseurs et autres créanciers.

Juste valeur

La juste valeur représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. L'évaluation d'une juste valeur suppose que la transaction pour la vente de l'actif ou le transfert du passif a lieu soit sur le marché principal pour l'actif ou le passif, soit en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument financier en utilisant le prix coté sur un marché actif pour cet instrument. Un marché est considéré comme « actif » si les transactions sur l'actif ou le passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

S'il n'y a pas de prix coté sur un marché actif, le Groupe utilise des techniques d'évaluation appropriées aux circonstances et pour lesquelles les données sont disponibles en quantité suffisante pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et en minimisant celle des données d'entrée non observables.

Le Groupe applique une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Les niveaux retenus sont les suivants :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) auquel le Groupe peut avoir accès, sur un marché actif pour un instrument identique. C'est notamment le cas pour certains instruments de capitaux propres et les emprunts obligataires dont la juste valeur repose sur les cours de clôture à la bourse à la date du bilan.

- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés. Il s'agit de techniques d'évaluation telles que l'actualisation de flux de trésorerie, des modèles de valorisation standard basés sur des paramètres de marché de taux d'intérêts, des courbes de rendement ou de taux de change, des avis de courtiers pour des instruments similaires et l'utilisation de transactions comparables réalisées dans des conditions de concurrence normale. Par exemple, la juste valeur des contrats de change à terme sur devises et des swaps de devises est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futures estimés. Certains instruments de capitaux propres sont évalués sur la base de multiple de valorisation.

Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché comme par exemple une prévision financière élaborée à partir des données internes de la société.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

Capitaux propres

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

Provisions

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Produits différés

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

Engagements envers le personnel

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

Paielements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction générale et cadres supérieurs leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscription, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscription octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant à un modèle de valorisation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date. Le modèle retenu est celui des simulations Monte-Carlo, qui repose sur la création d'un échantillon aléatoire de variations de la valeur de l'action : des milliers de scénarii d'évolution de la valeur de l'action sont ainsi générés et permettent d'estimer, de manière statistique, la valeur des droits optionnels pour chaque scénario, qui est ensuite actualisée pour estimer leur valeur.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

Nouvelles normes et interprétations

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2022.

Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 ^{er} janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023
IFRS 17 (Modifications)	1 ^{ère} application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 - Informations comparatives	1 ^{er} janvier 2023

Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs non courants avec des clauses restrictives	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16	- Obligation locative découlant d'une cession-bail	1 ^{er} janvier 2024

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

Surveillance prudentielle

La société Viel et Compagnie-Finance est supervisée par la Banque de France dans le cadre de son statut de compagnie financière. Depuis juin 2021, la société est passée d'un mode dérogatoire selon l'article 15 du CRR à un mode de surveillance sur la base des données consolidées suite à l'entrée en application du référentiel IFR.

Faits marquants

Au cours de l'année 2022, les sanctions prises contre la Russie, des entités et individus russes, ainsi que les contre-sanctions et autres mesures prises par la Russie ont entraîné une hausse de la volatilité sur les marchés financiers au cours de cette période. L'accumulation de ces mesures ont également entraîné des retards dans la chaîne de règlement-livraison des titres libellés en roubles. Au 31 décembre, le groupe enregistre au bilan une opération de règlement-livraison en suspens pour un montant de 21,2 millions d'euros, provisionnée à hauteur de 19,5 millions d'euros. Ces retards de règlement-livraison ont ainsi eu un impact sur le compte de résultat consolidé 2022, se soldant par une perte nette de 1,4 million d'euros. Cette perte nette est composée de gains pour un montant total de 23,4 millions d'euros liés à des produits liés à la valorisation des instruments concernés lors du débouclage d'une partie des opérations (Cf. note 2) ainsi que des gains de change (Cf. note 4), et d'une perte d'un montant de 24,8 millions d'euros constituée de provision pour dépréciation de la valeur des instruments encore en suspens et de dépréciation de créances (Cf. notes 3 et 12).

Notes aux comptes consolidés

1. Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de Viel et Compagnie-Finance, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction Générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les quatre segments d'activité retenus par Viel et Compagnie-Finance pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée, et l'activité de gestion d'actifs immobiliers menée par les filiales directes de Viel et Compagnie-Finance.

Au niveau secondaire, les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination - localisation géographique de ses clients - n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction Générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

Informations par secteur d'activité

Exercice 2022 en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	942 516	47 116			989 632	-	989 632
Charges d'exploitation (1)	-848 774	-39 133		-2 705	-890 612	-	-890 612
Résultat d'exploitation sectoriel	93 742	7 983	-	-2 705	99 020	-	99 020
Produits /Charges non allouées (2)	-	-	-	-	0	-8 050	-8 050
Résultat d'exploitation	93 742	7 983	-	-2 705	99 020	-8 050	90 970
Résultat des participations MEE	29 439	-	9 907		39 346	-174	39 172
Résultat financier	-3 732	-173		-51	-3 955	-3 101	-7 056
Résultat avant impôts	119 449	7 810	9 907	-2 756	134 410	-11 325	123 085
Impôts sur les bénéfices	-22 535	-1 962		143	-24 353	363	-23 990
Résultat net	96 914	5 848	9 907	-2 613	110 057	-10 962	99 095

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits / Charges nets afférents aux holdings du Groupe

Exercice 2021 en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	809 135	45 919			855 054	-	855 054
Charges d'exploitation (1)	-741 336	-35 957		510	-776 783	-	-776 783
Résultat d'exploitation sectoriel	67 799	9 962	-	510	78 271	-	78 271
Produits / Charges non allouées (2)	-	-	-	-	0	-6 481	-6 481
Résultat d'exploitation	67 799	9 962	-	510	78 271	-6 481	71 789
Résultat des participations MEE	20 915	-	5 618		26 533	-179	26 354
Résultat financier	-9 984	27		158	-9 799	-737	-10 536
Résultat avant impôts	78 730	9 989	5 618	668	95 005	-7 397	87 608
Impôts sur les bénéfices	-12 499	-2 657		112	-15 044	195	-14 849
Résultat net	66 231	7 332	5 618	780	79 962	-7 202	72 760

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits / Charges nets afférents aux holdings du Groupe

Actifs sectoriels

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

En milliers d'euros En 2022	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	958 812	1 357 135	-	113 496	2 429 443	-	2 429 443
Participations dans les sociétés associées	152 930		60 975		213 906	1 038	214 944
Actifs non alloués (3)	-	-	-		-	170 187	170 187
Total Actif	1 111 743	1 357 135	60 975	113 496	2 643 349	171 225	2 814 575

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

En milliers d'euros En 2021	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	1 420 518	1 382 607	-	112 885	2 916 010	-	2 916 010
Participations dans les sociétés associées	144 829		54 751		199 581	1 229	200 810
Actifs non alloués (3)	-	-	-		-	208 566	208 566
Total Actif	1 565 347	1 382 607	54 751	112 885	3 118 591	209 795	3 328 386

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

Informations par secteur géographique

Exercice 2022	Activités poursuivies			
En milliers d'euros	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	Total
Chiffre d'affaires	457 190	295 242	237 200	989 632
Actifs non courants	176 395	38 186	19 185	233 736

Exercice 2021	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	
En milliers d'euros				
Chiffre d'affaires	412 965	235 436	206 653	855 054
Actifs non courants	185 357	33 902	15 078	234 337

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.
Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

Information concernant les clients importants :

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2022 et 2021.

2. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Plus / Moins-values sur cession d'actifs immobilisés	58	-8
Plus-values sur cessions de sociétés	-	12 112
Autres produits d'exploitation	22 472	8 775
TOTAL	22 530	20 879

En 2022, la rubrique « Autres produits d'exploitation » inclut un gain de € 16 363 000 en relation avec des modifications substantielles des conditions de règlement d'une dette liée aux activités en principal libellée en rouble.

En 2021, la rubrique « Plus-values sur cessions de sociétés » est constituée principalement d'écarts de conversions cumulés sur les actifs nets de filiales aux Etats-Unis qui ont été liquidées durant l'exercice.

3. Autres charges d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Charges de télécommunication et d'information financière	-60 633	-55 747
Charges de voyages et de représentations	-28 674	-16 981
Honoraires professionnels	-23 459	-14 961
Charges de location immobilière	-9 141	-7 618
Autres charges d'exploitation	-71 401	-57 497
TOTAL	-193 307	-152 805

En 2022, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 19 898 000 pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

En 2021, la rubrique « Autres charges d'exploitation » inclut un montant de € 13 128 000 en lien avec des provisions pour litiges (cf. note 21).

4. Résultat financier net

Cette rubrique se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Produits d'intérêts	2 531	934
Produits des titres de participation	396	1 189
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	64	1 723
Plus-values sur cession de titres de participation	72	144
Gains de change	13 954	3 562
Autres produits financiers	1 468	688
Produits financiers	18 485	8 241
Charges d'intérêts	-13 143	-9 839
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	-716	-1 238
Pertes de change	-6 995	-3 957
Charges financières sur les obligations locatives	-2 448	-2 424
Autres charges financières	-2 239	-1 319
Charges financières	-25 541	-18 776
Résultat financier net	-7 056	-10 535

Le résultat de change net du aux fluctuations de cours des devises représente un gain net de € 6 312 000 qui provient essentiellement de la réévaluation de créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison libellées en rouble et dont la majeure partie a été réalisée durant l'exercice.

5. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

En milliers d'euros	2022	2021
Charge d'impôts courants	17 996	15 816
Charges / (Produits) d'impôts différés	5 995	-968
Impôt sur le bénéfice	23 990	14 848

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de Viel et Compagnie-Finance peut s'analyser comme suit :

	2022		2021	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		123 085		87 609
Ajustement de la quote-part des sociétés associées		-39 171		-26 355
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées		83 914		61 254
Taux d'imposition normatif	21,63%	18 151	22,38%	13 709
Effet fiscal des éléments suivants :				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	0,44%	373	-0,98%	-599
Déficits de l'exercice non valorisés	4,37%	3 688	2,79%	1 706
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	-0,75%	-629	-1,06%	-647
Produits non imposable	-0,39%	-327	-6,33%	-3 875
Charges non déductibles	4,39%	3 683	7,43%	4 563
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	0,00%	0	0,00%	0
Variation du taux d'impôt	-0,17%	-145	-0,06%	-39
Impôt concernant les exercices antérieurs	0,02%	18	0,51%	311
Divers	-0,93%	-800	-0,46%	-281
Taux d'imposition effectif du Groupe	28,59%	23 991	24,24%	14 848

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de Viel et Compagnie-Finance est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes.

Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Ecart actuariel des régimes à prestations définies	1 125	628
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	130	-22
Autres	2 273	-
Total charges / (produits) d'impôts différés	3 528	606

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

en milliers d'euros	2022	2021
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions	-22	-1 554
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions	-609	-1 267
Total charges / (produits) d'impôts	-632	-2 821

Les Impôts différés ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	01.01.2021	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecart de conversion	31.12.2021
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	3 204	-115	-	-	-	-95	2 994
Immobilisations incorporelles	963	-57	-	-	-	95	1 001
Report fiscal déficitaire	15 558	-4 742	-	-	-	510	11 326
Provisions et charges à payer	14 032	1 291	-1 012	608	-	690	15 609
Obligations locatives	14 146	360	-	-	-	694	15 200
Autres	5 376	-1 466	-	-	-	258	4 167
Total	53 278	-4 730	-1 012	608	-	2 153	50 298
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	372	-88	-	-	-	194	478
Immobilisations incorporelles	1 688	447	-	-	-	-774	1 360
Actifs liés au droit d'utilisation	11 843	-390	-	-	-	1 332	12 785
Autres	8 257	-1 666	-133	-	-	6 220	12 679
Total	22 159	-1 697	-133	-	-	6 973	27 302
Total impôts différés nets	31 119	-3 032	-879	608	0	-4 820	22 995
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	32 107						26 387
Impôts différés passifs	988						3 392
Total net	31 119						22 995

Au 31 décembre 2022, le Groupe présente séparément les impôts différés actifs et passifs résultants des différences temporelles relatives aux contrats de location.

En milliers d'euros	01.01.2021	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecart de conversion	31.12.2021
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	2 959	149	-	-	-	96	3 204
Immobilisations incorporelles	833	34	-	-	-	95	963
Report fiscal déficitaire	14 485	407	-	-	-79	745	15 558
Provisions et charges à payer	13 024	81	-628	-	1 246	309	14 032
Obligations locatives	14 607	-1 437	-	-	-	977	14 146
Autres	4 832	161	-	-	-4 202	4 585	5 376
Total	50 740	-606	-628	-	-3 035	6 806	53 278
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	665	327	-	-	-	-621	372
Immobilisations incorporelles	2 440	909	-	-	-	-1 662	1 688
Actifs liés au droit d'utilisation	11 948	875	-	-	-	-981	11 843
Autres	7 020	-808	22	-	1	2 023	8 257
Total	22 073	1 304	22	-	-	-1 241	22 159
Total impôts différés nets	28 667	-1 910	-650	-	-3 035	8 047	31 119
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	30 490						32 107
Impôts différés passifs	1 823						988
Total net	28 667						31 119

Au 31 décembre 2022, les impôts différés actifs non enregistrés s'élèvent à € 39 342 000 (2021 : € 36 009 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
A moins d'un an	-	-
Entre un et cinq ans	355	1 602
Supérieur à cinq ans	6 793	6 050
Durée illimitée	112 783	105 760
Total	119 931	113 412

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 717 000 (2021 : € 2 704 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de Viel et Compagnie-Finance sont détaillés ci-après :

	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	42 527	31 556
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	776 356	776 356
Nombre d'actions retenu pour le calcul	776 356	776 356
Résultat de base par action (en euros)	54,78	40,65
	2022	2021
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	42 527	31 556
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	776 356	776 356
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	776 356	776 356
Résultat dilué par action (en euros)	54,78	40,65

7. Immobilisations corporelles, immeubles de placement et stocks d'immeubles

Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2022

en milliers d'euros

	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2022	6 952	58 679	63 661	8 210	137 503
Variation de périmètre	-	47	244	-	291
Acquisitions de l'exercice	-	2 513	1 859	1 364	5 736
Cessions – mises au rebut	-	-345	-1 054	-3	-1 402
Reclassements	-585	-3 661	0	-17	-4 263
Ecart de conversion	429	279	-109	187	786
Valeur brute au 31 décembre 2022	6 796	57 512	64 601	9 741	138 651
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2022	-1 094	-41 250	-56 317	-1 325	-99 987
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-460	-3 375	-3 825	-225	-7 885
Pertes de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	297	1 060	3	1 360
Reclassements	-90	90	-	-	-
Ecart de conversion	150	130	196	-14	462
Autres variations	87	-	-	-	87
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022	-1 407	-44 109	-58 887	-1 561	-105 963
Valeur nette au 31 décembre 2022	5 390	13 404	5 714	8 180	32 688
Dont actifs sous contrat de location- financement	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2021

en milliers d'euros

	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2021	8 892	53 846	58 619	7 030	128 388
Variation de périmètre	-	401	145	51	597
Acquisitions de l'exercice	450	3 563	2 093	66	6 172
Cessions – mises au rebut	-	-515	-370	-	-885
Reclassements	-2 773	-1 634	561	897	-2 949
Ecart de conversion	383	3 018	2 613	166	6 180
Valeur brute au 31 décembre 2021	6 952	58 679	63 661	8 210	137 503
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2021	-2 535	-37 698	-50 232	-1 068	-91 534
Variation de périmètre	-	-282	-130	-36	-448
Amortissements de l'exercice	-3	-3 281	-3 995	-211	-7 490
Pertes de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	511	370	-	881
Reclassements	1 302	1 628	1	-	2 931
Ecart de conversion	142	-2 128	-2 331	-10	-4 327
Autres variations	-	-	-	-	-
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-1 094	-41 250	-56 317	-1 325	-99 987
Valeur nette au 31 décembre 2021	5 859	17 429	7 343	6 885	37 517
Dont actifs sous contrat de location- financement	-	-	-	-	-

Immeubles de placement et stocks d'immeubles

Viel et Compagnie-Finance détient, par le biais de ses filiales, un portefeuille d'immeubles de placement, dont la variation au cours de l'exercice 2022 est la suivante :

En milliers d'euros	
	31/12/2020
Acquisitions	102 350
Amortissement	-
Cessions	-7 200
Reclassements	4 407
Variations de juste valeur	1 160
Ecart de conversion	1 074
	31/12/2021
Acquisitions	101 791
Amortissement	-
Cessions	-
Reclassements	3 847
Variations de juste valeur	-3 771
Ecart de conversion	1 425
	31/12/2022
	103 292

8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2022:

<i>en milliers d'euros</i>	Fonds de commerce	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2022	13 965	103 816	98 539	0	6 743	223 062
Variation de périmètre	-	3 420	1 259	-	795	5 474
Acquisitions de l'exercice	-	-	4 324	-	381	4 705
Cessions - mises au rebut	-	-	-4 164	-	-370	-4 534
Reclassements	-	-	51	-	-51	0
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	1 004	1	-	14	991
Valeur brute au 31 décembre 2022	13 965	108 241	100 009	0	7 484	229 699
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1er janvier 2022	-284	-942	-82 534	0	-2 898	-86 659
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-	-	-6 811	-	-138	-6 949
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	-	4 164	-	368	4 532
Reclassements	-	-	-	-	-	-
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-46	1	-	46	1
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2022	-284	-989	-85 180	0	-2 623	-89 076
Valeur nette au 31 décembre 2022	13 680	107 252	14 829	-0	4 861	140 623

Au 31 décembre 2021 :

<i>en milliers d'euros</i>	Fonds de commerce	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1er janvier 2021	13 965	95 682	90 497	53 121	5 874	259 138
Variation de périmètre	-	6 045	549	-	8	6 602
Acquisitions de l'exercice	1 293	-	4 106	-	899	6 299
Cessions - mises au rebut	-	-	-994	-54 888	-58	-55 941
Reclassements	-1 285	1 285	-	-	-10	-10
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-8	804	4 381	1 767	30	6 974
Valeur brute au 31 décembre 2021	13 965	103 816	98 539	0	6 743	223 062
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1er janvier 2021	-271	-901	-73 646	-53 122	-2 564	-130 503
Variation de périmètre	-	-	-465	-	-	-465
Amortissements de l'exercice	-	-	-5 826	-	-351	-6 177
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	-	995	54 888	-	55 883
Reclassements	-	-	-	-	-	-
Variation de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-14	-41	-3 592	-1 767	16	-5 397
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-284	-942	-82 534	0	-2 898	-86 659
Valeur nette au 31 décembre 2021	13 680	102 874	16 004	-0	3 845	136 403

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2022 :

en milliers d'euros	31.12.2022			31.12.2021		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
VIEL & Cie	16 355	-	16 355	16 355	-	16 355
Pôle Intermédiation professionnelle	52 351	-989	51 362	48 069	-942	47 127
Compagnie Financière Tradition (CFT)	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
Carax SA	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
TFS, Lausanne	15 291	-	15 291	14 575	-	14 575
Autres	7 228	-989	6 239	3 662	-942	2 720
Pôle Bourse en ligne	39 535	-	39 535	39 392	-	39 392
Bourse Direct	32 774	-	32 774	32 774	-	32 774
E-VIEL	573	-	573	573	-	573
Exoé	6 188	-	6 188	6 045	-	6 045
Total inclus dans les immobilisations incorporelles	108 241	-989	107 252	103 816	-942	102 874
Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)	25 295	-	25 295	25 714	-	25 714
Total des écarts d'acquisition	133 536	-989	132 547	129 530	-942	128 588

Une participation majoritaire a été acquise en 2021 dans la société Exoé, rattachée au pôle Bourse en ligne.

Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition constatés au bilan de Viel et Compagnie-Finance ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) correspond à la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésoreries auxquelles ces écarts d'acquisition sont rattachés, est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur d'utilité de l'activité sous-jacente par rapport à la valeur comptable de l'UGT. Des taux d'actualisation de 8,5 % à 12,13 % (2021 : 6,5 % à 10,97 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations et incluent une prime de risque de marché pour refléter le risque sur chacun des marchés ainsi qu'une prime de risque supplémentaire pour refléter le risque supplémentaire lié à la taille des unités génératrices de trésorerie.

Par ailleurs, des taux de croissance de 2,0 % à 5,0 % (2021 : 0,0 % à 1,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

en %	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	2022	2021	2022	2021
Pôle Intermédiation				
Compagnie Financière	9,80%	6,50%	2,00%	1,00%
Autres	8,5% - 11,8%	6,5% - 8,8%	2,00 % à 5,00 %	0,00 % à 1,00
Autres				
Pôle Bourse en ligne				
Bourse Direct	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%
E-VIEL	12,13%	10,97%	2,00%	2,00%

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2022 et 2021.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

9. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par Viel et Compagnie-Finance ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Co-entreprises	Total
Au 1er janvier 2022	84 462	116 151	200 610
Résultat net de la période	21 285	17 884	39 169
Dividendes distribués	-8 429	-9 624	-18 053
Acquisitions	-	187	187
Autres éléments du résultat global	-265	-	-265
Ecart de conversion	-622	-6 086	-6 708
Au 31 Décembre 2022	96 430	118 512	214 942

en milliers d'euros	Sociétés associées	Co-entreprises	Total
Au 1er janvier 2021	75 850	111 476	187 326
Résultat net de la période	12 091	14 263	26 355
Dividendes distribués	-5 464	-8 615	-14 079
Autres éléments du résultat global	-407	-	-407
Ecart de conversion	2 392	-974	1 418
Au 31 Décembre 2021	84 462	116 151	200 610

Sociétés associées

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2022 :

En milliers EUR	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque Privée	Autres sociétés associées	Total
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	16 817	7 511	25 904		
Actif courant	43 643	102 997	3 018 096		
Passif non courant	642	2 419	4 008		
Passif courant	29 913	38 604	2 897 229		
Actif net	29 906	69 485	142 763		
Quote-part du Groupe dans :					
- dans l'actif net	9 689	22 930	60 538	1 606	
- écarts d'acquisition	-	-	437	1 229	
Valeur comptable au 31 décembre	9 689	22 930	60 975	2 835	96 430
Chiffre d'affaires	33 538	97 887	88 393		
Résultat net de l'exercice	45	34 010	24 767	212	
Autres éléments du résultat global	-818	-	-		
Résultat global de l'exercice	-773	34 010	24 767	212	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	15	11 223	9 907	140	21 285
- les autres éléments du résultat global	-265	-	-	-	-265
- le résultat global	-250	11 223	9 907	140	21 020
Dividendes versés au Groupe	-	4 752	3 677	-	8 429

Au 31 décembre 2021 :

En milliers EUR	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque Privée	Autres sociétés associées	Total
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	9 166	5 166	28 006		
Actif courant	50 327	77 129	3 130 783		
Passif non courant	1 113	558	5 666		
Passif courant	29 172	28 852	3 025 920		
Actif net	29 207	52 885	127 203		
Quote-part du Groupe dans :					
- dans l'actif net	9 463	17 452	54 314	1 574	
- écarts d'acquisition	-	-	437	1 227	
Valeur comptable au 31 décembre	9 463	17 452	54 751	2 801	84 468
Chiffre d'affaires	27 778	66 733	72 117		
Résultat net de l'exercice	-2 529	21 473	14 046	469	
Autres éléments du résultat global	-1 256	-	-		
Résultat global de l'exercice	-3 786	21 473	14 046	469	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	-820	7 086	5 618	206	12 091
- les autres éléments du résultat global	-407	-	-	-	-407
- le résultat global	-1 227	7 086	5 618	206	11 686
Dividendes versés au Groupe	-	3 983	1 469	12	5 464

Co-entreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55% du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire.

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales co-entreprises se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2022

en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP Londres, New York, Singapour	Autres sociétés	Total
Lien d'activité	Tokyo	25,0% - 55%		
Pourcentage de détention	49,99%			
Actif non courant	24 414	1 487		
Actif courant	875 370	40 942		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>134 704</i>	<i>27 254</i>		
Passif non courant	2 091	2 368		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>1 777</i>	<i>-</i>		
Passif courant	746 816	10 158		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>1 422</i>	<i>-</i>		
Actif net	150 876	29 903		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	75 040	13 293		
- écarts d'acquisition	13 588	-	10 041	
Valeur comptable au 31 décembre	88 628	13 293	16 579	118 500
Chiffres d'affaires	67 365	56 568		
Amortissements	-1 589	-108		
Produits d'intérêts	8	46		
Charges d'intérêts	-22	-227		
Impôts sur le bénéfice	-9 708	-475		
Résultats net global de l'exercice	25 903	9 708		
Quote-part du Groupe dans :				
- le résultat net global	12 949	4 193	743	17 884
Dividendes versés au Groupe	7 851	843	930	9 624

Au 31 décembre 2022, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 23 629 000 (2021 : € 24 049 000).

Au 31 décembre 2021

en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP Londres, New York, Singapour	Autres sociétés	Total
Lieu d'activité	Tokyo	25,0% - 55%		
Pourcentage de détention	49,99%			
Actif non courant	26 134	3 861		
Actif courant	914 419	34 557		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>130 680</i>	<i>22 583</i>		
Passif non courant	3 023	10 100		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>2 684</i>	<i>59</i>		
Passif courant	786 552	11 262		
<i>Dont dettes financières</i>	<i>984</i>	<i>87</i>		
Actif net	150 978	17 056		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	75 060	10 298		
- écarts d'acquisition	14 660	-	9 389	
Valeur comptable au 31 décembre	89 720	10 298	16 137	116 155
Chiffres d'affaires	62 543	49 484		
Amortissements	-2 228	-144		
Produits d'intérêts	8	45		
Charges d'intérêts	-38	-317		
Impôts sur le bénéfice	-8 978	-521		
Résultats net/global de l'exercice	19 497	7 624		
Quote-part du Groupe dans :				
- le résultat net/global	9 747	3 443	1 073	14 263
Dividendes versés au Groupe	7 076	644	895	8 615

10. Autres actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Prêts aux employés	4 734	4 009
Créances sur les parties liées (cf. note 27)	6 406	8 200
TOTAL	11 140	12 209

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,50 % et ont une échéance moyenne de 30 mois. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie non disponibles

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage	32 654	32 376
TOTAL	32 654	32 376

Ce poste comprend pour l'essentiel des liquidités bloquées auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), et également des liquidités pour lesquelles certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

12. Clients et autres créances

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances liées aux activités de teneurs de comptes	1 237 088	1 364 891
Créances liées aux activités en principal	110 812	435 861
Clients et comptes rattachés	190 535	173 516
Créances sur les employés	69 946	85 752
Créances sur les parties liées	6 509	6 914
Autres créances à court terme	26 043	27 084
TOTAL	1 640 933	2 094 017

La rubrique « Créances liées aux activités en principal » inclut des opérations de vente de titres ayant dépassé le délai de livraison prévu au 31 décembre 2022 et 2021. La quasi-totalité de ces transactions a été débouclée après ces dates à l'exception d'un montant d'environ € 21 251 000 au 31 décembre 2022 relatif à des transactions sur des titres libellés en roubles.

Par ailleurs, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 17 166 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage en lien avec l'invasion russe de l'Ukraine. Le montant total de la provision pour pertes de crédit attendues s'élève à € 18 503 000 au 31 décembre 2022 (€ 859 000 au 31 décembre 2021). Des informations complémentaires sur les pertes de crédit attendues sont présentées en note 30.

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

13. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit

Non courant en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	18 506	18 838
Other	4	19
Total	18 510	18 857
Courant en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	-	-
Dépôts bancaires à court terme	1 375	1 699
Total	1 375	1 699

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

14 a. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

Non courant

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	5 423	4 678
TOTAL	5 423	4 678

Ces titres de participation non cotés ne sont pas détenus à des fins de transactions. Le Groupe a fait le choix irrévocable de présenter les variations de juste valeur dans les autres éléments du résultat global.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

14 b. Actifs financiers évalués au coût amorti.

Non courants

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Actions	3 000	-
Other	-	-
Total	3 000	-

Courants

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts bancaires à court terme	26 240	82 099
Total	26 240	82 099

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Caisse et dépôts bancaires à vue	364 082	437 915
Dépôts bancaires à court terme	90 493	42 466
Placements monétaires à court terme	8 349	6 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	462 924	487 349
Trésorerie non disponible	32 654	32 376
Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif	495 578	519 725
Découverts bancaires	-9 766	-34 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie	485 812	485 597

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

16. Capital-actions, et réserves consolidées

Composition du capital

Au 31 décembre 2022 le capital social de Viel et Compagnie-Finance est composé de 776 356 actions d'une valeur nominale de € 15,25 soit un capital de € 11 839 429.

Au cours de l'exercice 2022, il n'y a eu aucun mouvement sur le capital de Viel et Compagnie-Finance.

Actionnaires importants

Au 31 décembre 2022 le capital de Viel et Compagnie-Finance est détenu à 91,98 % par M. Patrick Combes.

Réserves consolidées :

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve de réévaluation immobilière	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2022	331 807	10 286	177	5 847	-4 718	17 577	360 975
Résultat net de l'exercice	42 527	-	-	-	-	-	42 527
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	3 097	-	3 097
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	5 612	-	-	-	5 612
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	177	-	-	177
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-417	-417
Résultat global de la période	42 527	-	5 612	177	3 097	-417	50 994
Attribution à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-
Attribution à la réserve pour actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	571	-	-	-	-	571
Dividendes versés	-6 001	-	-	-	-	-	-6 001
Incidence des variations de périmètre	-2 158	-	-	21	-31	-	-2 168
Réserves consolidées au 31 décembre 2022	366 175	10 856	5 789	6 045	-1 652	17 160	404 371

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve de réévaluation immobilière	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2021	310 123	9 819	177	685	-6 402	17 577	331 965
Résultat net de l'exercice	31 556	-	-	-	-	-	31 556
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	1 726	-	1 726
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	135	-	-	135
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-
Résultat global de la période	31 556	-	-	135	1 726	-	33 415
Attribution à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-
Attribution à la réserve pour actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	867	-	-	-	-	-	867
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	466	-	-	-	-	466
Dividendes versés	-6 001	-	-	-	-	-	-6 001
Incidence des variations de périmètre	302	-	-	2	-42	-	262
Réserves consolidées au 31 décembre 2021	336 846	10 285	177	822	-4 718	17 577	360 973

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2022 en millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				203	203	183	388
Réévaluation d'immobilisations				-417	-417	-	-417
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies				3 097	3 097	2 978	6 075
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat				2 883	2 883	3 163	6 046
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ajustements à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
- constatés dans la réserve de couverture							
- transférés au compte de résultat		5 577			5 577	2 173	7 752
Ecarts de conversion	-8 332				-6 732	-6 818	-13 550
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat	5				5	4	9
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et co-entreprises	-255				-255	-10	-265
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-6 582	5 577	-	-	-1 605	-4 649	-5 654
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts							
	-6 582	5 577	-	2 883	1 879	-1 486	393

2021 en millions d'euros

2021 en millions d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				134	134	146	280
Réévaluation du passif au titre des régimes à prestations définies				1 726	1 726	1 960	3 692
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	1 860	1 860	2 115	3 975
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ecart de conversion	8 185				8 185	9 098	17 283
Transfert d'écarts de conversion au compte de résultat	-6 611				-6 611	-5 501	-12 112
Autres éléments du résultat global des sociétés associées et co-entreprises	-209				-209	-198	-407
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	1 365	-	-	-	1 365	3 359	4 724
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	1 365	-	-	1 860	3 226	5 474	8 700

17. Intérêts minoritaires

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée. Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

en milliers d'€	Au 31 décembre 2022		Au 31 décembre 2021	
	Groupe Tradition	Bourse Direct	Groupe Tradition	Bourse Direct
	Suisse	France	Suisse	France
Pourcentage de détention des intérêts minoritaires	49,98%	45,72%	52,05%	47,21%
Actif non courant	343 161	35 578	334 674	31 296
Actif courant	750 852	1 292 674	1 208 878	1 318 022
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>313 059</i>	<i>43 166</i>	<i>296 366</i>	<i>39 040</i>
Passif non courant	280 668	3 377	273 016	2 801
Passif courant	363 933	1 236 500	834 364	1 279 343
Actif net	449 392	88 375	415 972	66 972
Valeur comptable des intérêts minoritaires (1)	26 579	10 280	20 626	10 079
Chiffre d'affaires	942 516	47 116	809 135	45 919
Résultat net	96 916	5 872	66 232	7 164
Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe (2) :	52 556	1 320	37 238	1 494
Flux de trésorerie nets opérationnels	135 029	12 757	59 430	-338
Flux de trésorerie nets d'investissement	61 746	-3 217	-61 088	-7 544
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires)	-154 143	-3 866	21 506	-3 597
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-22 642	-1 548	-11 957	-548
Variation des cours de change	-17 581	-	98	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	8 582	4 126	7 989	-12 227

- (1) Groupe Tradition – dont 4,9 millions d’euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).
 (2) Groupe Tradition – dont 1,6 million d’euros au titre de Tradition-ICAP, joint-venture mise en équivalence (cf. note 9).

18. Dividendes

Le dividende à payer n’est comptabilisé qu’après l’approbation par l’Assemblée générale. Le dividende suivant a été proposé par le Conseil d’administration :

En milliers d’euros	2022	2021
Dividende par action au titre de 2022 : € 7,73 (2021: € 7,73)	6 001	6 001

19. Paiements fondés sur des actions

Compagnie Financière Tradition

Au 31 décembre 2022, les options de souscription d’actions consenties aux collaborateurs du groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

Date d’attribution	Nombre d’options de CHF 2,50 de nominal	Augmentation de capital potentielle en CHF	Date de début d’exercice ⁽¹⁾	Date d’échéance	Prix d’exercice en CHF	Condition d’exercice ⁽²⁾ en CHF
05.01.18	20 000	50 000	01.02.21	01.02.26	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000	01.09.21	01.09.26	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	20.11.21	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	18 000	45 000	6 000 dès le 01.12.21 6 000 dès le 01.12.22 6 000 dès le 01.12.23	01.12.26	2,50	110,00
09.01.19	3 000	7 500	09.07.20	09.07.25	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000	01.06.22	01.06.27	2,50	120,00
13.01.20	20 000	50 000	13.01.23	13.01.28	2,50	114,00
07.04.20	22 500	56 250	07.04.23	07.04.28	2,50	125,00
01.07.20	50 000	125 000	01.07.23	01.07.28	2,50	125,00
08.04.21	22 500	56 250	08.04.24	08.04.29	2,50	130,00
31.08.21	19 000	47 500	5 000 dès le 31/08/2022 5 000 dès le 31/08/2023 5 000 dès le 31/08/2024 3 000 dès le 31/08/2025 3 000 dès le 31/08/2026	31.08.29	2,50	110,00
10.09.21	5 000	12 500	10.09.24	10.09.29	2,50	120,00
14.04.22	20 000	50 000	14.04.25	14.04.30	2,50	120,00
24.06.22	10 000	25 000	2 000 dès le 24/6/2023 2 000 dès le 24/6/2024 2 000 dès le 24/6/2025 2 000 dès le 24/6/2026 2 000 dès le 24/6/2027	24.06.30	2,50	110,00
28.07.22	7 000	17 500	28.07.25	28.07.30	2,50	120,00
30.08.22	60 000	150 000	20 000 dès le 01/10/2023 20 000 dès le 01/10/2024 20 000 dès le 01/10/2025	01.10.28	2,50	112,00
Total	397 000	992 500				

Conditions d’exercice

⁽¹⁾ Les collaborateurs doivent être employés du Groupe afin d’exercer les options de souscription d’actions consenties.

(2) Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

En 2022 Compagnie Financière Tradition SA a consenti 97 000 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (48 500 options en 2021).

La juste valeur des options octroyées ou des modifications effectuées est déterminée à la date d'attribution, respectivement des modifications, des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	2022	2021
Rendement de dividendes	5,0%	5,0%
Volatilité attendue	15,5%	14,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,5%	0,0%
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses)	110,5	114,7

En 2022, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 19,7 (2021 : CHF 17,9). Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la société sont les suivants :

en francs suisses	2022		2021	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	2,50	302 000	2,50	364 167
Attribuées	2,50	97 000	2,50	48 500
Exercées	2,50	-2 000	2,50	-109 667
Expirées	-	-	-	-
Annulées	-	-	2,50	-1 000
En circulation à la fin de l'exercice	2,50	397 000	2,50	302 000
Exercables à la fin de l'exercice	2,50	29 000	2,50	29 000

*Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées en 2022 est de CHF 105,0 (2021 : CHF 112,8).

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions. En 2022, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 125 000 (CHF 1 014 000 en 2021).

VIEL & Cie

Plans d'options de souscription d'actions :

Au 31 décembre 2022, Il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

Plans d'attributions d'actions gratuites :

Au 31 décembre 2022, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

Nature du plan (En euros)	Plan d'attribution 2017		Plan d'attribution 2021
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16	12-juin-20
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000	135 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22	18-mars-24
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27	18-mars-31
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui	Oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	6,5 €	6,0 €	6,80 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1er janvier	380 000	138 000	135 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-	-	-
Nombre d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	-	138 000	-
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	380 000	0	135 000
Nombre de personnes concernées	2	4	4

20. Dettes financières

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Découverts bancaires	9 766	34 128
Emprunts bancaires	8 124	-
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme	23 626	23 605
Emprunts obligataires	-	106 401
A court terme	41 516	164 134
Emprunt à long terme	204 820	227 613
Emprunts obligataires	212 629	202 497
A long terme	417 449	430 111
TOTAL	458 965	594 245

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2022 :

En milliers d'euros	31.12.2021	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2022
			Autres variations	Reclassement	Ecart de conversion	
Long terme						
Emprunts bancaires	227 613	-23 580			786	204 820
Emprunts obligataires	202 497	175			9 957	212 629
Court terme						
Emprunts bancaires	-	7 959			166	8 124
Position court terme des emprunts bancaires	23 605	-			21	23 626
Emprunts obligataires	106 401	-109 357			2 955	-
Total	560 117	-124 802	-	-	13 885	449 199

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2021 :

En milliers d'euros	31.12.2020	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2021
			Autres variations	Reclassement	Ecart de conversion	
Long terme						
Emprunts bancaires	119 951	106 956			706	227 613
Emprunts obligataires	221 568	73 811		-101 725	8 843	202 497
Court terme						
Emprunts bancaires	11 109	-11 114			5	-
Position court terme des emprunts bancaires	37 451	-13 865			19	23 605
Emprunts obligataires	0	86		101 725	4 590	106 401
Total	390 079	155 874	-	-	14 163	560 117

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

Emetteur	Année d'émission et d'échéance	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF	Coupon	Taux d'intérêt effectif	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.22	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.21	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.20
Compagnie Financière Tradition SA	2021-2027	CHF 80 000	1,875%	1,980%	79 654	79 585	129 508
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2023	CHF 130 000	1,750%	1,830%	129 722	129 615	109 830
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625%	1,726%	-	109 923	-
TOTAL					209 376	319 123	239 338
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i>					-	109 923	-

Au 31 décembre 2022, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de € 177 485 (€ 169 138 000 au 31 décembre 2021). Celles-ci ont été utilisées à hauteur de € 8 124 000 au 31 décembre 2022 (n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2021).

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 207 500 000 remboursable par annuités et venant à échéance en juin 2026 (€ 230 000 000 au 31 décembre 2021).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe.

Au 31 décembre 2022, Viel et Compagnie-Finance et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 177 485 000, contre € 169 138 000 au 31 décembre 2021.

Viel et Compagnie-Finance a opté pour l'étalement des frais d'émission de ses emprunts sur leur durée d'amortissement.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

21. Provisions et passifs éventuels

Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

Une filiale du Groupe au Royaume-Uni est défenderesse dans une procédure civile intentée fin 2017 par cinq sociétés anglaises en liquidation ainsi que les liquidateurs de ces sociétés.

En 2009, celles-ci ont négocié des quotas de l'Union européenne, également appelés crédits carbone, et ne se sont pas acquittées de la TVA facturée aux contreparties dans le cadre de ces transactions. La filiale du Groupe a agi en qualité d'intermédiaire dans la transmission d'un nombre limité d'ordres relatifs à ces transactions.

Les liquidateurs demandent des dommages et intérêts car ils estiment que cette filiale n'a pas su identifier les infractions et a donc ainsi contribué à ce que les dirigeants des sociétés anglaises en liquidation manquent à leurs obligations légales. La filiale s'est vigoureusement défendue et a réussi à faire rejeter toutes les réclamations de trois des sociétés et certaines des réclamations des deux autres sociétés. Certains arguments ont ensuite été portés devant la Cour d'appel anglaise où la filiale a obtenu de nouveaux succès. Une question demeure à propos de laquelle l'autorisation est demandée de faire appel devant la Cour suprême. Une provision a été comptabilisée pour couvrir une éventuelle décision défavorable concernant le dernier sujet restant. Le montant provisionné est compris dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2022.

Provisions pour impôts

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

Autres provisions

Viel et Compagnie – Finance et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

Les provisions se décomposent comme suit :

en millions d'euros	Provisions pour pensions et retraites	Provisions pour litiges	Provisions pour impôts	Autres provisions	Total
Montant au 31 décembre 2020	30 308	338	-	824	31 462
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					-
Variation de périmètre	137	-	-	-	137
Reclassement	-	338	-	-177	161
Dotation	2 730	13 463	-	-	16 193
Utilisation	-491	-1 730	-	-	-2 240
Dissolution	-24	-188	-	-147	-359
Réévaluation	-4 677	-	-	-	-4 677
Ecart de conversion	49	307	-	-	356
Autres	-	-	-	-	-
Montant au 31 décembre 2021	28 024	12 508	500	0	41 032
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					12 496
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Reclassement	-	407	-	-	407
Dotation	2 678	115	-	-	2 794
Utilisation	-1 401	-	-	-	-1 401
Dissolution	-59	-	-	-	-59
Réévaluation	-6 846	-	-	-	-6 846
Ecart de conversion	-671	-646	-	-	-1 317
Autres	-	-	-	-	-
Montant au 31 décembre 2022	21 725	12 385	500	0	34 610
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					11 839

22. Engagements envers le personnel

La majorité des employés de Viel et Compagnie-Finance et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.

Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Autres avantages à long terme	7 450	13 694
Provision pour des régimes à prestations définies	14 275	14 330
Total des provisions pour pensions et retraites	21 725	28 024

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2022, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 151 000 (€ 4 695 000 en 2021).

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Valeur actualisée des obligations	55 836	61 524
Juste valeur des actifs des régimes	-48 386	-47 967
TOTAL	7 450	13 557

Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2022	2021
Valeur actualisée des obligations au 1^{er} janvier	61 525	58 789
<i>Dont obligations financées</i>	<i>55 186</i>	<i>53 159</i>
<i>Dont obligations non financées</i>	<i>6 338</i>	<i>5 631</i>
Coût financier	232	116
Coût des services rendus	1 616	2 204
Cotisation des employés	968	914
Coût des services passés	137	-
Prestations payées	943	-1 226
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	807	2 501
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	-	-1 704
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-13 170	-2 576
Réduction de régime	-	-
Reclassement	-	-
Ecart de conversion	2 779	2 507
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	55 836	61 525
<i>Dont obligations financées</i>	<i>49 616</i>	<i>55 186</i>
<i>Dont obligations non financées</i>	<i>6 220</i>	<i>6 338</i>

Mouvement de la juste valeur actualisée des actifs des régimes

en milliers d'euros	2022	2021
Juste valeur des actifs des régimes au 1^{er} janvier	47 967	41 854
Rendement attendu des actifs des régimes	139	10
Cotisations de l'employeur	1 379	1 130
Cotisations des employés	968	914
Prestations payées	1 243	-842
Frais d'administration	-84	-70
Gains / (pertes) actuariels	-5 517	2 898
Réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	2 291	2 073
Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre	48 386	47 967

Le Groupe estime à € 1 344 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2023.

Juste valeur des actifs par nature en pourcentage du total des actifs des régimes

	31.12.2022	31.12.2021
Actions	28,6%	31,3%
Obligations	25,3%	26,3%
Immobilier	28,6%	28,6%
Contrats d'assurance	0,8%	0,8%
Liquidités	9,2%	5,2%
Divers	7,6%	7,8%
TOTAL	100%	100%

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est déterminé en fonction de prévisions à long terme de taux d'inflation, de taux d'intérêt et de primes de risque pour les différentes catégories d'actifs. Ces prévisions prennent en considération les taux de rendement historiques à long terme.

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2022	2021
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	13 170	2 576
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	- 807	-2 501
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	-5 517	2 898
Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies	6 847	2 973

Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2022	2021
Coût des services rendus	1 616	2 274
Charge d'intérêt net	93	105
Frais d'administration	84	-
Coût /(produit) des régimes à prestations définies	1 793	2 379

en milliers d'euros	2022	2021
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes	-5 490	3 050

Principales hypothèses actuarielles

En %	2022	2021
Taux d'actualisation	2,50%	0,62%
Augmentations futures des salaires	1,94%	1,18%

Tables de mortalité

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2022 et en 2021.

Analyse de sensibilité

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2022 et 2021 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	2022	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-3 197	3 591
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	147	-147

en milliers d'euros	2021	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-4 092	4 637
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	218	-218

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

Duration des obligations des régimes à prestations définies

La duration moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 14 années au 31 décembre 2022 (16 années au 31 décembre 2021).

23. Fournisseurs et autres créanciers

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes liées aux activités de teneurs de comptes	1 240 529	1 362 743
Dettes liées aux activités en principal	108 115	433 049
Charges à payer	155 258	133 090
Dettes envers les parties liées	3 497	3 254
Autres dettes à court terme	62 691	58 950
TOTAL	1 570 090	1 991 086

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

24. Impôts à payer et à recevoir

Au 31 décembre 2022, les impôts à payer de Viel et Compagnie-Finance s'élèvent à € 11 505 000, contre € 8 887 000 au 31 décembre 2021.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 6 943 000 au 31 décembre 2022, contre € 5 860 000 au 31 décembre 2021, sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

25. Instruments financiers dérivés

En milliers d'euros	2022		2021	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme sur devises	350	174	244	-
Swaps de taux d'intérêts	10 235	163	152	19
Total	10 585	337	396	19

Les instruments financiers dérivés conclus par le Groupe ne sont pas désignés comme instruments de couverture dans des relations de couverture.

26. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

Actifs liés au droit d'utilisation

Au 31 décembre 2022

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	60 417	-	60 417
Variation de périmètre	97		97
Actifs additionnels	14 781	161	14 942
Amortissements	-16 482	-64	-16 546
Reclassements	18	18	36
Ecart de conversion	1 479	1	1 480
Valeur comptable nette au 31 décembre	60 310	116	60 426

Au 31 décembre 2021

en milliers d'€	Immeubles	Véhicules	TOTAL
Valeur comptable nette au 1er janvier	50 220	-	50 220
Variation de périmètre	-		-
Actifs additionnels	22 745		22 745
Amortissements	-15 267		-15 267
Reclassements	-83		-83
Ecart de conversion	2 802		2 802
Valeur comptable nette au 31 décembre	60 417	-	60 417

Obligations locatives

en milliers d'€	2 022	2 021
Court terme		
Obligations locatives	17 882	16 624
Long terme		
Obligations locatives	54 310	56 889
Total des obligations locatives au bilan	72 192	73 513

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.22	Changements résultant de flux	Changements sans contrepartie		31.12.22
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	73 513	-18 149	15 031	1 796	72 192
Total	73 513	-18 149	15 031	1 796	72 192

en milliers d'€	01.01.21	Changements résultant de flux	Changements sans contrepartie		31.12.21
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	62 046	-14 878	22 646	3 699	73 513
Total	62 046	-14 878	22 646	3 699	73 513

Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 4 114 000 pour l'exercice 2022 (2021 : € 3 339 000)
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 22 202 000 en 2022 (2021 : 19 970 000).

27. Opérations avec des parties liées

Nature des fonctions des employés clés

Viel et Compagnie-Finance est une société qui contrôle et consolide VIEL & Cie, avec ses trois pôles d'activité dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct et une participation mise en équivalence de 40 % de SwissLife Banque Privée, ainsi qu'une activité immobilière. Est considéré comme employé clé, le Président du Conseil d'administration de Viel et Compagnie-Finance

Rémunération des employés clés

La rémunération versée au Président du Conseil d'administration par Viel et Compagnie-Finance au titre de l'exercice 2022 est de € 304 898. Des jetons de présence pour un montant de € 30 000, ainsi que € 12 000 de jetons de présence versés par une société consolidée relatifs à l'exercice 2021 ont été versés en 2022. En 2021, il avait perçu une rémunération de € 304 898, ainsi que des jetons de présence pour un montant de € 30 000, ainsi qu'un montant de € 12 000 de jetons de présence versés par une société consolidée.

Créances sur les parties liées

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

Non Courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	435	2 000
TOTAL	435	2 000

Courant

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Créances sur les sociétés associées	52	64
Créances sur les coentreprises	6 457	6 850
TOTAL	6 509	6 914

Dettes envers les parties liées

En milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Dettes envers les sociétés associées	30	57
Dettes envers les coentreprises	3 467	3 197
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées	-	-
TOTAL	3 497	3 254

28. Opérations de hors-bilan

Titres à livrer et à recevoir

en milliers d'euros	31.12.2022	31.12.2021
Titres à livrer	183 564 213	170 507 247
Titres à recevoir	183 564 759	170 482 633

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre et débouclées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

29. Gestion du risque financier

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- risque de crédit et de contrepartie,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque de change,
- risque de taux d'intérêt,
- risques liés à une stratégie de partenariat,
- risque opérationnel lié aux participations contrôlées.

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer. En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du risque.

Le Conseil d'administration apprécie les risques existants au sein du Groupe et exerce une surveillance sur la Direction. Il est assisté dans ces tâches par le Comité d'audit dont le rôle est de surveiller le système de contrôle interne sur le reporting financier, la gestion des risques ainsi que la conformité avec les lois et réglementations locales. L'audit interne effectue régulièrement des revues de gestion des risques et de contrôles internes dont les résultats sont communiqués au Comité d'audit des différents pôles opérationnels.

Dans le cadre du suivi des risques opérationnels, les filiales du Groupe ont développé une cartographie des risques homogènes selon la nomenclature Bâle II. Un outil a été déployé dans le Groupe (One-SumX) afin de recenser les risques opérationnels par filiale et de consolider l'information relative à la nature de ces risques opérationnels. Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une meilleure maîtrise des risques opérationnels.

Risque de crédit et de contrepartie

Viel et Compagnie-Finance en tant que société holding n'est pas exposée au risque de crédit.

Le risque de crédit est avant tout le risque de perte financière pour les filiales opérationnelles si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à une de ses obligations. Ce risque concerne principalement la rubrique des clients et autres créances.

Les filiales opérationnelles de VIEL & Cie exercent le métier d'intermédiaire sur les marchés financiers et non financiers, principalement auprès d'une clientèle de professionnels pour Compagnie Financière Tradition, et auprès de particuliers pour Gaitame (filiale de Compagnie Financière Tradition) et Bourse Direct.

L'intermédiation professionnelle : Compagnie Financière Tradition

Le métier de courtier consiste à rapprocher deux contreparties pour la réalisation d'une opération, et à percevoir une rémunération pour le service apporté. Compagnie Financière Tradition a donc une exposition très limitée au risque de crédit dans le cadre de cette activité. La qualité des contreparties est évaluée localement par les filiales selon des directives

émises par le Groupe et les commissions à recevoir font l'objet d'un suivi régulier. Des dépréciations sont comptabilisées si nécessaire sur certaines créances.

Par ailleurs, certaines sociétés opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres de compensation. Le délai entre la date de transaction et la date de dénouement est majoritairement de deux jours depuis octobre 2014, pendant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.

Ce risque de contrepartie est contenu dans les limites déterminées par le Comité de crédit de Compagnie Financière Tradition; celui-ci base son appréciation sur la qualité financière de la contrepartie, prenant en considération les ratings publiés par les organismes reconnus (ECAI, External Credit Assessment Institutions), ainsi que toutes informations financières disponibles (cours de bourse, Credit Default Swaps, évolution des rendements du marché secondaire obligataire, etc.) ; lorsqu'aucun rating externe n'est disponible, Compagnie Financière Tradition calcule un rating interne, selon une méthodologie interne. En sus de la notation de la contrepartie, le type d'instruments traités et leur liquidité sont pris en compte pour déterminer la limite.

La détermination des limites et le suivi de leur respect sont assurés de manière indépendante par le département des risques de Compagnie Financière Tradition, ou bien par les départements des risques des régions opérationnelles. Les limites sont régulièrement révisées selon une périodicité prédéterminée ou bien à la suite d'événements pouvant affecter la qualité de la contrepartie ou l'environnement dans lequel elle opère (pays, types de secteur, etc.).

Les expositions se concentrent sur des établissements financiers régulés, majoritairement notés « investment grade ».

Le clearing est quant à lui traité par des équipes spécialisées. À cet effet, le groupe Tradition dispose d'une filiale indirecte dédiée aux activités de compensation, Tradition London Clearing Ltd, pivot des opérations en principal du Groupe pour l'Europe et l'Asie. Tradition London Clearing Ltd. est en charge du suivi des opérations introduites par les entités opérationnelles du groupe Tradition jusqu'à leur dénouement final dans les chambres de compensation. Tradition Asiel Securities Inc., filiale du groupe Tradition aux États-Unis, effectue par ailleurs toutes les opérations de clearing aux États-Unis. Cette société est membre du FICC (Fixed Income Clearing Corporation), une contrepartie centrale de marché pour les titres d'État américains. L'adhésion au FICC induit une réduction notable du risque de défaut d'une contrepartie, la responsabilité de la bonne fin des opérations incombant au FICC une fois les opérations confirmées.

La bourse en ligne : Bourse Direct

Bourse Direct traite principalement avec des particuliers, dont la couverture est assurée par les liquidités déposées sur leur compte titres ; dans ce cadre, une opération de marché dont la couverture ne serait pas assurée, doit être rendue impossible par les systèmes automatiques de contrôle des couvertures dans le cadre du correct fonctionnement des outils mis à disposition par les prestataires techniques de la société.

Bourse Direct traite également avec des clients institutionnels. Dans ce cadre, toute contrepartie doit faire l'objet d'une autorisation accordée par le Comité de crédit. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une excellente notation de crédit. Un élément fondamental dans le processus d'approbation des contreparties est la séparation entre les fonctions opérationnelles et celles d'évaluation des risques et d'autorisation. La Direction de cette société s'assure régulièrement que les décisions sont observées et que les procédures de contrôle concernant les contreparties et le clearing sont efficaces.

Risque de liquidité

Viel et Compagnie-Finance doit disposer des ressources financières nécessaires au financement de son activité courante et maintenir sa capacité d'investissement à tout moment. La gestion du risque de liquidité est assurée au niveau de la holding par une surveillance permanente de la durée des financements, de l'existence de lignes de crédit disponibles et de la diversification des ressources. VIEL & Cie gère par ailleurs de façon prudente sa trésorerie disponible en la plaçant sur des supports sans risques, liquides et monétaires. Une convention de trésorerie est établie entre VIEL & Cie et certaines de ses filiales dans le cadre de l'optimisation de la gestion de trésorerie du Groupe.

Le risque de liquidité intervient lorsque des filiales rencontreraient des difficultés à honorer leurs obligations financières. Aux fins de la gestion des risques, ce risque est divisé en deux catégories.

Le risque de liquidité transactionnel concerne la capacité à couvrir les flux de trésorerie liés aux opérations en principal ou aux besoins des contreparties du marché - par exemple, la nécessité de financer des titres en cours de règlement ou de placer des marges ou des garanties auprès de chambres de compensation ou de banques fournissant des services de compensation aux sociétés consolidées du Groupe.

Quoique difficiles à anticiper, ces besoins de liquidités sont généralement de court terme, à un jour voire intra journaliers, et sont généralement couverts par des découverts auprès de l'entité de compensation. Pour gérer ces risques, les filiales pratiquant des opérations en principal disposent d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir leurs besoins potentiels de financement en faisant appel à une approche statistique basée sur les données historiques, qui sont soumises à un test de résistance pour définir un niveau de réserve approprié.

Le risque de liquidité sur bilan est le risque qu'une entité du Groupe soit incapable de couvrir ses besoins en fonds de roulement nets pendant un certain laps de temps du fait de difficultés opérationnelles ou d'investissements importants dans l'activité. Pour gérer ce risque, toutes les entités opérationnelles du Groupe Tradition établissent des prévisions de trésorerie glissantes sur douze mois dans le cadre de la procédure mensuelle d'information financière afin de détecter les problèmes potentiels de liquidité.

Au minimum, toutes les entités conservent des liquidités ou des équivalents de trésorerie suffisants pour couvrir les sorties nettes de trésorerie anticipées pour les trois mois suivants. Des contrôles sont effectués deux fois par an pour déterminer les fonds en excédent par rapport aux exigences locales. En outre, dans le cadre des contraintes réglementaires propres aux entreprises d'investissement, certaines sociétés du Groupe placent la trésorerie de leur clientèle dans des produits liquides, sans risque de taux ni de contrepartie, et immédiatement disponibles.

Risque de marché

Viel et Compagnie Finance est exposée au risque de marché par rapport à la valeur de ses actifs et à l'évolution des coûts de sa dette. Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché et affectent le résultat net du Groupe ou la valeur de ses instruments financiers. Le risque de marché inclut le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité du Groupe aux risques de marché est présentée en annexes des comptes consolidés.

Risque de change

De par son positionnement international, le Groupe est exposé au risque de change. Celui-ci se produit lorsque des transactions sont effectuées par des filiales dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle. Les monnaies dans lesquelles les transactions sont principalement effectuées sont le dollar US (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR), le franc suisse (CHF) et le yen (JPY).

Le risque de change est analysé comme un risque global et sa gestion fait l'objet de prises de décision de la Direction générale. La politique du Groupe en termes de couverture du risque de change ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique de couverture à long terme mais dans le choix de couverture ponctuelle en fonction des évolutions conjoncturelles.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt résulte principalement de la structuration de sa dette financière. Cependant, ce risque reste très marginal dans la mesure où la quasi-totalité de la dette financière à long terme à taux variable fait l'objet d'une couverture au moyen de swaps de taux d'intérêt ou bien ont été mises en place à taux fixe (dettes obligataires).

La mise en place d'une dette financière au sein du Groupe fait l'objet d'une décision approuvée par la Direction générale.

Risques liés à une stratégie de partenariat

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, VIEL & Cie, filiale de Viel et Compagnie Finance, a depuis de nombreuses années, privilégié une position majoritaire au capital de ses participations. Lorsque VIEL & Cie a procédé à un investissement

en partenariat avec un autre établissement, un pacte d'actionnaires a été mis en place afin de protéger ses intérêts dans cet investissement.

Risque opérationnel lié aux participations contrôlées

Le risque opérationnel couvre tous les risques liés au traitement des opérations, allant de la correcte exécution des ordres de la clientèle, à la confirmation de ceux-ci puis au traitement administratif qui suit d'éventuels dysfonctionnements informatiques, qui pourraient venir fausser l'exécution des opérations, entrent également dans cette catégorie.

Par ailleurs, le risque opérationnel provient du rôle majeur que peuvent jouer les personnes clés au sein de l'organisation. Concernant les équipes opérationnelles, le risque de « débauchage » par les concurrents existe. Enfin, l'évolution et le perfectionnement des outils informatiques constituent un enjeu majeur.

Gestion du capital

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2022, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

Viel et Compagnie-Finance détient le statut de Compagnie financière, et est donc soumise, tout comme certaines de ses filiales opérationnelles à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

30. Instruments financiers

Risque de crédit

Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers évalués à la juste valeur par les réserves	5 423	4 678
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat	19 886	20 556
Actifs financiers évalués au coût amorti	29 240	82 099
Prêts et créances	1 596 619	2 037 196
Instruments financiers dérivés actifs	10 585	396
Trésorerie et équivalents de trésorerie	462 924	487 349
Trésorerie non disponible	32 654	32 376
TOTAL	2 157 330	2 664 650

En raison de sa large répartition géographique et du nombre de contreparties, le Groupe n'est pas exposé à des concentrations significatives de risque de crédit sur les actifs financiers.

Plus de 90 % de l'exposition du Groupe aux contreparties est constituée de contreparties de qualité supérieure (notées BBB-/Baa3 ou supérieur) au 31 décembre 2022 et 2021.

Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022		2021	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non amortées	126 290	-10	107 121	-43
Moins de 30 jours d'amorté	29 350	-35	27 735	-28
Entre 31 et 60 jours d'amorté	11 822	-25	15 849	-45
Entre 61 et 90 jours d'amorté	8 343	-8	8 188	-15
Entre 91 et 180 jours d'amorté	8 852	-15	6 955	-12
Plus de 180 jours d'amorté	7 648	-1 677	8 578	-768
TOTAL	192 305	-1 770	174 427	-911

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. Cependant, au 31 décembre 2022, un montant d'environ € 432 000 a été provisionné sur des créances de courtage en lien avec des contreparties russes sanctionnées.

L'échéancier des créances liées aux activités en principal rattachées ainsi que les pertes de crédit attendues se présentent comme suit :

En milliers d'euros	2022			2021		
	Valeur Brute	Pertes de crédit attendues	Valeur nette	Valeur Brute	Pertes de crédit attendues	Valeur nette
Moins de 5 jours d'amorté	65 798	0	65 798	207 144	-	207 144
Entre 6 et 15 jours d'amorté	35 599	0	35 599	158 372	-	158 372
Entre 16 et 30 jours d'amorté	2 205	0	2 205	66 274	-	66 274
Entre 31 et 45 jours d'amorté	388	0	388	1 743	-	1 743
Plus de 45 jours d'amorté	23 556	-16 734	6 823	2 328	-	2 328
TOTAL	127 546	-16 734	110 812	435 861	0	435 861

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

Toutefois, les sanctions et contre-sanctions prises par les différentes parties suite à l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 ont ajouté des complexités significatives au processus standard de règlement-livraison et ont eu un impact négatif sur la capacité technique du Groupe à exécuter pleinement certaines transactions sur des titres obligataires libellés en rouble. Ainsi, certaines contreparties, plus particulièrement celles faisant l'objet de sanctions, nonobstant leur solvabilité, pourraient ne pas pouvoir remplir leurs obligations de règlement dans un avenir prévisible. Par conséquent, une probabilité de défaut de 100% a été estimée pour les transactions dont le Groupe a reçu la livraison des titres sous-jacents à l'encontre du paiement mais pour lesquelles il est actuellement dans l'incapacité de procéder au règlement-livraison. Le montant des créances liées à ces transactions non dénouées au 31 décembre s'élève à € 16 733 000.

En cas de défaillance d'une contrepartie, les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir comprennent les rentrées provenant de la vente des titres sous-jacents aux créances et/ou celles des flux de trésorerie associés aux titres eux-mêmes. Dans le cadre de ces transactions, les titres à livrer se composent d'obligations d'État russes qui sont cotées sur un marché actif localement. Au 31 décembre 2022, la valeur de marché de ces titres reçus mais non livrés est supérieure à la valeur des créances au bilan. Toutefois, en raison des restrictions de transfert en vigueur, le Groupe considère que les incertitudes liées à l'accès au marché local autant pour la vente des titres que pour l'encaissement des flux de trésorerie associés aux titres ne permettent pas de les valoriser au bilan au 31 décembre 2022.

Par conséquent, au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté au bilan une provision pour des pertes de crédit potentielles de € 16 733 000 sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison.

Le mouvement de la provision pour pertes de crédit attendues se présente comme suit :

Au 31 décembre 2022

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2022	-911	-	-911
Variations de périmètre	-	-	-
Reclassement	-95	-	-95
Dotation	-1 045	-17 406	-18 451
Utilisation	96	-	96
Dissolution	156	-	156
Ecart de conversion	29	673	702
Autres	-	-	-
Au 31 décembre 2022	-1 770	-16 734	-18 504

Durant la période, un montant de € 17 838 000 a été enregistré au compte de résultat pour des pertes de crédit potentielles en lien avec des contreparties russes sanctionnées, sur des créances liées aux activités en principal en cours de règlement-livraison ainsi que sur des créances de courtage.

Au 31 décembre 2021

En milliers d'euros	Créances clients et comptes rattachés	Créances liées aux activités en principal	Total
Au 1er janvier 2021	-793	-	-793
Variations de périmètre	-24	-	-24
Reclassement	-	-	-
Dotation	-254	-	-254
Utilisation	62	-	62
Dissolution	122	-	122
Ecart de conversion	-24	-	-24
Autres	-	-	-
Au 31 décembre 2021	-911	-	-911

Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2022

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	190 074	14 746	204 820
Obligations locatives - Paiement minimum futur	3 847	5 166	9 762	38 110	15 231	72 116
Emprunts obligataires	-	-	3 855	223 402	-	227 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 541 672	14 863	13 555	-	-	1 570 090
Instruments financiers dérivés passifs	318	19	-	-	-	337
Dettes financières à court terme	18 060	23 062	393	-	-	41 516
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 563 897	43 111	27 565	451 587	29 976	2 116 136

31 décembre 2021

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	211 922	15 692	227 613
Obligations locatives - Paiement minimum futur	6 485	4 658	7 267	48 478	17 319	84 206
Emprunts obligataires	-	-	111 817	137 945	78 495	328 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 972 331	3 669	15 086	-	-	1 991 086
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	-	-	-	19
Dettes financières à court terme	34 298	22 883	552	-	-	57 733
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 013 133	31 210	134 722	398 345	111 505	2 688 915

Risque de change

Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

31 décembre 2022

en milliers d'euros	Dollar US	Livre Sterling	Euro	Franc suisse	Autres	Total
Devises fonctionnelles						
Dollar US		-210	174	-38	184	110
Livre Sterling	1 248		1 692	8	1 513	4 461
Euro	901	345		1 372	107	2 725
Franc suisse	11 606	192	1 145		3 615	16 558
Autres	1 476	-40	23	-39		1 420
TOTAL	15 231	287	3 034	1 303	5 419	

31 décembre 2021

en milliers d'euros	Dollar US	Livre Sterling	Euro	Franc suisse	Autres	Total
Devises fonctionnelles						
Dollar US		-437	432	-3	189	181
Livre Sterling	1 489		2 687	40	329	4 545
Euro	467	1 582		1 365	28	3 442
Franc suisse	12 278	317	1 075		4 326	17 996
Autres	2 317	21	47	-4		2 381
TOTAL	16 551	1 483	4 241	1 398	4 872	

Risque de taux d'intérêts

Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2022	2021
Actifs financiers	87 039	110 125
Passifs financiers	313 786	389 817
Instruments à taux fixe (net)	-226 747	-279 692
Actifs financiers	1 294 947	1 331 193
Passifs financiers	217 538	270 891
Instruments à taux variable (net)	1 077 410	1 060 301
Dont dettes financières à taux variable	209 386	232 112

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

31 décembre 2022

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	6 337	-
Swap de taux d'intérêt		

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 302	-

Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2022

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Immeubles de placement	103 292	-	-	-	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	5 423	-	3 658	-	3 658
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	19 886	14 910	4 976	-	19 886
Instruments financiers dérivés actifs	10 585	-	10 585	-	10 585
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</u>					
Placements monétaires à court terme	8 349	3 349	-	-	3 349
	147 535	18 259	19 218	-	37 477
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Trésorerie non disponible	32 654	-	-	-	-
Clients et autres créances	1 596 619	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	29 240	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	454 575	-	-	-	-
	2 113 088	-	-	-	-
Total actifs financiers	2 260 622	18 259	19 218	-	37 477

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Passifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Instruments financiers dérivés passifs	337	-	337	-	337
	337	-	337	-	337
<u>Passifs financiers évalués au coût amorti</u>					
<u>Dettes financières à long terme :</u>					
Emprunts Obligataires	212 629	208 134	-	-	208 134
Autres dettes financières à long terme	204 820				
Obligations locatives à Long terme	54 310	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<u>Dettes financières à court terme :</u>					
Emprunts Obligataires					
Découverts bancaires	9 766	-	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	31 750	-	-	-	-
Obligations locatives à Court terme	17 882	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 570 090	-	-	-	-
	2 101 248	208 134	-	-	208 134
Total passifs financiers	2 101 585	208 134	337	-	208 472

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<u>Actifs financiers évalués à la juste valeur</u>					
Immeubles de placement	101 791	-	101 791	-	101 791
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 678	-	3 049	-	3 049
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	20 556	13 734	6 719	-	20 453
Instruments financiers dérivés actifs	396	-	396	-	396
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie :</u>					
Placements monétaires à court terme	6 968	1 967	5 000	-	6 967
	134 389	15 701	116 956	-	132 656
<u>Actifs financiers évalués au coût amorti</u>					
Trésorerie non disponible	32 376	-	-	-	-
Clients et autres créances	2 012 778	-	-	-	-
Actifs financiers évalués au coût amorti	82 099	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	480 381	-	-	-	-
	2 607 635	-	-	-	-
Total actifs financiers	2 742 024	15 701	116 956	0	132 656

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	19	-	19
	19	-	19	-	19
Passifs financiers évalués au coût amorti					
<i>Dettes financières à long terme :</i>					
Emprunts Obligataires	202 497	205 029			205 029
Autres dettes financières à long terme	227 613				
Obligations locatives à Long terme	56 889	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<i>Dettes financières à court terme :</i>					
Emprunts Obligataires	106 401	107 264			107 264
Découverts bancaires	34 128				
Autres dettes financières à court terme	23 605				
Obligations locatives à Court terme	16 624	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 991 086	-	-	-	-
	2 658 844	312 292	-	-	312 292
Total passifs financiers	2 658 863	312 292	19	-	312 311

31. Cours de change

Les principaux cours de change de l'euro qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation sont les suivants :

		31.12.2022		31.12.2021	
		Cours de clôture	Cours moyen	Cours de	Cours moyen
CHF	1 Franc suisse	0,9847	1,0052	1,0331	1,0797
GBP	1 Livre sterling	0,8869	0,8526	0,8403	0,8612
JPY	1 Yen japonais	140,6600	138,01	130,3800	129,7000
USD	1 Dollar américain	1,0666	1,0539	1,1326	1,1852

32. Périmètre de consolidation

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

Périmètre de consolidation - 31.12.2022

Pays	Entités de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Devise	Capital en millions	Méthode MEE/IG/IF
France	Viel et Compagnie-Financière		100,0%	EUR	11 439	Société consolidante
Europe						
Afrique du Sud	Tradition Government Bond Brokers and Derivatives Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	50,0%	ZAR	1 900	IG
	Tradition Data Analytics Services (PTY) Ltd Fourways	100,0%	50,0%	ZAR	n.s.	IG
	TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	50,0%	ZAR	1 900	IG
Allemagne	Finacor Deutschland GmbH, Frankfurt, et succursale de Munich	100,0%	50,0%	EUR	4 030	IG
	Tradition Financial Services GmbH, Frankfurt	27,5%	13,8%	EUR	75	MEE
Belgique	Finacor & Associés S.A., Bruxelles	100,0%	50,0%	EUR	1 967	IG
	Eandag N.V.	16,7%	10,2%	EUR	2 635	MEE
Emirats Arabes Unis	Tradition (Dubai) Ltd, Dubai	100,0%	50,0%	USD	450	IG
Espagne	C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid	32,4%	16,2%	EUR	979	MEE
	Tradition Financial Services España S.V.S.A. Madrid	100,0%	47,7%	EUR	n.s.	IG
France	JV Finance	100,0%	100,0%	EUR	44	IG
	Aspège S.A., Paris	100,0%	67,9%	EUR	22 280	IG
	Bourse Direct S.A., Paris	79,4%	34,3%	EUR	13 300	IG
	Ecoré, Paris	76,6%	45,4%	EUR	154	IG
	Cacot S.A., Paris	90,0%	45,3%	EUR	1 329	IG
	E-VIEL, Paris	100,0%	67,9%	EUR	6 886	IG
	Imerviel	100,0%	100,0%	EUR	1 000	IG
	SwissLife Banque Privée, Paris	40,0%	27,1%	EUR	57 887	MEE
	Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursales d'Amsterdam, Bruxelles, Londres, Milan et Madrid	99,9%	50,0%	EUR	11 408	IG
	TKAF OTC, Paris	100,0%	50,0%	EUR	4 838	IG
	VIEL & Cie	62,0%	67,9%	EUR	15 908	IG
Israël	TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv	90,0%	40,0%	ILS	2 778	IG
Italie	Tradition Italia S.R.L., Milan	100,0%	50,0%	EUR	50	IG
Luxembourg	Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg	100,0%	50,0%	EUR	11 021	IG
Monaco	Carm Monaco S.A.M. Monaco	100,0%	50,0%	EUR	300	IG
Royaume-Uni	Tradition Management Services Ltd, Londres 2)	100,0%	50,0%	GBP	n.s.	IG
	Tradition (UK) Ltd, Londres, et succursale de Varsovie	100,0%	50,0%	GBP	35 830	IG
	Tradition UK Holdings Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	180	IG
	Tradition London Clearing Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	28 590	IG
	Tradition Financial Services Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	13 250	IG
	TFS SCAP Ltd, Londres	51,0%	13,8%	GBP	20	MEE
	Trad N (UK) Ltd, Londres	100,0%	50,0%	GBP	200	IG
	Trad N (UK) Ltd, Londres	100,0%	50,0%	USD	n.s.	IG
	TFS Derivatives LTD, Londres et succursales de Paris, Madrid, Milan et Amsterdam	100,0%	50,0%	GBP	23 700	IG
Suisse	Compagnie Financière Tradition S.A., Lausanne	71,4%	50,0%	CHF	19 136	IG
	Finarbit AG, Kloten	100,0%	50,0%	CHF	1 500	IG
	Gomes Brokers S.A., Lausanne	49,0%	24,5%	CHF	360	MEE
	Netra	100,0%	100,0%	CHF	96	IG
	ParFX Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG
	Stattfeld S.A. Nyon	43,0%	20,0%	CHF	142	0
	Tradition International, Lausanne 2)	100,0%	50,0%	CHF	200	IG
	Tradition Service Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	21 350	IG
	Trad X Holding S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG
	Tradition S.A., Lausanne et succursales de Zurich et Genève	100,0%	50,0%	CHF	450	IG
	TFS S.A., Lausanne 1)	100,0%	50,0%	CHF	100	IG

Pays	Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Devise	Méthode MEE/IG/DP
Amérique					
Argentine	Tradition Argentina S.A., Buenos Aires	100,0%	50,0%	ARS	1 346 IG
Chili	Tradition Chile S.A., Santiago	100,0%	50,0%	CLP	476 885 IG
Colombie	Tradition Colombia S.A., Bogotá	100,0%	50,0%	COP	90 000 IG
	Tradition Securities Colombia S.A., Bogotá	100,0%	50,0%	COP	200 881 IG
Etats-Unis	Tradition America Holdings Inc., New York 1)	100,0%	50,0%	USD	500 IG
	Tradition Americas LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	500 0
	Tradition SEF Inc., New York	100,0%	50,0%	USD	n/a IG
	Tradition Securities and Derivatives Inc., New York	100,0%	50,0%	USD	5 IG
	Trad-X US LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	n/a IG
	StreamingEdge.com Inc., New Jersey 2)	80,0%	40,0%	USD	n/a IG
	TFS Derivatives Corp. LLC, New York	100,0%	50,0%	USD	95 IG
	TFS-ICAP LLC, New York	51,0%	13,8%	USD	n/a MEE
	TFS Energy LLC, Stamford	57,5%	28,8%	USD	n/a IG
	TFS Energy Solutions LLC, Stamford	60,0%	30,0%	USD	n/a IG
	TFS Energy Futures LLC, Stamford	100,0%	28,8%	USD	n/a IG
	TFS Energy LLC, Stamford	100,0%	28,8%	USD	n/a IG
Mexique	Tradition Services S.A. de C.V., Mexico	100,0%	50,0%	MXN	50 IG
Asie - Pacifique					
Australie	Tradition Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	50,0%	AUD	n/a IG
	The Renewable Energy Hub Pty Ltd, Sydney	43,7%	20,9%	AUD	654 MEE
	TFS Australia Pty Ltd, Sydney	100,0%	50,0%	AUD	5 IG
Chine	Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong	100,0%	50,0%	HKD	25 881 IG
	TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong	100,0%	50,0%	HKD	85 200 IG
	Ping An Tradition International Money Broking Company Ltd, Shenzhen	33,0%	16,5%	CNY	50 000 MEE
Corée	Tradition Korea Ltd, Seoul	100,0%	50,0%	KRW	5 000 000 IG
Inde	Derivium capital & Securities Private Ltd, Mumbai	50,0%	25,0%	INR	24 375 MEE
Indonésie	PT Tradition Indonesia, Jakarta	98,0%	49,0%	IDR	5 000 000 IG
Japon	Tradition Nihon Ltd, Tokyo	100,0%	50,0%	JPY	300 000 IG
	Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo 1)	100,0%	50,0%	JPY	500 IG
	Gatame.com Co., Ltd, Tokyo	50,0%	25,0%	JPY	801 354 MEE
	Ueda Tradition Holding Japan Ltd, Tokyo 1)	60,0%	30,0%	JPY	1 000 IG
	Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo	100,0%	30,0%	JPY	5 000 IG
	Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo	100,0%	30,0%	JPY	2 943 888 IG
Nouvelle Zélande	Tradition Kiwi Brokers Limited, Wellington	100,0%	41,7%	NZD	2 676 IG
Philippines	Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati	100,0%	50,0%	PHP	515 888 IG
Singapour	Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour	100,0%	50,0%	SGD	500 IG
	TFS Currencies Pte Ltd, Singapour	100,0%	50,0%	USD	700 IG
	Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour 1)	100,0%	50,0%	SGD	n/a IG
Thaïlande	Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok	100,0%	35,7%	THB	12 000 IG
	Tradition Fixed Income Co Ltd, Bangkok	100,0%	35,7%	THB	n/a IG
	Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok	100,0%	35,7%	THB	5 000 IG

Société holding

(1) Société de services

IG : intégration globale

MEE : mise en équivalence

• Entrées

33. Effectifs

	2022	2021
Effectifs		
France	292	304
Etranger	2 218	2 138
TOTAL	2 510	2 442

34. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2022 et 2021 sont les suivants :

	KPMG				Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Audit												
□ Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 952 934	49 200			117 900	2 523 507			188 250	174 600		
○ Emetteur	53 660	49 200	2%	98%	0	0	0%	0%	34 150	23 000	13%	13%
○ Filiales intégrées globalement	2 901 264	0	98%	0%	117 900	2 523 507	100%	100%	154 100	151 600	86%	86%
□ Autres services	1 500	1 000			0	10 483			3 500	1 000		
○ Emetteur	1 500	1 000	-	-	0	0	0%	0%	1 500	1 000	-	-
○ Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	0	10 483	100%	100%	2 000	-	-	-
Sous-total	2 954 434	50 200	100%		117 900	2 533 990	100%	100%	191 750	175 600	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
□ Juridique, fiscal, social	34 820	-	-	-	-	-	0%	1%	-	-	-	-
□ Autres	-	-	-	-	0	14 000	100%	1%	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	0	14 000	0%	1%	-	-	-	-
TOTAL	2 954 434	50 200	91%	2%	117 900	2 547 990	4%	92%	191 750	175 600	4%	4%

35. Variation du périmètre de consolidation

MTS Markets International Inc.

En décembre 2022, le Groupe a acquis une participation de 100% dans la société MTS Markets International Inc., New York, pour un montant de € 7 758 000, générant un écart d'acquisition de € 3 480 000. Cette société opère la plateforme électronique MTS BondsPro, spécialisée sur le marché des obligations du secteur privé. BondsPro offre un accès à la liquidité et un service d'exécution en temps réel des ordres qui reposent sur un carnet d'ordre central, anonyme et « all-to-all ».

A la date d'acquisition, l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables se répartit comme suit :

en milliers d'euros	2022
Immobilisations corporelles	308
Actifs liés au droit d'utilisation	103
Immobilisations incorporelles	2 181
Trésorerie non disponible	469
Autres actifs courants	353
Clients et autres créances	670
Trésorerie et équivalents de trésorerie	969
Total actif	5 053
Obligations locatives	106
Fournisseurs et autres créanciers	613
Impôts à payer	56
Total passif	775
Juste valeur des actifs nets	4 278
Prix d'acquisition	7 758
Ecart d'acquisition	3 480

36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Au cours des premiers mois de l'année 2023, la la poursuite de la remontée des taux d'intérêt ayant débuté en 2022 a eu pour conséquence de mettre en difficultés différents établissements financiers que ce soit aux Etats-Unis ou en Suisse. Ces événements n'ont aucun impact sur l'activité ou les résultats du Groupe.

